





**BURE**  
**Contre le nucléaire**  
**et son monde**



**LES DOSSIERS  
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE**

**BURE**  
**Contre le nucléaire  
et son monde**

Présenté par  
Serge Aumenier



Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L 122-5 (2° et 3°a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art L 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Collection Les Dossiers de la Fédération Anarchiste 2

Couverture : Tof

Finalisation & maquette : Studio Carrélight

© Editions du Monde Libertaire / Tous droits réservés.

Dépôt légal : 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

ISBN 9782915514926 - Mai 2019

# PARUS

## AUX EDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

---

**2<sup>ème</sup> semestre 2018**

---

- ❑ Anarphorismes (Sven Andersen)
- ❑ Pour un anarchisme du XXI<sup>ème</sup> siècle (Fédération Anarchiste).  
1<sup>ère</sup> édition et 2<sup>ème</sup> édition.
- ❑ Anarchistes dans la Révolte Populaire de 2017 au Venezuela (Rodolfo Montes de Oca)
- ❑ La lutte No MUOS – RÉSISTANCE anti-militariste anti-impérialiste anti-propagande (Mouvement No MUOS)
- ❑ Honore ton fils (Vous le paierez cher et jusqu'au bout) Trilogie de la fureur - 1. (Claudio Taccioli)
- ❑ Anarchistes d'outre-mer – Anarchisme, indigénisme, décolonisation (Carlos Taibo)

## **1<sup>er</sup> semestre 2019**

---

- ❑ Honore ton fils -Trilogie de la fureur 1 (Claudio Taccioli)
- ❑ Kate Austin, paysanne anarchiste et féministe (Aurélien Roulland)
- ❑ Rita et Hilario. Genêts d'exil, Durruti toujours (Yves Lopez)
- ❑ Les Gilets jaunes : Points de vue anarchistes. Collection Les Dossiers de la Fédération Anarchiste 1. (Monica Jornet)
- ❑ BURE. Contre le nucléaire et son monde. Collection Les Dossiers de la Fédération Anarchiste 2. (Serge Aumenier)



# TABLE DES MATIÈRES

---

1 – INTRODUCTION.....	11
2 – CHRONOLOGIE.....	27
3 – TÉMOIGNAGES.....	71
4 – COMMUNIQUÉS.....	141
5 – COLLECTIFS.....	203

## LES ANNEXES

- Annexe 1 : **Cigéo**
- Annexe 2 : **Filière nucléaire**
- Annexe 3 : **Énergie nucléaire - Radioactivité**
- Annexe 4 : **Malville**
- Annexe 5 : **En savoir plus**





## 1 - Introduction

---

États, industriels et scientifiques constituent un immense lobby nucléocrate qui joue avec le feu atomique et l'avenir de l'humanité depuis plus de 70 ans. Les déchets radioactifs (militaires ou issus des réacteurs nucléaires) ont été, pendant près de 50 ans, immergés en secret dans les océans Pacifique, Arctique et Atlantique, dans des containers censés résister 500 ans.

En 1993, un accord international a interdit cette pratique, une campagne de surveillance de 1992 ayant révélé des concentrations

élevées de radioactivité, liées aux fuites des colis.

En 2000, Greenpeace a filmé la dégradation de fûts fissurés, ouverts ou vides, abritant des poissons. En 2012, des prélèvements dans la Manche et la mer du Nord ont révélé des concentrations de tritium supérieures à celles dans les eaux autour de la centrale de Fukushima. Mais, à ce jour, aucun projet n'existe pour extraire ces déchets des fonds marins. D'autre part, l'accord de 1993 interdit le largage de colis de déchets par bateau, mais autorise leur écoulement dans la mer par conduite terrestre, ainsi que c'est pratiqué notamment à La Hague.

Aujourd'hui, malgré les assurances du président étasunien Eisenhower en 1953, dans son discours « *Atom for peace* » devant les Nations unies, ou en 1961, la vantardise scientifique de Boris Pregel, président de l'Académie des sciences de New-York : « *Le problème des déchets, comme tout problème d'ingénieur, n'est pas insoluble* », **aucune solution n'a été trouvée pour les**

## déchets radioactifs produits quotidiennement.

Pour les refourguer en douce aux milliers de générations futures, il est question de les « mettre sous le tapis », en les planquant à quelques centaines de mètres sous terre.

Comment réagira l'humain de l'an 6 845 ou celui de l'an 45 879 quand une catastrophe lui fera découvrir ce que lui a *irradieusement* légué le capitalisme des années 2 000 ?

S'il arrivait à la connaissance du grand public que les piscines de La Hague et celles des centrales nucléaires sont pratiquement saturées et qu'il n'y a aucune solution fiable pour les déchets, l'**arrêt immédiat du nucléaire** apparaîtrait comme la seule décision rationnelle. La folle fuite en avant, sécuritaire et économique, des décideurs anticipe la prolongation de la durée de vie des centrales actuelles déjà bien abîmées, le relais futur par des réacteurs EPR ruineux et comportant de graves vices de fabrication. Mais les nucléocrates gardent la foi en un avenir lointain irradié par l'utilisation de la fusion nucléaire qui, déjà au stade de la recherche (réacteur

ITER), connaît de graves difficultés techniques et des dépassements de coût énormes (multipliés par 4) : la production du combustible (deutérium-tritium) est prévue en 2035 et il doit être chauffé à 150 millions de degrés pour déclencher les réactions de fusion, ce qui fait dire à de nombreux scientifiques qu'il n'y a aucune chance de passer au stade industriel, mais c'est une manière de financer indirectement la filière nucléaire.

## **Cigéo, laboratoire du consentement**

Dès 1983, l'**Andra** (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) choisit une trentaine de sites géologiques. Mais les mobilisations des cobayes sélectionnés et la fronde qui s'organise avec la **Coordination nationale contre l'enfouissement** risquant de ranimer un mouvement antinucléaire sur le déclin, amènent l'État à réfléchir à la mise en place de protocoles décisionnels plus habiles, remisant provisoirement l'utilisation de son arsenal répressif.

En mai 1989, un rapport officiel souligne : « *La contrainte principale dans ce domaine est la capacité de la population locale à accepter le principe du site de stockage, beaucoup plus que les avantages techniques* ».

En décembre 1991, la **loi Bataille** dévoile la stratégie mise au point : ne plus parler de site d'enfouissement mais de laboratoire, faire semblant d'envisager des recherches sur diverses alternatives : granit ou argile, entreposage en surface ou souterrain... Une manne financière se prépare pour les communes « volontaires » avec les fonds réunis par l'État dans les groupements d'intérêt publics (GIP) créés par la loi. Les élus régionaux sont régulièrement « consultés » et ce n'est pas un hasard si, en 1983, les conseils généraux de Meuse et de Lorraine acceptent la construction du laboratoire « scientifique » de l'Andra sur un site où quelques villages, dont Bure, regroupent moins de 500 habitants. Cette zone rurale ayant subi depuis longtemps les choix étatiques dans les domaines agricole et industriel, connaît une grave crise économique et démographique.

Les habitants, ni informés ni consultés sur le choix de leurs édiles, voient apparaître dans les rues de petits villages de magnifiques lampadaires rouges, surgir une salle des fêtes et des trottoirs tout neufs.

À Bure, Saudron, Ribeaucourt, Mandres-en Barrois et Bonnet c'est un **laboratoire du consentement** plus qu'un laboratoire scientifique qui est en construction. En 2010, il se transforme en un projet de Centre industriel de stockage géologique (**Cigéo**).

L'enjeu pour les nucléocrates est énorme. Il s'agit tout simplement de l'avenir du nucléaire qui se joue dans ce petit coin de la planète : les différentes phases de la filière nucléaire (civile et militaire) sont interdépendantes : extraction et enrichissement du combustible pour les réacteurs, production d'énergie, fourniture de matières fissiles pour les bombes, gestion des déchets radioactifs (retraitement et stockage).

L'État tente d'imposer par tous les moyens le projet Cigéo : l'Andra entame les travaux au Bois-Lejuc, alors que la demande d'autorisation de création (DAC) ne sera finalement déposée que courant 2019 !



L'État est bien décidé à ne pas reculer à Bure, comme il a dû le faire à Notre-Dame-des-Landes, car la victoire des opposants signifierait l'arrêt de toute la filière, déjà aux bords de l'effondrement après les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, les multiples incidents liés aux limites technologiques et industrielles, le vieillissement des réacteurs, le coût réel du kilowatt nucléaire en constante augmentation.

Malgré le sentiment d'impuissance que nous inocule régulièrement l'État et sa démocratie par divers moyens (propagande, secret, étalage de sa force...) dans ce domaine comme dans bien d'autres, il est possible de gagner. Dans les années 1970, aux débuts du programme nucléaire français, l'essentiel des organisations politiques, y compris le Parti communiste et diverses chapelles gauchistes, l'approuvaient au nom de l'indépendance énergétique de la France. Les anarchistes et autres opposants manifestaient et affirmaient : « **Société nucléaire = Société policière** » et ont notamment réussi à empêcher la construction de la centrale nucléaire de la pointe du Raz à **Plogoff**.

## Premiers pas de l'ère atomique

L'histoire du nucléaire mondial est un récit où priment la **raison d'État**, les **intérêts militaires** et les **jeux d'argent** :

Que de chemin parcouru par les êtres radioactifs accumulés depuis le 16 juillet 1945, date de l'explosion au Nouveau Mexique de la première bombe A appelée *Gadget* ! Cet essai, réalisé par l'armée américaine, s'appelait ***Trinity***, sans doute pour amener à communier avec le Père (l'atome), le Fils (l'énergie atomique) et le Saint-Esprit (la radioactivité). C'était l'irradieux résultat du gigantesque ***Manhattan Project***, lancé en octobre 1941 par le président **Roosevelt** : 2 000 milliards de dollars et 130 000 personnes pour affirmer la supériorité des États-Unis en produisant la bombe atomique avant l'Union soviétique.

Il restait à tester « in vivo » cette magnifique réussite, en choisissant des sites susceptibles de faire le maximum de dégâts. Les cobayes d'Hiroshima le 6 août 1945 eurent l'occasion de faire avancer la science en expérimentant la bombe à uranium *Little boy* :

75 000 morts instantanés, 250 000 au total. Les cobayes de Nagasaki, 3 jours plus tard, durent se sentir privilégiés car la bombe au plutonium *Fat man* ne fit que 70 000 morts instantanés et 150 000 au total.

Un immense émerveillement s'ensuivit, notamment en France :

« *Une révolution scientifique* », *Le Monde*,

« *La nouvelle découverte peut bouleverser le monde. Charbon, essence, électricité ne seront bientôt plus que des souvenirs* », *Libération*,

« *L'Amérique vient de révéler au monde une découverte scientifique qui est bien la plus sensationnelle du siècle. Après cela, qui osera prétendre qu'il y a des limites à la connaissance scientifique* », *L'Humanité*.

Nagai Takeski, professeur de radiologie et catholique mystique atteignit l'épéctase (progrès de l'Homme vers Dieu) :

« *Si un monde nouveau et fort peut être construit, les âmes de tant de victimes reposeront en paix. La bombe est un effet de la Divine Providence et les pertes humaines,*

*des sacrifices offerts à Dieu afin de laver les péchés de l'humanité ».*

Quelque temps plus tard, *France-Soir* synthétisa un élan quasi-mystique :

**« L'espèce humaine a réussi à passer à un âge nouveau : l'âge atomique ».**

Joliot-Curie, prix Nobel, membre du Comité central du Parti communiste et haut-commissaire du CEA, est en extase :

*« L'inquiétude répandue sur le monde par les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ne peut que créer une émulation dont le bien de l'humanité tirera un large profit. Que le monde fasse confiance aux physiciens, l'ère atomique commence seulement ».*

Le 8 décembre 1953, autre bienfaiteur de l'humanité, le président **Eisenhower** prononce le célèbre discours devant l'ONU ***Atom for peace***, qui montre le chemin vers la lumière (divine ou électrique ?) : *« L'objectif de mon pays est d'aider à sortir de la chambre des horreurs pour aller vers la lumière, pour trouver une manière de faire évoluer les espoirs des hommes et les âmes*

*des hommes d'où qu'ils soient, vers la paix, le bonheur et le bien-être* ». Il aperçoit une lueur atomique proche : **énergie quasi-gratuite, accident totalement impossible, problème des déchets radioactifs rapidement résolu** par les scientifiques...

En attendant ce paradis sur terre, Eisenhower fit passer l'arsenal américain de 741 têtes nucléaires à plus de 18 000 !

## **Société nucléaire**

Autant qu'une question de choix énergétique, le nucléaire est un choix de mode de gestion des territoires, des ressources et des populations.

Le nucléaire - civil et militaire - n'est pas une industrie comme les autres. Le gigantisme de sa filière accentue ce qui accompagne la société capitaliste : pouvoir centralisé, surveillance et répression policière et judiciaire, extension indéfinie de l'économie.

La force armée, outil régalien à la disposition des États, permet à la France de garder la maîtrise du sous-sol uranifère en Afrique (Niger, Gabon) et d'utiliser des travailleurs

locaux précaires et victimes de la radioactivité sans être aucunement informés de ses dangers : « *On voyait nos camarades mourir sans comprendre pourquoi* ». En cas de catastrophe nucléaire, il est prévu que le Ministère des armées gèrera la situation et l'état d'urgence sera automatiquement appliqué...

## Résistances

En refusant depuis plus de 20 ans la gigantesque poubelle nucléaire du projet Cigéo, voilà tout ce à quoi s'opposent les habitants de Bure, Saudron, Mandres, Ribeaucourt, Bonnet. Mais, depuis le « **Camp antiautoritaire contre le nucléaire et son monde** » d'août 2015, puis l'« **été d'urgence** » et la « **Chute du Bure de Merlin** » en 2016, des soutiens extérieurs ont permis d'amplifier la lutte, notamment l'arrivée de « hiboux » solidaires habitant cabanes et maisons.

La répression est quotidienne, assurée par gendarmes et milices d'Areva : contrôles, surveillance, mises sur écoute, perquisitions, gardes à vue, interrogatoires, procès se multiplient.

En août 2017, **Robin Pagès** est très gravement blessé au pied par une salve de grenades des forces du désordre. : *« Vital Michalon, tué en juillet 1977 à Creys-Malville, a eu moins de chance que moi. Tout comme Rémi Fraisse, tué en octobre 2014 à la Zad de Sivens ».*

Le 22 février 2018, après son recul à Notre-Dame-des-Landes, l'État repart en guerre à Bure et envoie 500 gendarmes à l'assaut d'une dizaine de jeunes, sous les yeux ébahis des hiboux, animaux et humains du bois Lejuc :

*« Ils ont abandonné le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et ils avaient besoin de montrer leurs muscles. Quelle pitié, 500 gendarmes, des drones, des hélicoptères pour quelques jeunes, quelle honte ! On soutient les hiboux du bois Lejuc, on est toujours là, on recommencera ».*

Fin 2018, la Justice lance une enquête pour « association de malfaiteurs » pour tenter de paralyser les actions des opposants.

## **Connaître, comprendre, agir**

L'objectif de cette brochure est de contribuer à contrer les mensonges des nucléocrates et à encourager de telles luttes, car **militier contre le nucléaire c'est militer contre l'État et sa puissance : face à l'État, nous sommes tous de malfaiteurs !**

À partir de diverses sources, dont les sites de diverses associations d'opposants, une chronologie détaillée permet de mieux comprendre, sur plus de 30 ans, les décisions, manœuvres et répressions étatiques, mais aussi la multiplication des initiatives des opposants, la complémentarité des individus et collectifs qui luttent quotidiennement depuis très longtemps pour certains. Des témoignages et des textes illustrent leurs analyses, leurs espoirs et les soutiens qu'ils reçoivent.

Pour ne pas laisser aux mains d'« experts » des choix qui nous concernent tous, diverses annexes permettent de mieux connaître ce qui est occulté ou déformé : le projet Cigéo, la filière nucléaire et ses déchets radioactifs, une liste (non exhaustive) de textes,



vidéos, films, livres pour en savoir plus sur le nucléaire. Il nous a aussi paru important de rappeler ce qui s'est passé près du site de Creys-Malville en juillet 1977 pour montrer jusqu'où la répression étatique peut aller en ce domaine et aussi quelles en furent les conséquences pour le mouvement antinucléaire, qui n'a plus retrouvé la force de résistance et de propositions qu'il avait alors.

**C'est maintenant que les insurgés de Bure et environs, paysans, habitants, jeunes venus vivre sur place, ont besoin de renforts et de notre solidarité active, car leur combat est le nôtre.**



## 2 - Chronologie des résistances à la poubelle nucléaire

---

1983

L'**Andra** (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), créée en 1979 au sein du CEA, sélectionne 28 sites géologiques favorables à l'enfouissement de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue.

*Années 1980*

Se développe une fronde contre les projets de poubelle nucléaire que l'État teste dans différents coins de l'hexagone. Une alliance habitants locaux, paysans et militants antinucléaires pratique l'action directe. Par exemple, dans la seule journée du 14 décembre 1989 :

Neuville-Bouin dans le Poitou, des centaines de tracteurs font face à 250 gardes mobiles,

Bourg-d'Iré dans le Maine-et-Loire, des barricades sont érigées et 2 000 personnes brûlent leur carte électorale.

Le CN-Cedra (Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs) coordonne une vingtaine d'associations, avec le slogan « *Ni ici, ni ailleurs, mais autrement !* ».

Pour l'État, le risque est grand du développement d'un mouvement enraciné dans des luttes locales et se fédérant autour de refus du nucléaire, voire de la société qui l'a amené, ce qui s'était déjà passé lors de la floraison des Comités Malville en 1976 et 1977.

Aussi, gardant pour plus tard les moyens répressifs, les réflexions se tournent vers la question essentielle : Comment obtenir un consentement local ?

*Mai 1989*

Le rapport Rouvillois, « Bilan et perspectives du nucléaire civil pour la fin du siècle » annonce la couleur : « *Pour le projet d'enfouissement, la contrainte principale est la capacité de la population à accepter le principe du stockage, beaucoup plus que les avantages techniques relatifs des différents types de sols* ».

*Février 1990*

Moratoire d'un an sur la question des déchets adopté par le gouvernement Rocard, permettant au gouvernement de se donner le temps de consulter sociologues et communicants de service.

*30 décembre 1991*

Loi Bataille (édile au PS, aujourd'hui macroniste) « relative aux recherches sur

la gestion des déchets radioactifs ». Pour désamorcer les oppositions :

→ utilisation du mot « **laboratoire** » à la place de « site d'enfouissement »,

→ évocation de recherches sur diverses alternatives : stockage souterrain, entreposage de surface, transmutation (transformation des isotopes à vie longue en isotopes à vie courte ou stables), alors que seul l'enfouissement en couche géologique profonde sera étudié,

→ « consultation » régulière des élus des conseils généraux de 4 départements (Meuse, Haute Marne, Vienne, Gard) ayant divers sous-sol (granit, sel, argile),

→ Aide du Père Noël du nucléaire (ce n'est pas une ordure), qui vide sa hotte pour un futur **laboratoire « scientifique »** : création de **GIP** (groupements d'intérêt public) financés par l'État « *pour mener des actions d'accompagnement et gérer des équipements de nature à favoriser et à faciliter l'installation et l'exploitation de chaque laboratoire* ».

La somme annuelle passe de 3 millions de Francs à 30 millions d'euros en 2010. À cette enveloppe s'ajoute une donation annuelle de 480 € par habitant pour les communes dans un rayon de 10 km autour du site :

« *Le chargé de communication de l'Andra passait régulièrement dans la commune en demandant si on avait des projets* », Jean-Pierre Rimmelé, ex-maire de Bonnet (9 km de Bure)

« *À quoi bon financer des trottoirs si personne ne marche dessus. Ma commune est passée de 560 à 380 habitants. La désertification du territoire est en train de se faire.* », Daniel Ruhland, maire de Montier-sur-Saulx.

« *Le lobby nucléaire achète le vote favorable des élus* », Corinne François, Bure Stop.

« *On les a vus venir, se nourrir de notre misère. La Meuse a été choisie pour sa relégation* », Claude Kaiser, opposant de longue date.

Seule la commune de Bettancourt-la-Ferrée n'a rien touché, car son maire, Dominique Laurent, est un des rares élus opposés au projet : « *C'est vraiment de l'argent pour acheter les consciences* ».

1993

Les conseils généraux de Meuse et de Haute-Marne acceptent la construction d'un laboratoire de l'Andra.

1994

Des opposants dénoncent devant la justice les incitations financières versées à travers le GIP, s'apparentant à de la corruption. Tout en reconnaissant que « *les aides altèrent le débat démocratique* », l'instance juridique les déboute car elles sont prévues par la loi Bataille.



1997

Mandres-en-Barrois (130 hab, 5 km de Bure) : vote sur l'implantation d'un laboratoire : 9 Pour et 2 Contre. « *C'est difficile de se rebeller contre un laboratoire, contre les scientifiques. Lors du vote, on n'a pas eu d'explications. On nous a promis des routes. On nous a dit qu'il fallait construire des hôtels et des restaurants pour accueillir tous les employés qui viendraient. Ça allait développer le pays ! Les gens n'ont pas réalisé quand ça a commencé : il y a d'abord eu quelques forages, puis des Algecos, le rachat de cent hectares de fermes, des grilles installées, puis les travaux.* » Michel, opposant, ex-conseiller municipal.

1998

Le Gouvernement Lionel Jospin opte pour la réalisation d'un **laboratoire unique à Bure**, renonçant à un laboratoire dans le granit.

1999

**Août** Décret autorisant le **laboratoire à Bure** signé par la ministre de l'environnement Dominique Voynet (EELV).

Il s'agit d'un **laboratoire social, fabrique du consentement** comme le démontre une rencontre d'opposants avec une conseillère du premier ministre, Lionel Jospin :

*« - Je connais vos arguments et vous avez raison. Mais le projet doit se faire. Mettez-nous 10 000 personnes dans la rue et là on pourra peut-être commencer à discuter.*

*- Comment voulez-vous que l'on mobilise autant dans la Meuse ?*

*- C'est bien pour ça que la Meuse a été choisie ».*

Claude Kaiser : *« Ce que l'on étudie à Bure, ce n'est pas le sous-sol. C'est notre capacité à résister ».*

## 2000

**Début des travaux** menés par l'Andra.

Les populations locales approuvent en majorité ou sont indifférentes. Les opposants, minoritaires, manifestent régulièrement et déposent des recours administratifs, tous rejetés.

## 2001

La CN-Cedra organise pendant deux semaines un camp contre l'implantation du Laboratoire de Bure.

## 2002

**15 mai** un ouvrier meurt écrasé par un tube d'aération sur le chantier du laboratoire.

**Juin** Un juge prononce l'arrêt des travaux pour 5 mois pour "graves

manquements en matière de sécurité". Ils ne reprendront qu'un an plus tard.

2004

Création de l'association **Bure Zone Libre** (BZL) par des antinucléaires de France et d'Allemagne.

2005

**1<sup>er</sup> débat public** : des opposants qui ont voulu y participer se sont vite rendu compte que tout était déjà acté.

BZL achète une vieille ferme dans le village de Bure, qui deviendra, après rénovation collective, la **Maison de résistance** à la poubelle nucléaire.

Devant les actions menées par les opposants, l'Andra est obligée de s'expliquer et les doutes commencent à poindre.

## 2006

**25 juillet** Loi précisant les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue :

**« Décision est prise de stocker les déchets nucléaires à Bure ».**

**Août** quatre manifestants sont condamnés à des peines allant de 6 à 10 mois de prison avec sursis pour des jets de pierres sur les gendarmes.

## 2007

L'Andra veut démontrer ses préoccupations écologiques en créant l'« Observatoire pérenne de l'environnement » qui plantera des éoliennes, créera un Écothèque, banque d'échantillons de l'écosystème chargée de « *préserver la mémoire environnementale du site* » :

*« Le stockage des déchets radioactifs, c'est du développement durable », Patrick Charton, Andra*

2010

L'Andra fixe une zone de 30 km<sup>2</sup> entre 5 villages meusiens : Bure, Ribeaucourt, Bonnet, Mandres, Saudron. Le laboratoire de recherches géologiques devient Cigéo (Centre industriel de stockage géologique).

2011

Mars Un rapport d'expertise indépendant réalisé par l'IEER (Institute for Energy and Environmental Research) met en évidence de forts doutes sur le programme développé par l'Andra :

*« Les évaluations des performances par l'ANDRA sont systématiquement optimistes.*

*Les propriétés de la roche hôte ne sont pas suffisamment étudiées, notamment la réaction aux perturbations mécaniques (creusement) ; l'aléa sismique même s'il est faible mérite d'être davantage pris en compte.*

*Les déchets usés non retraités (MOX) ne sont pas pris en compte, le problème se posera pourtant. Ces déchets posent des problèmes thermiques plus importants ».*

2012

Cigéo passe en phase de conception industrielle.

Sur le terrain de la communication, l'Andra dispose de moyens considérables pour influencer les populations, particulièrement les plus jeunes, et les utilise à partir de 2012 :

→ « Le journal de l'Andra » tiré à 200 000 exemplaires et distribué gratuitement.

→ Visites scolaires journées portes ouvertes, concours artistiques, expositions sont organisées. Ainsi, « *La radioactivité de Homer à Oppenheimer* » présente le héros de la série les Simpson en travailleur dans une centrale nucléaire afin de préparer les générations futures à aimer la radioactivité. Aucune allusion au fait qu'Oppenheimer était le père de la bombe atomique et avait tout fait pour la tester « in vivo ».

→ Jeunes « youtubers » financés pour réaliser des vidéos décrivant le projet Cigéo comme « *ultrasécurisé, ultracontrôlé* ».

→ Média en ligne « *Les Arpenteurs – Les générations futures ont leur média* » avec l'aide de partenaires spécialisés dans la « communication innovante » : revue *Usbeck & Rica*, infolettre *Sciencetips*.

→ Numéros spéciaux de l'*Actu*, titre du groupe de presse Playbac destiné aux plus de 14 ans, conçus en lien avec l'Andra : « *La radioactivité est utilisée au quotidien par l'homme. Elle est partout présente naturellement, dans le sol, l'eau et même dans*



*notre corps », « Cigéo restera sûr face à n'importe quel phénomène. La population et l'environnement ne seront jamais en danger ».*

*Palybac : « Nous proposons de sensibiliser les enfants, mais aussi les parents, les professeurs : les professeurs s'en servent comme support pédagogique ».*

→ Matériaux « pédagogiques » sur des sites spécialisés de soutien scolaire, tel [webpedago.com](http://webpedago.com)

Rappelons que c'est notamment au moyen de telles « informations » qu'une partie de la population japonaise fut convertie à l'« atome pour la paix », à peine quelques années après avoir servi de cobayes pour entrer dans l'ère atomique.

2013

**13 janvier** Le **Bois-Lejuc** est un lieu vital pour Cigéo : c'est là qu'aboutissent les énormes cheminées permettant d'évacuer l'hydrogène qui s'accumule 500 mètres

plus bas. Par référendum, les habitants de Mandres-en-Barrois s'expriment sur la cession de ce bois communal à l'Andra : 35 Pour 50 Contre.

**Mai 2<sup>ème</sup> débat public** : Les associations contre Cigéo appellent au boycott des débats et empêchent physiquement certaines assemblées de se dérouler. Sondage auprès d'habitants de la Meuse et de la Haute Marne : 68 % pensent que « *le débat ne servira à rien, les conclusions étant conclues d'avance* ».

Des scientifiques contestent les dossiers rassurants présentés par l'Andra, des élus commencent à s'interroger. Progressivement l'opposition devient radicale, se transforme en révolte.

2014

**Mai** L'Andra retarde l'échéancier, ajoutant une **phase pilote** à partir de 2025.

**4-6 septembre** Festival « Nuke off ! »  
à Nancy

2015

L'Andra entreprend des travaux préparatoires importants sur le terrain AVANT même d'avoir déposé la demande d'autorisation de création (DAC), soumise au départ en 2016, puis dans un premier temps reportée mi-2018.

**7 juin** « 100 000 pas à Bure » : 2 000 personnes convergent autour du centre Cigéo.

**2 juillet** 6h du matin Le conseil municipal de Mandres-en-Barrois vote à bulletins secrets sur la cession du Bois-Lejuc : 7 Pour 4 contre.

31 habitants déposent un recours auprès de la justice, à cause des conditions irrégulières du vote.

**Juillet** Jean-Yves Le Déaut, député PS de Meurthe-et-Moselle, président de l'OPECST (Office parlementaire

d'évaluation des choix scientifiques), tente d'inscrire dans la loi Macron, un « cavalier » (article sans rapport avec le texte de loi) visant à avaliser Cigéo sans recourir à un débat parlementaire), qui sera retoqué par la Conseil constitutionnel.

**1<sup>er</sup> au 10 août** Campement antiautoritaire et anticapitaliste contre le nucléaire et son monde (VMC) : 700 personnes réunies à 5 km de Bure : discussions autour de la lutte avec les associations réunies dans la coordination Burestop ; marche nocturne jusqu'à la forêt de Mandres ; débats autour des luttes NO TAV (Mouvement contre la ligne grande vitesse Lyon-Turin) et Notre-Dame-des-Landes ; rencontres paysans meusiens, haut-marnais et de NDDL ; radio libre locale ; action devant la préfecture de Bar-le-Duc ; assemblée anti-lignes à Très Haute tension (THT)...

### **Coordination Burestop :**

---

*« Face à une opposition qui ne faiblit pas, la force publique tente de faire peur. Les fouilles et les contrôles s'intensifient de*

*manière disproportionnée autour de Bure. Et celles et ceux qui sont supposés participer à l'animation du camp VMC de début août semblent tout particulièrement ciblés.*

*Nous craignons qu'il y ait également un autre but à cette installation d'un "État ultra-policé" dans la région : créer à dessein un climat d'intimidation local par peur que les habitants ne rejoignent les campeurs. Alors que le gouvernement continue à imposer ce projet décrié depuis 30 ans, sans débat et en achetant sans vergogne les consciences, il est urgent de se poser les bonnes questions : de quel côté se situe la violence ?*

*Il serait indigne d'utiliser le prétexte habituel de la "sécurité menacée" pour stigmatiser ou intimider les citoyens qui osent s'investir contre Cigéo et le calamiteux enfouissement des déchets nucléaires.*

*Qui est hors la loi ? Cigéo/Bure imposé sans l'accord des populations ou les habitants ulcérés ?*

*C'est une pression que nous vivons au quotidien, ici, depuis des années, à chaque réunion, chaque manifestation, la police, un hélico, le relevé des plaques d'immatriculation, des prises de photo, pour nous faire peur mais aussi pour empêcher les gens de nous rejoindre ».*

15 novembre Manifestation « Semis radieux » à Saudron

2016

**26 janvier** L'éboulement d'une galerie à 490 mètres sous terre coûte la vie à un technicien.

**16-17 avril** Squatt d'un champ de l'Andra pour cultiver des patates et des céréales.

**17 mai** Le Sénat vote dans l'enthousiasme (333 sur 343) la relance du projet Cigéo en précisant la notion de réversibilité :

*« Capacité, pour les générations successives, soit de poursuivre la construction*

*puis l'exploitation des tranches successives d'un stockage, soit de réévaluer les choix définis antérieurement et de faire évoluer les solutions de gestion ».*

Martine Pinville, la ministre socialiste, est applaudie sur tous les bancs :

*« La France a fait le choix stratégique du nucléaire et s'est dotée d'un parc de 58 réacteurs qui fournit une électricité décarbonée et compétitive. Le gouvernement a le souci de sa responsabilité vis-à-vis des générations futures ».*

Jean-Louis Masson, sénateur non-inscrit, ancien inspecteur des installations nucléaires :

*« Je voterai contre ce texte dangereux pour l'avenir. Quand on connaît le problème de la Lorraine avec les affaissements miniers, alors que les spécialistes d'avant niaient tout problème pour l'avenir, on a de quoi être inquiet : vous jouez à la roulette ! Pensez aussi à ce qu'on disait des mines de potasse alsaciennes. L'enfouissement de déchets chimiques dans ces mines s'est révélé catastrophique, et nous*

*n'avons pas fini de faire face à ses conséquences. »*

## « L'été d'urgence »

**Début Juin** L'Andra commence illégalement les travaux dans le Bois-Lejuc : ornières des excavatrices, troncs de hêtres et de chênes couchés dans la boue.

Pour les ralentir, plusieurs dizaines de militants antinucléaires occupent le bois, s'affrontent aux vigiles. Ils construisent des cabanes au sol et dans les arbres et montent des barricades. L'Andra ferme alors l'accès au bois par un mur de 2 mètres de haut et de 3 km de long. Huit associations saisissent le tribunal en référé.

**4 juin** Festival « Bure anticapitaliste » à Noix-aux-Forges.

**5 juin** « 200 000 pas à Bure » : 2 000 personnes dont 500 randonneurs et de nombreux tracteurs.

**19 juin** Première occupation du Bois Lejuc pour libérer la forêt de ses barbelés et des vigiles casqués et bottés de l'Andra.



**7 juillet** au petit matin 1ère expulsion des occupants par un énorme dispositif de gendarmes mobiles et CRS, alors que c'est l'Andra qui occupe illégalement le bois.

*« Pendant 18 jours, c'est le projet de poubelle nucléaire qu'on a enterré et nos désirs qu'on a plantés dans le sol. Nous avons toujours dit que nous reviendrions encore plus déterminés ».*

**11 juillet** Sur proposition de Jean-Yves Le Déaut, député PS de Moselle (voir juillet 2015), le Parlement autorise la poursuite du projet Cigéo, précisant sa "réversibilité" (possibilité de retraiter différemment les déchets enfouis si de nouvelles technologies le permettent dans le futur). Mi-juillet Les travaux reprennent avec divers actes de blocage.

**16 juillet** Réoccupation du Bois Lejuc

**1<sup>er</sup> août** La justice, sans prendre position sur le fond, suspend les travaux : *« Ces travaux de défrichement ont été réalisés en violation du code forestier, sans demande auprès de l'administration concernée et sans aucun affichage réglementaire ».*

L'Andra doit arrêter la construction de l'enceinte de béton de 2 m de haut et 3 km de long, se retirer du terrain de 7 hectares de feuillus détruits, dont des chênes quasi centenaires, et remettre en l'état initial la forêt mise à sac.

L'action directe de résistance sur le terrain a été utile et a aussi permis de dénoncer les agissements violents des milices privées de l'Andra.

L'Andra fait appel.

**14-15 août** Chute du « Bure de Merlin » : les opposants font tomber dans l'allégresse collective le mur construit autour de la forêt et renforcent l'occupation :

*« Le mur mord la poussière, la forêt résonne de cris de joie rageuse. Une vieille dame tire, tire, tire, et tombe à la renverse, les yeux mouillés. Un autre s'enquiert : tout va bien ? vous êtes blessée ? Non, c'est le plus beau jour de ma vie ! »*

**6 septembre** Rassemblement de soutien au tribunal de Bar-le-Duc pour 2 inculpés pour refus de prélèvement d'ADN lors de la réoccupation du Bois Lejuc.

Mi-septembre Pour « violences sur agent » lors de l'expulsion du Bois Lejuc, Florent est condamné à 6 mois de prison avec sursis et 2 ans d'interdiction de territoire

2017

*« Les opposants se livrent à une guérilla sur le terrain et à un harcèlement juridique », David Mazoyer, directeur Andra Meuse – Haute-Marne.*

*« Des minorités déterminées arrivent à médiatiser le projet pour faire en sorte que les politiques ne prennent pas de décision », Jean-Yves Le Déaut, député PS de Meurthe-et-Moselle (encore lui !)*

*« Un certain nombre d'individus appartenant à la mouvance écologiste radicale contestent par la violence le projet Cigéo et veulent transformer le site en ZAD. Il n'y aura pas de ZAD à Bure car l'autorité de l'État et les lois y seront respectées », Bruno Leroux, ministre de l'intérieur.*

*« Nous ne venons pas tous de Notre-Dame-des Landes, mais nous partageons cette culture politique qui fédère des associations, des squatters, des citoyens, des naturalistes et des paysans. Pour ancrer la résistance à Cigéo, notre collectif a racheté trois maisons. Nous voulons occuper le terrain et repeupler le désert », Sylvain, occupant du Bois-Lejuc.*

*« De plus en plus de personnes nous rejoignent ou nous soutiennent. Et ce ne sont pas les candidats à la présidentielle qui pourront nous aider. Les gens, ici ne croient plus, ils n'attendent rien d'eux, après des années de trahison », Jean, présent depuis plusieurs mois.*

**28 février** Le tribunal administratif de Nancy invalide la cession du bois Lejuc à l'Andra par le conseil municipal de Mandres-en-Barrois, votée le 2 juillet 2015.

**23 mars** La justice déboute les opposants qui accusaient l'Andra d'avoir volontairement sous-estimé la richesse du sous-sol de Bure pour faciliter son projet.

**26 avril** Saisie par l'Andra, la justice ordonne l'expulsion des « habitants » du Bois-Lejuc.

**Mi-mai** Les habitants de Doulaincourt (Haute-Marne) se prononcent à 90 % contre la nucléarisation de leur territoire.

**18 mai** Mandres-en-Barrois, nouveau vote pour la cession du Bois-Lejuc :

*« Nous réaffirmons notre totale solidarité à la légitime défense de cette forêt que nous aimons. Cette forêt est le dernier de nos espaces communs et nous ne voulons pas la voir se transformer en dépotoir radioactif »*, lettre publique signé par des habitants.

*« Quelle que soit l'issue du scrutin, il n'est pas question de céder à l'Andra. On peut être contrôlés 3 fois en moins d'une demi-heure par les gendarmes, nous vivons sous occupation policière, c'est insupportable et démesuré pour un village de 120 habitants ! »*, Michel Labat, habitant de Mandres.

*« Certains, comme le maire, ont des*

*proches employés à l'Andra, d'autres ont obtenu des terres agricoles via des redistributions foncières orchestrées par l'Andra et la Safer », Sylvestre, Maison de la Résistance.*

Résultat du vote : 6 Pour / 5 Contre

33 habitants déposent un nouveau recours pour conflit d'intérêts.

20 mai « 300 000 pas à Saint-Dizier » : 3 convois (voitures et tracteurs) visitent les métastases nucléaires de la Champagne, puis convergent dans les rues de Saint-Dizier pour dénoncer, avec une sono trimballée dans une poubelle nucléaire roulante, le projet Cigéo et la « nucléarisation » de la Meuse, la Haute-Marne et l'Aube : « *Nous n'excluons pas un deal qui suspendrait Notre-Dame-des-Landes pour mieux confirmer Cigéo. Jusqu'à présent nous nous sommes battus avec des mots. Les jeunes venus s'installer en Meuse en tant qu'opposants pourraient s'exprimer autrement* ».

**22 mai** La cour d'appel confirme le jugement du 1er août 2016 affirmant

l'illégalité des travaux de défrichage lancés par l'Andra au Bois-Lejuc.

**21 juin** Manifestation jusqu'à l'Hôtel-restaurant de l'Andra (départ de feu) qui servira plus tard de prétexte à l'enquête pour association de malfaiteurs.

**17 juillet** L'Andra annonce le report d'un an, de mi-2018 à mi-2019, du dépôt de la demande d'autorisation de création (DAC). Elle sera éventuellement validée aux alentours de 2022, la phase pilote ne commencerait qu'en 2025 environ. Ce deuxième report, après celui de 2016 à 2018, est lié à des interrogations soulevées par l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), notamment les risques d'incendie dans les alvéoles de stockage des colis bitumineux, remettant en cause la conception de l'ouvrage.

**11-13 août** 3 jours de rassemblement festif, constructif et militant à Bure, pour l'anniversaire de la chute du Bure de Merlin. Festival « Les Bure'lesques » à Bien-court-Couvertpuis.

**15 août** Manifestation « En marche contre le tombeau nucléaire » : 800 personnes de Bure à Saudron, bloquées par les gendarmes mobiles qui font plusieurs blessés. **Robin Pagès** est très gravement blessé au pied à la suite d'une grosse salve de grenades dites à effet assourdissant, GLI F4 :

*« Vital Michalon, tué en juillet 1977 à Creys-Malville, a eu moins de chance que moi. Tout comme Rémi Fraisse, tué en octobre 2014 à la Zad de Sivens ».*

**10 septembre** Rassemblement à Barle-Duc contre les violences policières et pour l'interdiction des grenades assourdissantes.

**20 septembre** 1ère vague de perquisitions dans 5 lieux de vie, dont la Maison de Résistance. Constitution d'un dossier d'instruction pour « **association de malfaiteurs** ».

**24 octobre** Jean-Pierre Simon, paysan opposant de longue date, ayant prêté l'été 2016 son tracteur et sa remorque pour l'« été d'urgence », est condamné à 2 mois



d'emprisonnement avec sursis et 6 années de mise à l'épreuve :

*« Les autorités ne veulent pas que mon histoire fasse des émules, et que d'autres habitants suivent mon exemple. Il fallait assainir, taper fort et condamner, pour dissuader les autres. »*

**2018**

**Janvier** L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) émet des réserves concernant certains déchets très inflammables, demandant à l'Andra de revoir sa copie, sous peine de ne pas autoriser l'enfouissement.  
**30 janvier** Un opposant est condamné à un mois de prison ferme pour rébellion :

*« Tout devient prétexte à jugement : ainsi, on nous construit des carrières judiciaires. Nous devenons connus de la justice, connus de la police, et donc suspects de tout. Nous nous retrouvons la cible de la surveillance et de la répression ».*

*« Nous avons de bonnes raisons de penser que ces convocations vont aller en*

*s'intensifiant au cours de l'année 2018 et qu'elles visent à nourrir une procédure bien plus lourde destinée à étouffer la lutte avec sa judiciarisation et une intimidation policière ».*

*« Ce dispositif judiciaire s'appuie sur une motivation politique qui a pour objectifs de décourager les personnes de plus en plus nombreuses rejoignant le mouvement antinucléaire et de construire de toutes pièces une grossière image d'organisation pré-terroriste, d'un dangereux réseau de militants écologistes français et même étrangers ».*

**13 février** Rassemblement devant le tribunal de Bar-le-Duc en soutien à 2 retraités, « tombeurs » du mur en août 2016 :

*« Pour nous, cet acte de sabotage a constitué une prise concrète sur l'avenir, une bouffée d'espoir, des heures de folie partagée. On ne prendra peut-être jamais la mesure du nombre de vies qui ont vraiment basculé en même temps que le Bure de Merlin ».*

*« Ce qui gêne les pouvoirs publics, c'est cette union entre des citoyens qui privilégient les moyens légaux de lutte, et d'autres, plus tournés vers la désobéissance civile. »*

**22 février 2<sup>ème</sup> expulsion du Bois Lejuc :** 6 heures 15, un matin glacial : 500 gendarmes se déploient sous les yeux écarquillés des hiboux du Bois Lejuc voyant passer « l'État de droit ». Objectif stratégique de ces militaires : une dizaine d'opposants dormant dans des cabanes au sol ou dans les arbres : *« Des lampes MagLite dans la gueule au réveil, des barricades en feu. Certains occupants se font arrêter, d'autres échappent aux griffes policières. Les flics tentent de défoncer les portes arrière de la Maison de Résistance et entrent finalement par une fenêtre. La plupart des occupants se retranchent alors sur la mezzanine. Après la formation de barricades dans l'escalier y menant, les occupants résistent à l'arrestation en s'asseyant et en se tenant les uns les autres ».*

Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès de Nicolas Hulot : *« Le*

*gouvernement veillera à élargir l'espace de concertation avec l'opposition qui a fait le choix de s'exprimer de manière démocratique et dénonce les occupants illégaux du Bois-Lejuc qui appartiennent à la mouvance d'extrême gauche anarchiste ».*

Rassemblement d'opposants à Bar-le-Duc : *« Le gouvernement parle de concertation, il voulait trier les bons et les mauvais opposants, c'est raté, on reste tous solidaires ».*

*« Ce que nous avons du mal à réaliser, les pouvoirs publics viennent de le faire, des dizaines de comités de soutien se construisent partout en France ».*

*« Nous sommes surdéterminés, ce qu'ils ont fait là ne nous empêchera pas de revenir ».*

*« On reprendra la forêt, elle est à nous » (la foule en chœur).*

Depuis, la gendarmerie occupe en permanence le Bois Lejuc.

**23 février** Plus de 70 rassemblements de soutien dans toute la France

**3-4 mars** Rencontres inter-comités (10 existants plus 11 en création). Malgré un énorme dispositif policier (canon à eau, hélicoptère) et des interdictions du préfet (de manifester, de circuler, de stationner, de transporter du matériel, de s'approcher du Bois Lejuc), plusieurs centaines de manifestants défilent dans les champs près du Bois-Lejuc.

**6 mars** Sont adoptés plusieurs décrets « *portant autorisation de pénétrer dans des propriétés publiques et privées afin de procéder aux études à mener en vue d'assurer le raccordement électrique du projet Cigéo, ou afin de procéder à des relevés environnementaux* ».

**15-16-17 mars** Week-end anti-carcéral à Bure.

**24 mars** Assemblée de lutte à Bure qui réunit toutes les composantes de la lutte, voisins, habitants de Bure et alentours, visiteurs occasionnels, soutiens distants et moins distants : analyse des semaines passées, nouvelles perspectives de lutte.

**7-8 avril** Fête de printemps à Mandres.

**23 mai** 13 personnes en procès.

Bilan Répression depuis le 22 février

*« Il y a eu plus d'arrestations en un mois que pendant les deux années précédentes ».*

- Plusieurs dizaines de contrôles routiers avec fouilles du véhicule
- 73 vérifications d'identité, la plupart de 4 heures
- 25 gardes à vues
- 9 interdictions administratives de séjour
- 5 condamnations à de la prison ferme (de 3 à 4 mois, une de 8 mois)
- 29 personnes en attente de divers procès à venir

Menaces de procès et de perquisitions aux voisins qui soutiennent la lutte :

*« Bien sûr que j'ai plus la rage, que j'ai envie d'aller plus loin. Ça ancre en moi plus profondément des choses que je ressentais déjà. Par rapport aux flics, à la Justice et à l'État ».*

**16 juin** Grande journée pour faire échec à l'enfouissement des déchets radioactifs et au monde nucléaire : Le matin : réfléchir ! L'après-midi : agir ! Manifestation « Bure à Bar (le duc) » : 3 000 personnes défilent dans les rues.

**20 juin** 2ème vague de 14 perquisitions (lieux de vie et de travail) suite à l'inspection pour « **association de malfaiteurs** », 11 arrestations, 5 mises en examen, 2 en témoin assisté :

*« 200 gendarmes mobiles font irruption dans nos chambres, dans une dizaine de lieux de vie. Ils embarquent une dizaine de personnes en garde-à-vue, audition ou vérification d'identité. Les membres d'associations historiques sont principalement visés. Le cabinet parisien de l'avocat des opposants est perquisitionné et l'avocat placé en garde-à-vue ».*

*« Il s'agit surtout de nous faire rentrer dans le corps cette idée : vous qui osez défier l'État nucléaire et militaire, vous ne serez nulle part à l'abri. Nous sommes l'État. Et vous son ennemi intérieur. Là où il y a de la solidarité, là où il y a du lien, l'objectif de l'État a toujours été de briser. L'État nucléaire-militaire veut forcer la poubelle atomique à coups de grenades, d'argent sale et de barreaux : pour ça il doit briser et isoler les êtres-collectifs et les individus qui vivent encore là où devrait déjà pousser un désert de barbelés. ».*

L'association de malfaiteurs est un délit qui se caractérise par la « participation à un groupement d'individus formé en vue de préparer un ou plusieurs crimes ou délits passibles de plus de 5 ans d'emprisonnement ».

### **25 septembre** Arrestation Loïc :

*« Notre camarade et ami, maraîcher et poète, frère et compagnon Loïc, a été arrêté par des unités d'intervention de la police le 18 août à Nancy. Ces dernières années, il a lutté à nos côtés contre cette*



*société délirante. Un mandat d'arrêt européen avait été émis à son encontre en raison de sa participation présumée aux émeutes durant le sommet du G20 à Hambourg ».*

*« La répression contre ceux qu'ils appellent "les gens de Bure", est de plus en plus dure. Des douzaines de camarades ont écopé d'interdictions de territoire en raison de leur engagement contre CIGÉO. Après plusieurs mois de scandaleuses écoutes téléphoniques et autres odieux moyens de surveillance, diverses personnes engagées depuis des années contre le projet CIGÉO se voient mises en examen pour association de malfaiteurs, et se retrouvent interdit de territoire et interdit de se contacter ».*

**27 septembre** Des vigiles de l'ANDRA accompagnent le débroussaillage du champ « Vigi-Patate », voisin de la gare de Luméville où des gendarmes viennent contrôler les identités des opposants à CIGÉO qui y vivent : une garde à vue pour « jet de projectile ».

20 octobre 13 procès, les faits datent d'avril :

Le procureur : « *Harcèlement que subit au quotidien la gendarmerie mobile à Bure* »,

➤ Blocage d'engins de chantier dans le bois Lejuc : « *La ténacité éprouvée pour bloquer l'engin, l'agripper, est une technique* »,

➤ Violence d'une prévenue de 60 ans contre les gendarmes qui la portaient lors de l'expulsion de la Maison de la Résistance : « *Le discours de la défense est teinté de situationnisme et de conspirationnisme* », rires dans la salle, évacuée par les Gendarmes mobiles, qui filment.

**8 octobre** Perquisition Maison de résistance :

« *Je me suis fait réveiller vers 7h par des cris : "Descendez !". J'ai obtempéré, je ne savais pas ce qu'il se passait. Je suis resté assis, menotté dans le dos, par terre dans la grange un long moment, les autres sont venus me rejoindre. Je suis belge. Je suis choqué de voir que la gendarmerie ici*

*en France a le droit d'entrer violemment dans les maisons et d'y menotter les habitants au réveil sans leur expliquer quoi que ce soit... »*

**24 octobre** Solidarité :

*« Si nous sommes malfaiteurs, alors soyons innombrables à l'être, à nous fondre les uns dans les autres, à faire des collectifs et réseaux de collectifs, ici et partout ailleurs, en tenant étroitement et affectivement le fil qui nous relie tous, celui d'une indéfectible solidarité ! »*

*« Alors oui, définitivement, nous sommes toutes et tous des malfaiteurs ».*

**10 novembre** Bals des malfaiteurs

*« Le **10 novembre**, devant les tribunaux et/ou les places à 17h et ensuite dans nos lieux de fêtes, sortons de l'atomisation et reprenons part à la danse ! Et continuons le début dans les semaines et les mois à venir en organisant, partout, boums, fêtes, bals, déambulations : une farandole ! ».*

**28 novembre** La Ligue des Droits de l'Homme annonce l'ouverture d'une commission d'enquête portant sur les méthodes employées par la police et la justice à Bure.

**3-4 décembre** 3 nouvelles perquisitions dans le cadre de l'« association de malfaiteurs ».

**9 décembre** Fête pour les 13 ans de la Maison de Résistance.

**14-15 décembre** Nouveaux Bals des malfaiteurs.

2019

**Décembre 2018-avril 2019** : Cycle de conférences (Grand-Est) « Voyage vers un avenir non-atomique ».

**Janvier** « *La crise mondiale des déchets nucléaires* », rapport Greenpeace France :

« *La crise touche l'ensemble de l'industrie nucléaire, mais est en grande partie*

*dissimulée au public. Aucun des problèmes majeurs en matière de sécurité et d'environnement n'a été résolu. Admettre que les projets de stockage nucléaire ne sont pas la solution nuirait à une industrie nucléaire mondiale déjà sur le déclin ».*

**16 janvier** Une caravane, l'Atomik Tour part de Bure pour parcourir la France pendant 8 mois : 50 étapes pour diffuser des informations et discussions sur le nucléaire civil et militaire.

**25 janvier** Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) : le gouvernement enterre... la sortie du nucléaire, mais Emmanuelle Wargon, secrétaire d'Etat à la Transition écologique en visite au labo de Bure n'enterre pas le scénario conçu dans les années 1970 : *« À la question sur la bonne manière de gérer les déchets les plus radioactifs, on va retomber sur la solution qui est développée ici ».*

Pourtant la Suède a renoncé début 2018 à construire un centre de stockage en grande profondeur.

**12 mars** Musée de Grenoble : l'Andra organise un débat, perturbé par des opposants : « *Comment créer du collectif pour construire un projet dans un territoire rural* ».

**1<sup>er</sup> juin** Nancy : Rassemblement contre Cigéo et la répression

**9-10-11 août** : Festival de résistance au projet de grosse poubelle atomique « Les Bure'lesques »

Les luttes continuent : l'État avait choisi cette région pour sa supposée résignation, mais les luttes des populations locales décrites ici sont une réponse cinglante à tous ces nucléocrates.

Et aussi, tout récemment, à 40 kilomètres de Bure, où les Gilets Jaunes de Commercy appellent à « reprendre le pouvoir sur nos vies », à « créer la Commune des communes ».

## **3 - Témoignages, réactions et analyses d'opposants**

---

**3 août 2015 Bure,  
Réunion-débat**

**Jean-Pierre Remmelé, maire  
de Bonnet entre 1995 et 2014,  
agriculteur retraité**

*« Au départ quatre ZIRA (Zone d'intérêt pour la recherche approfondie) étaient envisagées sur la communauté de communes. Ce qui a créé des tensions entre les quatre municipalités (Mandres-en-barrois, Ribeaucourt, Bonnet, Bure), car chacune convoite la « descenderie » de Cigéo qui est présentée comme un important facteur de développement économique.*

*Dans la commune de Bonnet, le conseil municipal vote à l'unanimité contre le projet. En octobre 2009, toutes ces municipalités sont invitées par l'Andra à la*

*présentation du projet. Finalement, c'est Bure qui est choisi. En janvier 2010, lors d'une autre réunion, les 4 maires sont réunis autour d'une table et font face à quatre fonctionnaires : le préfet, le secrétaire de la préfecture, une stagiaire de l'ENA, et... le chef des RG de la région ! Trois maires sur quatre souhaitent consulter leurs administrés, mais la préfecture sort alors un texte interdisant les référendums locaux. Seule la mairie de Bonnet tente de s'opposer en évoquant le principe de précaution en prenant une délibération contre l'enfouissement, entamant ainsi une bataille rangée contre l'ANDRA, et donc contre l'État.*

*L'association EODRA (Elus opposés aux déchets radioactifs), avec le soutien de la population locale de la Meuse, rechigne car la loi Bataille imposait la création de plusieurs laboratoires, et cela n'est donc pas respecté.*

*En janvier 2000, un second laboratoire est donc envisagé parmi 16 départements candidats. Parmi eux, la Corrèze,*



département dont F. Hollande était député. Sous la pression des opposants, le projet du second labo est rejeté, alors que Hollande avait voté pour la loi Bataille de 1991 ».

## **Corinne, militante locale**

« En 1994, l'association Meuse Nature environnement a lancé l'idée de créer des collectifs de résistance. L'ensemble du département s'est mobilisé, on a fait des chaînes téléphoniques, des réunions mensuelles, des blocages du Conseil général, des manifestations, des recours juridiques, etc. En 1994, à la vue du cahier des charges de l'Andra, on s'est rendu compte que le projet était de confiner les remontées radioactives en surface. Au fur et à mesure, on a découvert les dangers et l'ensemble des problèmes mettant en péril les générations futures, l'eau, les nappes phréatiques, etc. Le but de l'Andra est d'enfouir le problème après 100 ou 200 ans. Il y a donc un risque que les générations futures

*ne puissent plus connaître le lieu exact de la contamination. Le travail, avec des experts indépendants, met en évidence des problèmes techniques que l'Andra n'a toujours pas résolus : les déchets produisent de l'hydrogène qui peut devenir explosif, il y a donc des risques d'incendie en grande profondeur. Sans parler du transport : il y aura deux convois de matières radioactives par semaine pendant 130 ans. Un risque insensé d'accident et de contamination ».*

**Jean-Marc Fleury, EODRA  
(Élus opposés à  
l'enfouissement des déchets  
radioactifs)**

*« La question du coût de cette opération est largement éludée par CIGEO alors que l'on sait qu'il s'agit aujourd'hui d'une opération de quelques 35 milliards d'euros minimum. Et si les porteurs de ce projet suivent les recommandations de sécurité de l'IRSN et de l'ASN, on est au-dessus de*

*50 milliards. L'État en a-t-il les moyens ? Non. Sur quoi va-t-il devoir rogner ? Il n'y a aucun contrôle, ni technique ni financier. Je fais partie du CLIS (Comité local d'information et de suivi). En 2000, nous avons commandé une contre-expertise. On s'est trouvé face à un gros problème : impossible d'expertiser le programme de l'Andra, car il n'y avait tout simplement pas de programme de recherche ! Ici, ce qui est recherché par les sociologues et psychologues payés par l'ANDRA, c'est la capacité d'une population à accepter un tel projet. C'est la seule chose étudiée ici. À chacune de nos questions, l'Andra répond par l'opacité. Aujourd'hui, environ une quinzaine d'associations se battent contre le projet, avec chacune ses spécificités et ses modes d'action (manifestations, information citoyenne, actions juridiques, participation à la lutte anti-nucléaire nationale, etc.) ».*

## **Irène, Habitants Vigilants de Gondrecourt**

*« Aujourd'hui le projet de poubelle nucléaire, une sorte de « Cigéo Valley » a permis à d'autres entreprises liées au nucléaire de prospérer aux alentours du labo. Par exemple : à Saudron, Syndièse, un projet du CEA, est une usine de biocarburants dite « de 2ème génération » à 22 millions d'euros, destinée à engloutir la forêt alentour, car le procédé utilise le bois. Le tout avec un permis de construire non déposé ! A Velaine-en-Haye, EDF a construit une centrale logistique de pièces de rechange pour son parc de centrales nucléaires (37 millions d'euros). À une trentaine de kilomètres de là, à Void-Vacon, une plateforme de transit a été construite en 2009 par une filiale d'Areva. Il s'agit d'une aire de repos de matières radioactives en provenance du Tricastin. Autre exemple : à Saint-Dizier, une usine de maintenance nucléaire pour Areva et EDF est en cours de construction pour 42 millions d'euros. De multiples entreprises*

*devraient encore voir le jour autour de Cigéo ».*

## **Claude Kaiser, opposant de longue date**

*« Dans la Meuse, on trouve ici concentrées toutes les horreurs du capitalisme. Je n'ai plus aucun espoir dans ce système. Il faut mettre en place un rapport de force, car ils ne comprennent que ça. Aujourd'hui, on sent un vrai renouveau dans la lutte. La mobilisation a pris un bel essor avec le blocage du débat public en 2013. Ce pseudo débat a été perturbé puis finalement empêché par des centaines de militants locaux. Pour les vieux militants que nous sommes, c'est un grand coup de fouet et beaucoup d'émotion. Il y a eu les 100 000 pas à Bure le 7 juin, l'occasion de réunir près de 2 000 personnes. On n'avait pas vu ça depuis longtemps. Et désormais, le projet mobilise bien au-delà de la Meuse et la Haute Marne. Par l'action de TOUS, dont le camp VMC, on sent que le rapport*

*de force commence à se structurer. Un des problèmes reste que les gens pensent qu'ils n'ont pas les moyens de faire arrêter le projet. Maintenant, je pense qu'il est possible de mettre ces 10 000 personnes dans la rue. Et ça commence aujourd'hui ! »*

## **Combien de personnes travaillent autour du projet et combien d'emplois sont prévus ?**

*« La totalité des emplois directs et indirects est de 280, répartis sur les deux départements. Mais il n'y a qu'une dizaine de personnes réellement du coin qui sont employées. Loin des promesses formulées au début ».*

**29 juin 2016 8ème jour  
d'occupation après  
« l'ordonnance d'expulsion ».**

## **Une occupante**

*« Toute la semaine, on a alterné entre un sentiment d'extrême fragilité à cause de la pluie, des flics, et un sentiment de puissance. Enfin, on bloquait les travaux, nous habitons en lieu et place du projet Cigéo ».*

## **Claude Kaiser**

*« Avec cette occupation, il y a quelque chose d'inédit dans la lutte contre la pou-belle nucléaire. Voir l'énergie qui se dégage de cette mobilisation, ça nous donne du baume au cœur ! En même temps, il y a urgence. Le lobby nucléaire, mis en difficulté sur d'autres projets comme l'EPR, a besoin d'aller vite sur ce dossier pour rassurer ses actionnaires ».*

## **Régine, association Mirabel**

*« Au milieu des bois, nous avons recréé un "couarail". Ce mot désigne, dans le patois lorrain, le lien social. Les habitants s'y retrouvaient à la veillée pour bavarder à*

*bâtons rompus, tout en cassant les noix, en travaillant la laine ou le cuir ».*

## **Michel, occupant de la forêt**

*« Se relier avec l'extérieur est essentiel. Nous ne sommes pas une bande isolée comme cherche à le caricaturer l'Andra. Notre action est le prolongement d'années de luttes sur le terrain. Il n'y a pas d'un côté le manifestant masqué sur la barricade et de l'autre côté le citoyen pétitionnaire devant son écran, mais la construction d'un mouvement ouvert à tous ceux qui refusent la résignation devant un projet imposé d'en haut et la perte de ce qui fait la vie des populations au quotidien ».*

## **16 juillet 2016, réoccupation de la forêt de Mandres**

### **Romain, paysan**

*« Ce qui me pousse à la révolte ici à Bure, c'est la résignation. Le besoin de me lever face à l'indifférence. Ce projet*



*titanesque nous écrase et nous dépasse : 130 ans d'exploitation, un coût estimé à 35 milliards d'euros, des déchets radioactifs pour des dizaines de milliers d'années. On se sent impuissant devant tant de démesure.*

*Cela fait écho à l'histoire de la paysannerie, marquée par les humiliations et le renoncement. On est victime de grands projets industriels, aéroports, autoroutes, souvent inutiles et imposés, et par les directives productivistes de la politique agricole commune. Tout a été fait pour que les paysans disparaissent ou qu'ils soient transformés en « agri-managers ». Quand tu ne rentres pas dans le cadre, tu es considéré comme un petit, « tu manques d'ambition ».*

*Avec l'Andra, c'est la même chose. Si tu ne suis pas le chemin qu'elle trace, on te met la pression. On te harcèle. L'Andra fait circuler des rumeurs. Elle attise les tensions. Un jour, elle appelle les agriculteurs pour dire que les opposants à Cigéo vont brûler leurs ballots de paille. Un autre*

*moment, elle menace un agriculteur impliqué dans la lutte en lui faisant comprendre que la Safer ne renouvellera pas ses baux précaires.*

*Les paysans sont isolés dans leurs tractations avec l'Andra, qui colonise peu à peu le territoire. Son appétit est sans limite. Elle détient maintenant 1 000 ha de foncier agricole et 2 000 ha de forêt. Depuis septembre, 300 ha ont été retirés de l'usage agricole pour faire des fouilles archéologiques préventives, sans autorisation légale. Ce sont désormais des friches.*

*Cigéo n'aurait pas pu s'implanter ailleurs. C'est le désert agro-industriel qui a conduit à la poubelle nucléaire. Dans la région, les agriculteurs sont seuls, dépendant de filières longues, surendettés. Ils ont perdu leur autonomie et sont incapables de protester.*

*L'Andra joue les grands seigneurs et cherche à se rendre indispensable, avec des velléités centralisatrices. Tout doit désormais passer par elle. Les villages se*

*meurent, mais elle veut créer une supérette au sein de son laboratoire.*

*On pourrait imaginer un autre avenir : pas de mornes monocultures céréalières mais des productions locales, pas de système de distribution standardisé mais des circuits courts. L'agriculture ne se résume pas à des boîtes de conserve ou à des produits industriels, elle peut être vivante et permettre la rencontre autour d'un étal, de la confiance, du lien social. C'est le sens de notre action ici, retrouver du collectif. On a fait des semis sur les terres appropriées par l'Andra cette année. On souhaite aussi organiser des marchés. L'occupation de la forêt est le prolongement de ces mobilisations pour montrer que le territoire reste toujours en vie. »*

## **Christian et Marie-Jeanne, paysans**

*« Cela fait cinq ans que l'on vient en Meuse pour s'opposer au projet Cigéo. Nous sommes faucheurs volontaires et*

*syndicalistes à la Confédération paysanne. On a participé en 2010 à la grève de la faim lors de l'occupation de la Maison du lait, à Paris, et en 2014 pour défendre les petites fermes. Nous habitons en Alsace, dans les Vosges, sur le plateau des Hautes-Huttes. Notre fille a repris l'exploitation. Dans notre vie, on s'est toujours battu. Avec notre petit élevage de montagne, nous étions hors norme.*

*C'est important pour nous de montrer que la lutte à Bure est liée aux questions paysannes. Ici, on défend la terre nourricière contre le béton. Une fois que c'est bétonné, c'est fini, on ne peut plus revenir en arrière. Tant que la terre reste de la terre, il y a un espoir. Dans la région, elle est aux mains des grands céréaliers, mais elle pourra revenir un jour aux paysans.*

*Si le projet Cigéo aboutissait, des centaines d'hectares de terres agricoles disparaîtraient et les derniers céréaliers seraient eux-mêmes condamnés : qui voudrait acheter un grain susceptible d'être*

*empoisonné ! Le territoire risque de se transformer en désert.*

*Voir la forêt de Mandres-en-Barrois grillagée et surveillée par des vigiles nous a beaucoup heurtés le mois dernier. On ne pouvait imaginer qu'elle devienne « la zone des puits » qui aérerait les galeries souterraines remplies de déchets radioactifs. La forêt est un lieu vivant, un bien commun utilisé depuis toujours par les paysans : elle sert de vaine pâture pour les cochons et les vaches. On y ramasse le bois. C'est autant un complément de revenu pour les agriculteurs qu'un espace de liberté.*

*Avec l'occupation de la forêt, on avait l'impression de participer à une nouvelle forme de résistance. On a apporté notre aide à notre manière. Les paysans assurent d'abord un soutien logistique et matériel. Il faut bien que les occupants mangent ! On a collecté de la nourriture auprès des réseaux agricoles, des caisses de courgettes, de choux rouges, de concombres. Un copain paysan-boulangier fournissait*

*les invendus de son marché, un autre, maraîcher, ses excédents. Chacun donne en fonction de ses moyens.*

*C'est drôle comment ces moments de solidarité nous ramènent à notre rôle premier. Les paysans existent pour faire à manger, pas pour vendre. Beaucoup de personnes que les occupants n'imaginent même pas sont derrière eux. Ils ne peuvent pas se déplacer sur le terrain mais ils nourrissent la lutte.*

*Nous, les paysans, on n'abandonnera pas ce combat. Quand on commence un travail, on le finit. Tu ne fauches pas ton champ sans ensuite le faner et stocker le foin. Ça ne veut pas dire que tu auras forcément un gain au bout, mais tu le fais par respect pour la nature.*

*Pendant ces trois semaines d'occupation, grâce aux fêtes, aux banquets, on a planté des graines, on a ancré la résistance. Mais nous ne pouvons pas forcer les saisons. Il faudra être patient, on récoltera ce que l'on a semé dans les prochains mois.*

*La lutte contre Cigéo va s'inscrire dans la durée ».*

## **Jean-Pierre, paysan**

*« Je suis né à Cirfontaine, à dix kilomètres de Bure. Mes parents étaient éleveurs, 2 traites par jour, 365 jours par an. Je suis devenu céréalier à cause de la conjoncture, même si l'élevage me manque. Les trains qui transporteront les déchets nucléaires passeront à quelques centaines de mètres de la ferme familiale.*

*Ici, l'Andra agit comme un rouleau compresseur. Elle a accentué la désertification du territoire. Pour l'agence, c'est plus facile de négocier avec dix personnes qu'avec cent. Elle favorise les restructurations et les agrandissements. Son but est de nettoyer et pacifier le terrain avec des échanges à l'amiable pour éviter les procédures longues d'expropriation, comme à Notre-Dame-des-Landes. Elle favorise les grands exploitants.*

*En 2012, ils ont voulu amputer ma ferme. J'étais en location. Ils ont proposé d'acheter la terre au propriétaire, j'ai eu 60 jours pour purger mon droit de préemption : soit je perdais la moitié de ma surface, 70 hectares, soit je la rachetais, mais à la valeur fixée par l'Andra. Le double du prix du marché. J'ai décidé de garder ma ferme. Mais ça a été dur. Je suis complètement solidaire de l'occupation du Bois Lejuc. J'ai apporté ma bétailière et garé mon tracteur à la lisière pour bloquer l'accès de la forêt. Après l'expulsion, jeudi 7 juillet, mon matériel a été saisi par le tribunal de grande instance de Bar-le-Duc. Les paysans sont les premières cibles de la répression. En tant qu'habitant, je suis facilement identifiable et suis susceptible de poursuites. Mais j'assume cette situation. Je dis tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Je vais prendre mon bâton de pèlerin pour porter cette parole auprès des agriculteurs. »*



## **14 août 2016 Chute du Bure de Merlin**

### **Une jeune femme**

*« Ça y est, le mur de la honte est tombé ! »*

Irène, opposante de longue date

*« C'est un coup mémorable, une action inédite et historique. S'il y avait eu ce type de résistance au début de la lutte, l'Andra n'aurait pas pu s'implanter ici »*

### **Un opposant**

*« Des cultures politiques différentes se rejoignent dans la magie de l'action commune. Nous sommes tous contre le nucléaire et son monde de barbelés, de vigiles mercenaires, de béton armé, de pots-de-vin, de bureaucrates et d'experts méprisants ».*

## **John, Maison de Résistance**

*« Cela fait 20 ans que l'on fait des pétitions et des manifestations sans être entendus. Notre action aujourd'hui c'est un droit de réponse, une saine et légitime défense face au rouleau compresseur de l'Andra ».*

**18 août 2016**

### **Maison de Résistance**

**Pourquoi et comment vous êtes-vous engagés dans cette lutte ?**

### **Nicolas**

*« J'ai grandi en Lorraine, et aujourd'hui j'habite près d'ici. Je viens régulièrement à la Maison de Résistance depuis deux ans. Je fais partie du collectif Terres de Bure, qui s'intéresse aux conséquences locales du centre d'enfouissement des déchets sur le foncier. Une problématique*

*majeure. Avec le collectif, on a par ailleurs réalisé des semis (de pommes de terre par exemple) en novembre et en avril derniers ».*

## **Gertrude**

*« Je viens de Moselle et j'ai longtemps suivi la lutte à distance. Il y a un mois je suis venue pour la Journée de 200 000 pas. Au final, je suis restée, parce que je me suis rendu compte de l'ampleur de ce qu'il se passe ici. J'ai pris conscience de l'aberration du projet par rapport aux gens qui habitent le coin. Ne rien faire contre Cigéo, ce serait laisser la porte ouverte à d'autres projets tout aussi monstrueux dans des endroits ruraux tels que celui-ci. Les gens de l'Andra comptent beaucoup sur la faible densité d'habitants et la ruralité des lieux pour mener leur sale besogne dans un silence relatif : il n'est pas question de les laisser faire ».*

## **Marius**

*« Je suis sur la route depuis un bail, sans attaches depuis un peu plus de deux ans, et j'avais en tête de passer par ici depuis un moment. Je suis venu pour la première fois en janvier, à l'occasion d'un chantier pour construire un plancher dans le bâtiment de l'ancienne gare, qui a été racheté par les militants d'ici, à Luméville. C'était juste après la mort d'un ouvrier sur le chantier et j'ai pu voir l'ampleur des dispositifs de répression engagés pour museler la contestation. J'étais de retour le jour où l'on a découvert le chantier d'abattage dans le Bois-Lejuc début juillet. Comble du cynisme : la semaine précédant la destruction du bois, l'agence organisait une exposition dans son siège local sur la beauté des écosystèmes en forêt. Avec des arbres en plastique à l'intérieur...*

*En faisant pas mal d'autostop dans la région, j'ai par ailleurs pu me faire une autre image du nucléaire, qui jusqu'ici était une question plutôt lointaine et théorique pour moi. Les villages alentour ont*

*tous été inondés d'argent par les GIP, afin de faire accepter le projet. Partout, on voit des bâtiments refaits, des salles municipales rutilantes, des éclairages publics flambant neuf.*

*Au-delà de la spécificité de cette lutte contre le nucléaire, il y a aussi une dimension anticapitaliste forte : la manière dont se comportent l'État et les nucléocrates sur ce projet recoupe d'autres méfaits commis ailleurs de manière plus isolée. Ici, on peut observer à la fois une concentration des nuisances, un mépris total pour les populations non urbaines, une corruption légalisée des consciences, la destruction des territoires et la violence d'État ».*

## **Violette**

*« Je suis arrivée ici en m'intéressant aux aspects juridiques du problème. J'avais participé à quelques actions contre l'Andra dans le domaine de la géothermie. Pour contourner les interdictions légales, elle a nié le fait que le centre de stockage*

*est prévu sous des réserves d'eau chaude. J'étais aussi présente l'année dernière au Camp anticapitaliste, lors duquel j'ai découvert une ambiance activiste à laquelle je n'étais pas habituée. Puis j'ai fait des allers-retours entre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Paris où j'habite, et ici. Finalement, j'ai décidé de passer un peu de temps à Bure à l'occasion de l'occupation du Bois-Lejuc, car je trouvais très beau le geste de défendre une forêt, un bois communal auquel les habitants d'ici sont très attachés. Cette occupation a été un des plus beaux moments de ma vie. Trois semaines aussi longues qu'intenses.*

*Ces travaux dans le bois ont été réalisés sans autorisation. Au fond, on a affaire à des bandits en col blanc qui tabassent la population civile avec des agents de milice privée, lesquels prennent plaisir à taper sur du militant pacifiste. Leur manière d'agir correspond à ce qu'ils sont au fond : des crapules, des véreux ».*

## **Comment vous inscrivez-vous dans l'histoire de la lutte menée contre ce projet depuis une vingtaine d'années ?**

**Nicolas**

*« Il y a effectivement plusieurs générations qui se sont opposées à ce projet. À l'époque, ces personnes-là avaient déjà subi des pressions très agressives. Si l'Andra est venue installer son projet d'enfouissement ici, c'est parce qu'elle s'était fait dégager de partout ailleurs. L'Andra, c'est une institution qui n'a au final quasiment qu'une seule mission : trouver un endroit où enterrer la poubelle du nucléaire. En cinquante ans de progrès technique, les technocrates n'ont eu qu'une idée : passer de la mer à la terre. Et quand l'État a vu que l'idée d'enfouir les déchets ne plaisait pas aux populations habitant à proximité, ils ont alors fait la proposition d'un laboratoire, histoire de préparer les habitants à avaler la pilule. Une fois le laboratoire*

*installé, le site devait venir naturellement, sans faire de vagues...*

*Au fur et à mesure le territoire a été occupé : ici un mur, là un trou, là un musée, et plus loin un bâtiment d'archives... En débarquant à Bure, ils avaient annoncé aux élus qu'il y aurait construction de deux autres laboratoires de recherche souterrains, affirmant qu'ils décideraient plus tard lequel des trois serait le plus propice à un chantier. Mais une fois le premier bâti, il n'a plus jamais été question d'en construire d'autres ! »*

## **Pourquoi s'installer ici en particulier ?**

**Nicolas**

*« Cigéo est avant tout un laboratoire politique, qui se fonde sur une domination de classe : ils sont venus ici car il y a peu de gens, plutôt pauvres, peu organisés et de plus en plus âgés. Même au niveau agricole, il y avait très peu de syndicalisme,*



*avec une population vieillissante. Enfin, le lieu choisi est loin des grands axes de circulation et situé aux frontières de trois départements, donc avec des classes politiques divisées.*

*En arrivant ici, les nucléocrates se sont empressés de construire une « Écothèque », de promouvoir des actions pour l'environnement : l'Andra accueille notamment les établissements scolaires pour des sorties pédagogiques sur la forêt. Il s'agit d'un plan pensé sur plusieurs générations.*

*Heureusement, on a vu de notre côté aussi plusieurs générations de militants se passer le relais sans jamais abandonner la résistance. C'est un début de victoire ».*

## **Vous parliez de la dimension foncière. Quelle est son importance ?**

**Nicolas**

*« Elle est fondamentale. Ici, le remembrement a été fait dans les années 1950. Il n'y en a plus eu jusqu'aux années 1990 et l'arrivée de l'Andra, qui a pris le rôle d'animateur foncier. En restructurant les exploitations agricoles avec l'aide de la Saffer, l'agence a fondé ses premières alliances : ses « experts » ont compris avec qui il fallait se mettre bien, à qui il faudrait graisser la patte, lesquels des petits propriétaires ils pourraient dégager. Ils ont patiemment acheté des lopins de terre, notamment aux gens qui partaient. C'était souvent des terrains un peu ingrats, où l'agriculture ne donnait rien. C'est comme ça qu'ils ont installé le labo. Puis, peu à peu, ils ont acheté plus loin, partout dans la région, pour pouvoir faire des échanges. Un jeu hyper patient, mené plus particulièrement par un ingénieur en agriculture, siégeant à la Chambre d'agriculture de*

*Lorraine et catapulté négociateur foncier pour le compte de l'Andra. Il a passé dix ans à sillonner les lieux en 4×4, à manier la carotte et le bâton, les coups de pression et le chéquier. Le pire, c'est que cette politique permet de diviser les gens ».*

## **Marius**

*« C'est la modernisation et la concentration du secteur agro-alimentaire qui a rendu possible l'installation d'une entreprise telle que celle-ci, avec de telles pratiques. Dans les vieilles traditions de Lorraine ou de Meuse les gens se réunissaient le soir, des terrains étaient partagés, du matériel collectivisé.*

*C'est l'anéantissement de ces pratiques durant les quarante ou cinquante années ayant précédé l'arrivée de l'Andra qui a préparé le terrain. La disparition des entraides, de cette vie communautaire, a ouvert la voie. L'agence vient s'enchâsser dans une logique globale, qui remonte à l'époque où apparaît le nucléaire, marquée*

*par une offensive du capitalisme sur les territoires ruraux et les formes de vie qui y perdurent ».*

## **Violette**

*« Concernant ces modes de vie collectifs locaux en danger, il faut quand même dire qu'il y a eu quelques résurgences ces derniers temps dans les luttes pour le Bois-Lejuc. Notamment sur les affouages, le fait d'aller chercher son bois dans le bois communal. Certains y restent très attachés parce qu'ils faisaient ça avec leur père, que leur mère le faisait avec leur grand-mère, etc. Il y a quand même un attachement à ces restes de communs. Je trouve ça très beau que la lutte anti-nucléaire réactive un peu ça ».*

## **Nicolas**

*« Les paysanneries peuvent être vues comme des groupes organisés de résistance, porteurs d'autres mondes. Elles*

*partagent par exemple la pratique des « communs » – comme les affouages et une relation pacifiée à la nature. Elles vivent et proposent d'autres façon de se penser et d'agir au monde que celui de la marchandise et du court-termisme. C'est la fin des paysanneries, l'individualisme triomphant et l'essor du monde industriel qui ont ouvert la voie. Il fallait créer un désert agricole pour bâtir un cimetière du nucléaire. Aujourd'hui, on vit l'aboutissement du capitalisme, et il a fallu des stratégies de dépossession des mots et des pratiques populaires.*

*Lorsque nous avons occupé la forêt, ils ont été surpris, car ils pensaient que quelques bûcherons et une poignée de vigiles suffiraient à raser un bois en toute discrétion. Quand ils ont vu qu'on n'avait pas lâché la lutte et qu'on pouvait montrer les muscles, ils ont sorti les très gros muscles : c'en a été fini de la discrétion et de l'ouverture démocratique. Fin juillet, ils ont rameuté des compagnies de*

*gendarmes mobiles, des porte-chars, des hélicoptères et des milices privées pour expulser violemment la vingtaine de militants qui pique-niquaient dans un bois. Au fond, nous les avons obligés à recourir à la force et à construire un mur de trois kilomètres au milieu de nulle part pour se cacher des regards. Finis les débats publics, les conférences de citoyens, les processus démocratiques : quand les gens s'opposent autrement qu'en paroles, la matraque revient ».*

## **Qu'est-ce qui fait obstacle à une diffusion plus massive de la lutte ?**

### **Marius**

*« Quand tu viens ici en juin et qu'il fait 6 degrés, un temps de merde, que tu vois ce paysage de monoculture, que t'as des éoliennes partout, et que tu te dis que c'est vraiment dégueu, c'est une victoire pour eux. Pareil quand tu ne viens pas parce que*

*c'est le bout du bout de la France : ça leur donne raison. Ils se sont installés ici pour ça.*

*Ce qui revient beaucoup dans le discours des habitants de la région, c'est la soumission à la fatalité, que je n'avais jusqu'ici rencontrée que dans des systèmes narco-étatiques comme au Mexique, ou mafieux comme en Corse ou au sud de l'Italie. Les gens ne veulent pas s'opposer au projet, car ils ont le sentiment que ce qui est en face est plus fort qu'eux. Ils restent coincés entre la crainte et la fatalité. C'est ce que nous voulons contrer en résistant : créer des moments, des lieux, des envies, faire en sorte que ça soit plaisant, parvenir à donner envie aux gens de rester avec nous cet été. Parce qu'en habitant ici, on se met aussi à apprécier la Meuse, des vallées verdoyantes, des ciels étoilés et les baignades dans les rivières ! »*

## **Parvenez-vous à faire face au discours marketing de l'Andra ?**

### **Nicolas**

*« Ce à quoi les gens pensent quand on leur parle du nucléaire, ce n'est plus la bombe ou les irradiations accidentelles, c'est leur confort. Mais comment on va faire marcher la télé ou la machine à laver sans les réacteurs ? Ou alors, on nous renvoie à l'énergie à base de lignite utilisée en Allemagne, en nous disant que c'est une source d'énergie dégueulasse. Mais on n'a jamais dit que le pétrole ou la lignite étaient propres. On dit juste que le nucléaire est sale ».*

### **Marius**

*« Concernant le nucléaire et son marketing, j'ai par exemple été impressionné par les commentaires des articles consacrés à Bure, dans Marianne, Libé, L'Express, etc. Chaque fois revenait cette idée*



*que se montrer responsable passe par accepter de sacrifier un territoire pour réaliser cette poubelle nucléaire. Il n'y aurait pas d'autre solution. Et ils nous mettent directement en accusation : si on ne stocke pas ici, alors on laisse en surface où c'est plus dangereux, et c'est notre faute. En clair : c'est nous qui mettons en danger les générations futures ».*

## **Quels souvenirs gardez-vous de la première occupation du Bois-Lejuc, en juin ?**

**Marc**

*« Dès le premier jour, nous avons construit un grand préau, dont les plans et les pièces avaient été préparés à l'avance. Un groupe l'a monté pendant que d'autres mettaient en place la cantine, et que certains s'affairaient à démonter les clôtures barbelées mises en place par l'Andra autour du bois. Dans les jours qui ont suivi, beaucoup de gens sont passés, des habitants du coin ou des amis venus de loin,*

*avec des discussions dans la forêt qui nous changeaient du cadre de la Maison de Résistance. On a ensuite construit La Rurale, un sleeping fait de branchages qui pouvait accueillir les gens de passage dans le bois pour dormir, puis des cabanes comme la Hutte des classes, et des barricades. La nuit, autour du feu, la parole se libérait, et nombre de sujets étaient abordés : le sexisme, les paysans, la clandestinité... Même si l'occupation n'a duré que dix-huit jours, nous avons eu le temps de nous ré-approprier peu à peu la forêt. Nous la vivions de l'intérieur, ce n'était pas seulement un espace à défendre, un foyer de sabotage, mais un lieu où nous avons nos marques ».*

## **Gertrude**

*« Dans la forêt, chacun trouvait sa place, quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit. Tu pouvais te retrouver à faire la cuisine, à construire des chicanes défensives, à faire la vigie, à construire une*

*cabane, etc. Sans forcer une organisation formalisée. On a appris à se connaître les uns les autres, à travailler ensemble, à fabriquer plein de choses. On se sentait à l'aise, malgré les coups de stress et la peur de voir les gardes mobiles nous expulser. C'est assez paradoxal : tout en sachant au fond que ça n'allait pas durer longtemps, on construisait de plus en plus, comme si nous allions nous installer là pour de bon. Juste avant l'intervention des gendarmes, on projetait de bâtir une maison en rondins... En fait, on se disait que plus on construisait, plus on entraverait leur récupération des lieux. Donc on y allait gaiement.*

*On a d'ailleurs vite donné des noms aux lieux, et ils nous sont devenus familiers. Chaque barricade avait son petit nom. Par exemple l'entrée principale, qu'on considérait comme un véritable guêpier, a été rebaptisée la Guêpière, ce qui en changeait totalement le symbolisme ».*

## **Nicolas**

*« On a enchaîné sur la manifestation de réoccupation une dizaine de jours plus tard. Il a alors fallu tout refaire, car les gendarmes nous avaient pris notre matériel. Lors de cette deuxième occupation, beaucoup plus courte, on a été plus sévèrement réprimés. Les vigiles ont été mandatés par l'Andra pour nous mater, sous l'œil complice des gardes mobiles ».*

## **Marc**

*« Jusqu'à ce que les caméras de France 3 commencent à tourner, les gendarmes ont laissé la voie libre aux vigiles de l'Andra pour « casser du gauchiste ». Les vigiles sont comme des chiens fous : ils imitent nos cris pour se faire passer pour des copains, ils passent de la tenue de civil à celle de guerrier en un rien de temps, et surtout, tous les coups sont permis pour eux.*

*Mais il n'y avait pas que les vigiles. Avant et après cette scène de violence brute, il faut rappeler toutes les tactiques qu'ils ont employées pour nous casser : un siège permanent de notre campement, des hélicoptères qui couvraient nos voix, des interruptions d'AG intempestives pour des motifs de vérification saugrenus, les contrôles routiers, etc. ».*

**Ces occupations vous ont permis de prendre prise sur une lutte, de la rendre concrète...**

**Vincent**

*« Cette forêt nous a enfin donné une prise sur un projet qui avance en se rendant invisible. Nous avons notre piquet de grève. Un lieu commun, un point de ralliement qui nous manquait dans la lutte antinucléaire, pour nous retrouver et avancer ensemble. Ce qui nous a permis de tenir pendant ces deux occupations : d'abord la nécessité de nous défendre et de protéger*

*un lieu, contre les vigiles de l'Andra, le dispositif policier et l'avancement du chantier ; ensuite la nécessité de construire, cabanes, lieux de vie et de rassemblement ; enfin la nécessité de relier, ne pas oublier que c'est en habitant un territoire, en étant ancrés localement qu'on peut créer une force.*

*Le lien avec les habitants alentour a été très fort, on avait des visites pour l'apéro tous les soirs, ou bien pour les projections de films qu'on a organisées, la déambulation de cirque, etc. Alors qu'ici tous les espaces ont été privatisés, répartis entre quelques grands exploitants, durant quelques jours la forêt est redevenue un commun. Mais pas seulement dans les mots, aussi dans les pratiques et dans les usages. Il y a une chape de plomb énorme sur ce territoire, de la résignation, de la fatalité. Mais elle peut se fissurer par des moments d'intensification, comme lors des occupations de la forêt. On réfléchit à présent aux perspectives de long terme :*

*comment durer après le temps permis par la forêt ? »*

**9 septembre 2017**

**Robin Pagès (gravement blessé le 15 août 2017)**

*« Mon pied a été creusé de 2 cm jusqu'à 3 cm de profondeur sur une surface de 10 cm sur 13 cm. Les os fracturés ou pulvérisés ont été réparés avec des prothèses, des broches et du ciment. La douleur est constante, les nuits difficiles et le risque d'infection et donc d'amputation des orteils reste possible. Selon la chirurgienne, j'aurai des séquelles à vie.*

*La manifestation a été bloquée et gazée dès le départ de Bure par les gendarmes mobiles (GM). Après avoir fait demi-tour, nous sommes repartis à travers champs vers le site de l'Andra et nous avons de nouveau été bloqués à la sortie du village de Saudron. Un arsenal militaire avec canon à eau s'est déployé rapidement et les GM nous ont repoussés et suivis à travers*

*champs avant de nous disperser avec des lacrymogènes, des tirs de Flash-Ball et, surtout, à la fin, une grosse salve de grenades dites à effet assourdissant GLI F4.*

*C'est une opération sémantique inouïe de donner le complément d'« assourdissant » à ces grenades. Cela montre à quel point l'État veut cacher à la population la dangerosité et la létalité des armes dont il dote la police contre ses opposants. En effet, quelle différence y-a-t-il entre une police qui tire à balles réelles sur la foule, et une qui envoie des grenades dont la déflagration, d'environ 90 cm de diamètre, tue à coup sûr si elle arrive à la tête ? Parmi la quinzaine de grenades que les GM nous ont envoyées en l'espace d'une minute, j'ai vu la 2e exploser à hauteur de tête. Si quelqu'un avait été à cet endroit précis, il serait certainement mort à l'heure qu'il est.*

*Pour ma part, comprenant le danger de la situation, je me mets à courir dans la direction opposée aux GM. Là, j'entends crier : "Attention grenade !" Je lève la tête pour chercher dans le ciel... Je ne vois rien.*



*C'est à ce moment que la grenade explose à coté de mon pied. Choqué par le bruit, et les nerfs ayant été coupés sur le coup, je ne comprends ce qui m'arrive qu'en regardant, sans y croire, mon pied que la chaussure explosée et fondue laisse apparaître ouvert sur toute la partie supérieure, os et tendons à l'air. Cette vision d'horreur associée à la douleur brutale qui commence à monter me font crier : "Oh non ! oh non ! Oh NOOOOOOON !" Je m'écroule mais rapidement l'équipe médicale, dont je salue le courage et l'efficacité, me mettent sur un brancard et se lancent dans une grande course pour me sortir du champ. Les grenades continuent à exploser et l'une d'elles tombe très proche de nous alors que nous sommes déjà loin.*

*À ce moment-là, l'intention des GM est très claire : lancer des grenades sur nous pour nous blesser. Ceci dans le but évident de terroriser l'ensemble de la population : que ceux qui se battent déjà arrêtent, que ceux qui ne se battent pas encore se disent "Je ne vais pas risquer ma vie" malgré*

*toutes les raisons qui poussent à se battre aujourd'hui. Il ne tient qu'à nous d'inverser cet effet.*

*La surveillance policière, les procès, les gardes à vue et la prison ne suffisent plus à empêcher quelque chose d'évidemment nécessaire d'émerger. Alors, pour continuer à construire leur monde de béton, ils frappent, tirent au Flash-Ball et envoient leurs grenades meurtrières. Vital Michalon, tué en juillet 1977 à Creys-Malville, a eu moins de chance que moi. Tout comme Rémi Fraisse, tué en octobre 2014 à la Zad de Sivens. La grenade est arrivée dans son dos et l'a tué sur le coup. L'enquête ouverte à l'encontre des gendarmes a conclu à un non-lieu en 2017.*

*Mon cas est bien loin d'être isolé. De très nombreuses personnes ont été blessées par la police (à l'œil, à la tête, aux pieds, aux mains...) et je partage maintenant leur histoire, les souffrances et la répression gravées dans la chair à jamais.*

*Je pense à mes enfants, au petit que je portais encore beaucoup en journée. Au grand, avec qui j'aimais tant jouer, courir et sauter partout. Aux deux que je portais si souvent ensemble, un sur chaque bras. Mes blessures m'empêcheront pour un temps de m'occuper d'eux comme avant. C'est ce genre de choses aussi que l'État nous vole quand il nous blesse ou nous enferme dans sa frénésie à protéger ces grands projets destructeurs (aéroport, nucléaire, barrage...)*

*Je pense à ceux que j'aime, mes amis, ma famille et tous ceux qui se battent et restent debout.*

*Je pense aux très nombreuses victimes de crimes policiers. À leurs proches et leurs familles, leurs combats pour la justice et la vérité. À la douleur de la perte d'un être cher à laquelle s'ajoute celle de voir son nom et son histoire salis par les mensonges dans les médias. Adama Traoré, Wissam-el-Yamni, Laramy et Mushin, Ali Ziri et toutes ces personnes passées à tabac, asphyxiées ou abattues menottées, dont la*

*police a pris la vie dans la plus totale impunité.*

*J'appelle toutes les personnes que mon histoire touche à me rejoindre pour se rassembler symboliquement devant la gendarmerie de Bar-le-Duc (Meuse) pour demander l'interdiction des grenades assourdissantes et lutter contre les violences policières. Le rassemblement aura lieu dimanche 10 septembre, à 14 h.*

*J'en appelle à toutes les personnes qui me connaissent, tous les mutilés et tous les proches de ceux qui sont partis trop tôt. Venez avec des pancartes, écrivez-y ce qui vous tient à cœur. Venez avec vos amis, vos collègues, vos voisins, vos parents, vos frères et sœurs ».*

**20 septembre 2017**

**Perquisitions**

**F. Maison de Résistance**

*« Une opération comme ça, ça te laisse très peu de temps pour agir, c'est*

*impressionnant, d'un coup tu te réveilles, tu te retrouves dans l'urgence, t'es dans la mezzanine, dans le dortoir, chez toi, et tu te retrouves au milieu de keufs. Tu te rends compte que t'es la seule personne à pouvoir intervenir légalement, en tant que personne de la collégiale. C'est dur de réussir à verbaliser et imposer les choses aux flics.*

*La première chose qu'ils ont fait c'est de prendre le contrôle de toute la maison. Ils ont forcé la porte de l'atelier, la porte de la grange, la porte de la cuisine.*

*Ça s'est passé très rapidement, en 10 minutes c'était bouclé, toutes les pièces étaient remplies. T'es submergé par les gendarmes de tous les côtés, un mélange de PSIG, de GM, de brigade cynophile. Y'a eu cette impression très particulière qu'ils connaissaient déjà les lieux approximativement, notamment par rapport à l'atelier.*

*Tu te sens complètement dépossédé dans un lieu dans lequel tu vis depuis un*

*an. T'as l'impression qu'ils sont en train de dépiauter tout ce que tu as construit. Tu les vois fouiller, regarder partout... Je me suis retrouvé isolé avec les keufs pendant la journée. Le premier tour que j'ai fait dans la maison c'est avec les chiens renifleurs d'explosifs... La première étape d'une perquizz' c'est fouiller/rassembler. Après ils comptaient, faisaient l'inventaire, posaient les scellés. On devait signer les étiquettes pour les scellés, j'ai imposé le fait que tant que tout ne serait pas écrit précisément sur les étiquettes je ne signerais pas. Ça m'a donné un peu de force devant tout leur manège à démonter ton lieu de vie.*

*Et puis j'ai craqué quand ils sont partis. J'ai tellement tenu pendant, tellement de pression, une fois que c'est redescendu, qu'ils sont repartis, tu constates tranquillement l'ampleur des dégâts.*

*Dans la cuisine ils ont fouillé le haut de la cheminée etc. Ils ont à peine fouillé le salon. Y'avait des objectifs, des listes précises, sur lesquels se focaliser : l'atelier*

*pour des trucs à montrer comme "craignos" ».*

## **L., habitante à Mandres depuis quelques mois**

*« À la fenêtre de la chambre, je vois une file de mecs casqués. Une trentaine environ. Genre avec les casques comme en manif. Tournés vers notre porte. "Ça c'est pour nous" je me dis et préviens mon pote. Et d'un coup, un bruit précipité dans les escaliers et des hurlements "GENDARME-NATIONALE, PERQUISITION EN COURS, NE BOUGEZ PAS!". Ils avançaient dans l'escalier avec leur flingue, en mode film, "NE BOUGEZ PAS, NE BOUGEZ PAS" Une fois en haut, ils nous ont entourés et dit "Dans la chambre !! Ne bougez pas!". Je leur gueule "qu'est-ce que vous foutez là, vous avez un papier ? Vous avez pas le droit !" Ils n'en ont rien à foutre.*

*Toujours entourés de 5 robocops chacun. Je redemande le papier et ils disaient*

*« plus tard, ça arrive ! ». Je cherche ma pièce d'identité partout dans la chambre... Je finis par donner ma carte de train, de toute façon ils connaissent parfaitement votre identité.*

*Quand l'OPJ (Officier de police judiciaire) la reçoit il me dit "Ah c'est vous !". Il finit par me filer la commission rogatoire : « Association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un ou plusieurs délits punis d'une peine supérieure à 10 ans, dégradation volontaire d'un bien, par moyen incendiaire". Mais sur ce papier y'a pas d'adresses, de nom, rien ne justifie qu'ils doivent être ici.*

*Ils ont d'abord ratissé tout le haut de l'appart'. Par exemple dans la chambre des papiers, des bouts de papier avec des numéros de téléphone dessus, des comptes-rendus de réunion, des dizaines de carnets, des clés USB, des cartes SIM, ordinateur, téléphone.*

*Ensuite ils sont descendus en bas, ils avaient installé leur bureau sur la table de*



*la cuisine en bas. Ils étaient avec un ordinateur pour établir le PV, et tout le matériel pour sceller.*

*Il fallait toujours que y'en ait un de nous deux qui soit là. On pouvait aller voir nos potes dans la maison juste en face, qui étaient assis sur le trottoir à filmer les flics.*

*J'avais désossé mon téléphone, enlevé la carte SIM, mais j'ai fait la connerie de le laisser sur le lit.*

*Le chargé du matos informatique des flics, a vérifié tous les CD-ROM sur lesquels y'avait rien marqué. À un moment donné il tombe sur un sac d'une dizaine de clés USB. "Wouah !" Il a littéralement passé une demie-heure à chercher le bon câble le plus basique pour une clé USB.*

*Ça a duré 5h, pour un appart d'environ 50 m<sup>2</sup>. 8 H pour la Maison de Résistance, qui est au moins 8 fois plus grande.*

*Le truc un peu fou c'est qu'ils avaient un double des clés. Ce que je crains le plus, maintenant, c'est qu'on soit mis sous écoute. Je serai pas tranquille dans cet*

*appart' tant que je serai pas sûre de l'être. S'ils ont les clés ils peuvent venir n'importe quand ».*

## **18 octobre 2018 Gaspard d'Allens : Pour imposer Cigéo, l'État nucléaire écrase l'opposition**

*Parfois je me demande au réveil, à l'aube naissante, dans quel pays nous vivons. Il y a un an, en septembre 2017, j'ai vu débarquer à six heures du matin des dizaines de gendarmes dans mon village, à Mandres-en-Barrois, près de Bure (Meuse). Ils venaient fouiller des appartements et des maisons d'opposants au projet de poubelle radioactive Cigéo. Un mouvement auquel j'appartiens.*

*L'hélicoptère tournait au-dessus de nos têtes tandis que les gendarmes forçaient les portes au pied-de-biche et hurlaient dans la rue « On bouge pas ! », arme au poing. Ils ont embarqué au passage des dizaines d'ordinateurs, des clés USB, des*

*téléphones portables et des livres sur l'écologie. C'était notre première perquisition. Depuis, nous en avons subi quatre autres. Dans la mêlée, mon manuscrit du futur livre Bure la bataille du nucléaire a été saisi. Comme pièce à conviction. Mes premiers lecteurs, c'était des flics.*

*Un an plus tard, mardi 16 octobre, je me suis réveillé en apprenant que j'avais un procès le jour même. Je n'ai pas été prévenu. Je n'ai pas reçu de convocation ou de dossier pénal. Mon avocat l'a su en se rendant au tribunal pour d'autres affaires. Le procureur, qui a envoyé les documents à une mauvaise adresse, me dit « radicalement introuvable ». Pourtant, je suis sous écoute depuis un an dans le cadre d'une enquête qu'il mène sur la prétendue « association de malfaiteurs » que constituerait le mouvement d'opposition à Cigéo. Je suis surveillé quotidiennement. Toutes mes conversations sont fichées, mes gestes, mes déplacements aussi. Il m'est arrivé, lors de conférences publiques à l'autre bout de la France, de voir des gendarmes*

*filmer la salle. À Mandres-en-Barrois, dans ma maison, il n'est pas rare de croiser à la fenêtre un membre du PSIG [Peloton de surveillance et d'investigation de la gendarmerie] avec son smartphone. « Clic ». On nous prend en photo, cinq fois, dix fois, quinze fois par jour. « Clic ». La nuit, leurs phares éclairent ma chambre. Nous vivons sous occupation militaire. C'est comme dans le film La Vie des autres, sauf qu'ici, ils ne se cachent même pas.*

*En urgence, j'ai demandé mardi le report du procès. Il a été refusé. J'ai été jugé en absence, sans aucun droit de défense. Sans avocat. Sans même avoir la possibilité de m'exprimer. Je risque trois mois de prison avec sursis, 3.000 euros d'amende pour avoir, d'après eux, entravé des travaux au Bois-Lejuc, ce bois où l'Andra souhaiterait enfouir les pires rebuts toxiques de notre modernité. Des déchets radioactifs, pour des dizaines de milliers d'années.*

*Je rappelle que la propriété du bois est contestée. Qu'un flou juridique plane sur cette forêt et que l'Andra a été condamnée*

*pour avoir effectué des travaux illégalement. Je m'étais ainsi opposé à l'arrivée d'une pelleteuse, le 23 janvier 2017, en me mettant symboliquement devant elle. Un journaliste de France 3 était là pour filmer. Où se trouvait la violence ? Une opposante a été molestée par des vigiles. Sa plainte, classée sans suite. Les bulldozers ont rasé des cabanes alors que les occupants n'étaient pas encore expulsables... Que fait-on du droit, de la légalité ? En février 2017, le tribunal administratif allait juger que l'Andra n'était pas propriétaire du bois...*

*La filière nucléaire n'accepte pas la contestation. Et c'est quand on lui donne de la visibilité qu'elle déploie toute sa violence. Qu'elle écrase, qu'elle atomise. Je sais que c'est pour cette raison que je suis ciblé, ce jugement pour entrave n'est qu'un prétexte pour nous intimider et nous faire taire.*

*Cela fait longtemps que nous voyons les dérives autoritaires se répandre comme une marée pestilentielle. Dans*

*l'opposition à Cigéo, une militante historique de 60 ans s'est retrouvée en garde à vue pendant 50 heures au début de l'été. Un maraîcher a eu un procès pour avoir transporté un opinel et une pelle à tarte dans son camion. Le 20 juin 2018, notre avocat a été interpellé, mis en garde à vue et son cabinet fouillé. Une association de malfaiteurs plane sur la tête des opposants. On compte au total une cinquantaine de procès, deux ans de prison ferme cumulés, 26 interdictions de territoire...*

*Je suis journaliste engagé, j'ai passé plus de deux ans à Bure pour mieux comprendre et vivre ce qui s'y trame. Depuis mon arrivée, je suis consterné. Comment se fait-il qu'un sujet aussi majeur soit autant invisibilisé ? Comment se fait-il que l'État ait distribué plus d'un milliard d'euros dans la région avant même l'existence légale de ce projet ? Comment se fait-il que les bilans du débat public en 2005 qui concluaient à la nécessité d'un stockage en surface n'aient pas été respectés ? Comment se fait-il qu'on ne parle jamais des*

*deux travailleurs morts au cours du chantier ? Comment se fait-il que l'Andra offre aux notables du coin des parties de chasse dans de magnifiques domaines forestiers ? Pourquoi organise-t-elle des sorties scolaires dans son laboratoire ? Comment se fait-il que le conseil municipal de Mandres-en-Barrois ait voté l'échange du Bois-Lejuc avec l'Andra en 2015 alors que la population s'était prononcée contre ?*

*Avec la résistance qui grandit et la visibilité que nous avons tenté de donner à ce sujet, la filière nucléaire se trouve obligée de se justifier. Or, elle est injustifiable. La filière atomique, indéfendable. Pire, elle est criminelle. Jamais une civilisation n'a cédé un legs aussi empoisonné que les déchets radioactifs. Ils n'ont aucune solution pour les traiter mais ils continuent d'en produire. La poubelle nucléaire à Bure est une illusion. Un prétexte pour prolonger le désastre. Cigéo vise à enfouir le problème plus que les déchets, à 500 mètres de profondeur, dans le déni et l'hypocrisie.*

*J'ai passé deux ans à Bure, car je ne veux pas vivre le journalisme de manière désincarnée et hors-sol. J'ai fait le choix d'habiter ce territoire, de m'y ancrer à une époque où l'information défile d'abord derrière un écran, se twitte et se perd dans les limbes de l'instantanéité. À la neutralité, j'ai préféré les amitiés. L'engagement.*

*Face à l'ordre atomique, la neutralité serait une caution du pouvoir. On ne peut rester insensible à la désertification de ce territoire et à l'avancée inexorable du monstre nucléaire. On ne peut rester neutre face à l'obscénité politique qui impose ce projet.*

*L'État, après avoir séparé les individus les uns des autres par sa politique néolibérale, voudrait maintenant séparer les individus en eux-mêmes. On ne pourrait pas être avocat et militant, journaliste et opposant. Il faudrait choisir. Se couper en deux, faire de nous des êtres atrophiés, des « hommes unidimensionnels », comme l'écrivait Herbert Marcuse.*



*Je refuse cette mutilation. Je suis autant journaliste qu'opposant au projet Cigéo. Cela ne rend pas moins légitime mon discours. Chercher une vérité qui se donne dans un quotidien plus qu'elle ne s'objective. Que je me retrouve aujourd'hui devant la justice ne m'inquiète pas. Je continuerai mon travail.*

*Ce qui me fait peur, c'est que nous sommes tous incarcérés dans une société nucléaire qui impose son pouvoir comme jamais un tyran n'y était parvenu. 24 000 ans, c'est la demi-vie du plutonium 239. Un fardeau dont chaque génération héritera, sans possibilité de s'en délivrer.*

*Alors, que dire face à la justice qui essaye de nous mettre dans des cases, de nous transformer en malfaiteurs ? Que dire si ce n'est que nous ne partageons pas le même monde, le même langage ? Les mêmes espérances.*

**Gaspard d'Allens 13 novembre  
2018 : Que faire face à la**

## **répression judiciaire et policière ?**

**Face à la justice qui criminalise toutes celles et ceux qui résistent à la violence de notre monde, quelle marge de manœuvre nous reste-t-il ? Quels constats tirer ? Comment s'organiser ? La tribune de Gaspard D'Allens, journaliste engagé à Bure contre l'enfouissement des déchets radioactifs qui a finalement été relaxé à la suite de son procès. Mais ce n'est pas le cas de toutes les personnes incriminées au même moment. Une personne a écopé de 3 mois fermes, d'autres d'amendes. En deux ans, à Bure, il y a eu 50 procès, 28 interdictions de territoire. 2 ans de prison ferme cumulés et des centaines de mois avec sursis.**

Nous vivons une époque singulière. Nos corps sont muselés, nos paroles entravées. Chaque geste qui s'opposerait à

l'ordre existant est susceptible, désormais, d'entraîner des poursuites judiciaires. Une longue litanie de procès et d'enquêtes, de surveillances téléphoniques et d'élucubrations policières.

Parfois les affaires tournent au grotesque, à l'absurde. Des militants d'Attac ont été conduits 21 heures en garde à vue pour avoir posé des autocollants sur une vitrine de la Société générale. A Bure, un maraîcher opposé à la poubelle radioactive a eu un procès alors que des gendarmes avaient trouvé dans son camion une pelle à tarte et deux opinel. Récemment, une femme a subi 12 heures de garde à vue pour avoir peint un coquelicot à la peinture à l'eau sur les marches de la mairie à Reims. J'ai été jugé, de mon côté, sans même être prévenu, sans avocat pour avoir mis le pied devant une pelleteuse dans le Bois Lejuc pendant une minute. Un fait qualifié de « violent » par le procureur, alors que ce geste symbolique s'opposait à des travaux illégaux.

**On serait prêt à sourire si ces histoires ne témoignaient pas d'un climat délétère. D'une dérive autoritaire.**

Mi-octobre, des étudiants de Nanterre ont pris de la prison ferme pour avoir participé au blocage de leur fac et tenté de résister à l'assaut des gendarmes qui avaient rappelé le matraqué et gazé sans ménagement les occupants. En avril, trois jeunes ont été placés en détention provisoire pour avoir participé à une marche solidaire avec des migrants entre l'Italie et la France. En février, en première instance, des militants de Greenpeace ont pris plusieurs mois de prison ferme pour avoir tiré un feu d'artifice devant une centrale nucléaire.

**« L'État veut nous transformer en spectateur impuissant »**

Zads, universités, luttes urbaines, résistances paysannes... Nous subissons partout la radicalisation de la répression. Quand les lacrymo ne suffisent plus à contenir les foules, les procès tentent de les étouffer, le

poids des amendes de les asphyxier. Pour avoir démonté le robot de traite de la ferme usine des Millevaches, en Picardie, des agriculteurs de la Confédération paysanne sont sommés de payer plus de 120 000 euros. Un véritable coup de massue.

L'époque que nous vivons révèle notre dénuement, notre vulnérabilité.

**Quand les moindres gestes,  
même les plus anecdotiques,  
sont judiciariables, que nous  
reste-t-il ? Comment agir sans  
subir ?**

Pour les autorités, un bon militant n'est plus un militant mort. On ne lui tire plus dessus comme il y a 60 ans en manifestation. (Ndlr : mais, la mort de Remy Fraisse à Sivens montre que tuer ne leur fait pas peur). Un bon militant est un militant dépressif et impuissant. Simple spectateur du désastre ou il faudrait se cantonner à l'indignation. Écrire des communiqués, twitter dans le vide infini d'internet, rester derrière son écran. Sans prise avec le réel.

Cumuler les « like », les « grrr », les « wouah » et tous ces émoticônes sponsorisés par Facebook qui ne pourront jamais figurer l'ampleur de notre rage, la densité de nos rêves.

**Sous couvert de pacification, nous avons perdu toute puissance.**

Frappés par une camisole moderne, qui ne cesse de nous enserrer. Vous résistez à un gendarme en manifestation ? « Outrage ». Vous osez lever le bras devant la matraque ? « Rébellion ». Les mois de sur-sis tombent comme la pluie. Le marteau du juge aussi. « Allez, au suivant ! ». Notre jeunesse défile sur les bancs des accusés, coupables de ne pas accepter le monde qu'on lui cède, rempli de déchets radioactifs, pourri aux pesticides. Un monde où le bruit des bottes couvre celui de nos rires, de nos joies, de nos espoirs.

En parallèle, l'arsenal répressif continue de s'approfondir, de piétiner ouvertement les libertés individuelles. La circulaire envoyée par le ministère de la justice en

septembre 2016 pour réprimer les mouvements types ZAD s'applique parfaitement à Bure. « Interdiction de manifester », incrimination pour « association de malfaiteurs », « jugement expéditif » « procès pour entrave à travaux » ...

**Nous assistons au déploiement d'un dispositif contre insurrectionnel qui criminalise nos amitiés et calque le système mafieux sur nos luttes.**

Le 24 octobre, le Sénat a adopté une proposition de loi portée par Bruno Retailleau, l'ex président du conseil général de Loire-Atlantique qui a fait des zadistes le nouvel ennemi intérieur. Son texte contre les violences en manifestation ne vise évidemment pas la recrudescence des brutalités policières, ou celles des milices privées mode Benalla.

L'objectif de la proposition de loi est de briser tout surgissement d'une puissance collective. De pacifier la plèbe. De casser la spontanéité et la vitalité des cortèges de

tête où se côtoient des individus non affiliés et non contrôlables, où s'inventent des slogans, des rythmes, des chants, où parfois, on se prend à croire que l'on peut, le temps d'un instant incandescent, changer le cours des choses.

**« Il ne pourra y avoir de transition douce, de désobéissance sympathique »**

Ce que les autorités et l'élite oligarchique veulent, c'est des manifestations plan plan, des défilés qu'ils peuvent du haut de leur tour d'ivoire mépriser allégrement, regarder passer comme l'eau sous les ponts. Entendre crachoter dans un mégaphone des formules périmées. Mille fois entendues. Des « sinon ça va pêter » sans lendemain, des « on lâche rien », criés très fort, pour oublier que l'on a tout perdu...

Alors que nous nous retrouvons de plus en plus fragiles face au pouvoir, une seule conviction m'habite. Il ne pourra y avoir de « transition douce », de « désobéissance sympathique » ou de « révolution



tranquille ». C'est une pure illusion. Malheureusement, on ne bousculera pas l'ordre établi sans devoir se confronter aux forces de l'ordre, sans se heurter aux tribunaux, sans remplir les prisons.

**C'est un triste constat. Qui dépasse largement le débat sclérosant entre la violence et la non-violence dans nos luttes.**

Quelle que soit la stratégie adoptée, de la désobéissance civile au sabotage, du sit-in pacifiste à la casse, toute forme d'action, si elle est efficace, sera muselée et traduite en justice.

Parmi de nombreux-e-s ami-e-s ayant subi cette répression, je pense en ce moment particulièrement à Loïc Schneider, un jeune opposant à Bure, de 24 ans, maraîcher et poète. Il est emprisonné à Hambourg en Allemagne depuis août dernier, après avoir été livré par les autorités françaises à la police allemande. Il est accusé d'avoir participé aux manifestations anti G20 à Hambourg, après avoir enchaîné

plusieurs procès en France, piraté le site de l'Andra sur Internet ou s'être attaqué aux grilles du laboratoire à Bure. J'enrage d'imaginer cet ami loin des siens, enfermé pour ses idéaux qu'il a toujours défendus sincèrement. Enfermé parce qu'il a décidé d'agir et de dépasser le stade de l'indignation, enfermé pour nous tous, pour un avenir sans nucléaire et sans l'oligarchie qui nous gouverne.

### **« Prendre conscience de la situation et s'organiser »**

Aujourd'hui, nous devons prendre la mesure de ce qui nous arrive. Ne plus être naïfs. Ne plus s'accrocher à des illusions perdues ni à des mots qui ont perdu leur sens. L'« Etat de droit » légitime l'expulsion de la ZAD et la destruction de lieux de vie. « La démocratie participative » cautionne les pires projets d'aménagement. Quant à « la justice », soit elle est inefficace pour condamner les crimes policiers, comme ceux de Rémi Fraisse ou d'Adama Traoré, ou pour empêcher des projets nuisibles, soit elle écrase l'opposition avec mépris.

## **Une guerre de basse intensité est en cours.**

Elle s'attaque à la jeunesse, aux pauvres, aux déviants migrants, aux écosystèmes et à celles et ceux qui luttent pour le vivant. Et dans cette offensive, nous sommes de plus en plus à nu et démunis. Fichés et fliqués.

Nous avons besoin de lier de nouvelles complicités, d'ouvrir plus d'espaces dans lesquels composer et se rencontrer. Articuler des pratiques, inventer un récit commun, à travers nos luttes qu'elles soient au sein de l'usine ou sur une zad, que l'on soit syndicaliste, squatteur, anti-nucléaire, membre d'associations citoyennes, paysan.ne, autonome, citoyen, forestier. Il faudrait arriver à dépasser les logiques de milieux et les crispations identitaires. La convergence ne s'invoque pas, elle s'aiguise et se travaille au quotidien. Elle se tisse avec patience comme l'étoffe.

**Un jour, peut-être, nous arrêtons de fredonner des plaintes**

## **victimaires, de jouer à l'innocentisme.**

Nous accepterons la guerre des mondes. Nous prendrons simplement actes collectivement et nous nous organiserons en conséquence. Par de nouvelles solidarités, par la multiplication des collectifs anti-répression, par une meilleure circulation des caisses de soutien. En nous rendant aussi plus insaisissables, en améliorant la porosité entre nos milieux, en rendant nos pratiques complémentaires. Nous y retrouverons de la force, une puissance. Partout. Ensemble.

## **Reprendre du souffle et s'orienter dans les temps à venir.**

Ce texte se veut une invitation. Un appel à se rencontrer, se reconnaître, à mêler nos vécues, nos expériences de répression et de lutte, pour reprendre du souffle et s'orienter dans les temps à venir.

## 4 - Communiqués

---

« Plus Bure sera leur chute... »

*17 février 2017*

### **Notre lutte n'est pas présidentiable !**

D'abord on nous murmurait il y a deux semaines la possible venue de Mélenchon à notre manifestation du 18 février à Bure contre la possible expulsion du Bois Lejuc et le projet d'aménagement de poubelle nucléaire, puis on nous a demandé timidement, il y a une semaine, si ça nous dérangerait que Poutou vienne faire un tour ; aujourd'hui c'est EELV qui sort l'artillerie lourde de la communication pour appeler à venir à Bure, et ce soir on apprend que Hamon souhaiterait rencontrer l'ANDRA et ses opposants dans la journée de lundi.

À Bure on avait déjà connu les militants du dimanche, bardés de drapeaux et autocollants, qui se photographient devant les ruines de mur, en lisière de bois occupé, pour prouver qu'à défaut de brandir la masse, de clouer le toit d'une cabane ou encore de faire le pied de grue au tribunal, ils soutiennent la lutte par procuration. Mais on ne s'attendait pas à un tel parachutage de présidentiables sur Bure.

Nous serions-nous trompés dans les cartons d'invitation ?

Pas de buffet électoral prévu par chez nous, les palettes construisent des chiottes sèches pas des pupitres de meeting, et les urnes servent davantage à recueillir les cendres de 20 ans d'indifférence et de mépris politique pour les meusiens livrés à la résignation face à CIGÉO. Désolé messieurs, vous arrivez trop tard, on ne sert plus de soupe politique par chez nous, on fait plutôt dans la récup' de désillusionnés des chamailleries politiques, on remixe nos propres idées assaisonnées d'autogestion, d'autonomie et d'horizontalité. Nous

aspirons à sortir nos manifestations des sentiers battus, à dégager le ciel des baudruches et drapeaux publicitaires, à l'emplir de nos rires, chants et cris et à réinventer la multiplicité de nos couleurs. Nos imaginaires ne tiennent pas dans un programme et n'obéissent pas à un calendrier, ils se vivent, s'affrontent chaque jour, dans la joie et les larmes, dans l'entrave d'une machine, à la cime des arbres ou dans l'occupation et le labour d'un champ.

Notre force collective se construit dans l'entremêlement des individualités et non dans leur addition bêtement quantitative. Nulle personne seule ne saurait porter et représenter toutes nos paroles, car nous sommes multiples, à plusieurs voix, plusieurs visages et mille idées. Nous vivons là, nous luttons là, nous sommes par conséquent les plus à même de porter notre parole, anti-capitaliste et anti-autoritaire ! Nous n'avons pas besoin de porte-voix, l'amplification de notre mobilisation se fait dans la diffusion et l'échange de nos idées

et non dans leur massification par le biais d'un porte-parolat charismatique.

**Le 18 février, toute prise de parole médiatique ou politique qui ne serait pas celle que nous avons consenti de construire ensemble, sera considérée comme une récupération politique dont nous nous passerons bien !**

**Notre lutte n'est pas présidentielle :**

**Ingouvernés, nous serons ingouvernables !**



# Fédération anarchiste

---

*23 août 2017*

## **Nouvelle vague de répression à Bure**

La Fédération Anarchiste soutient les initiatives prises depuis longtemps à Bure contre l'enfouissement, dans des conditions inopérantes pour des dizaines de milliers d'années, de déchets nucléaires en « couche profonde ».

Depuis toujours, la Fédération Anarchiste dénonce la société nucléarisée, qui nécessite un système autoritaire, opaque et militarisé. Imposée aux populations par des États désirant posséder la bombe atomique, l'énergie nucléaire entraîne désastres financiers et catastrophes humaines et laisse à des milliers de générations la gestion de déchets radioactifs mortifères.

Le week-end du 15 août a été l'occasion d'un rassemblement militant contre la mise en place de ce puits de la mort. Assez rapidement les affrontements sur les lieux ont éclaté, suite aux provocations des forces du désordre au service d'un État policier, trop contentes de pouvoir user de leurs armes : les lanceurs de grenades assourdissantes, qui se transforment rapidement en outils de mutilation.

Lors de ces affrontements, Robin, militant, a été blessé au pied par une de ces grenades. Blessure très grave comme il en témoigne lui-même : *« Mon pied est dans un sale état, la grenade l'a creusé sur une profondeur de 3 cm et un diamètre de 13 cm. Les os sont pour la plupart brisés. Certains ont même disparus, pulvérisés. La chaussure a été explosée, le plastique a fondu et s'est engouffré dans la plaie, si bien qu'une infection est probable, ce qui nécessiterait l'amputation des 5 orteils ».*

La Fédération Anarchiste apporte tout son soutien à Robin dans cette épreuve, et plus largement à toutes celles et ceux qui

luttent contre l'État et son monde  
nucléaire.

*Burestop55 Bure Zone Libre MNE Mirabel LNE Asodedra Cedra52 Eodra Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château Hiboux de Bure*

*23 janvier 2018*

## **Une lutte toujours plus intense et légitime contre un projet de poubelle nucléaire qui bat de l'aile**

L'annonce de l'abandon du site de Notre-Dame-des-Landes, avec lequel nous avons noué des liens étroits et une belle solidarité, nous réjouit énormément. Des années de lutte multiforme et déterminée contre un méga-projet de développement aérien ont payé. Non seulement des hectares de terres agricoles et maraîchères et des zones humides seront préservés mais des lieux d'expérimentation sociale déjà en construction pourraient s'y renforcer.

L'heure n'est donc plus à l'entêtement pour le gouvernement : nous condamnons d'avance toute tentative d'expulsion de la zone au printemps, même partielle.

**Concernant la lutte à Bure, le récent emballement médiatique qui a suivi cette décision nous semble mériter quelques précisions.**

A Bure nous n'avons jamais revendiqué l'étiquette « ZAD », qui cache les spécificités propres à chaque lutte. Nous ne croyons pas non plus à un « transfert de ZAD », comme si les raisons de lutter étaient interchangeable et que des gens circulaient sans raison profonde, au gré de l'actualité, de Notre-Dame-des-Landes à Bure et ailleurs. Agiter l'épouvantail de cette migration zadiste, comme le font certains élus locaux actuellement, n'est qu'un moyen de légitimer à peu de frais la répression qui sévit ici. La réalité est en fait beaucoup plus simple : si de nouvelles personnes doivent nous rejoindre, venues de l'ouest ou

d'ailleurs, ce sera parce que le nucléaire est mortifère et que, plus que jamais, cela fait sens de venir en 2018 dans la Meuse pour s'y opposer.

Ici, la défense du territoire a commencé dans les années 1990 et n'a cessé de se renouveler, rythmée par l'actualité du projet. Depuis 2015, la convergence des luttes et de nombreux recours juridiques ont permis de bloquer les travaux préparatoires de l'Andra, en libérant et en occupant le Bois Lejuc, une zone stratégique pressentie pour y creuser les galeries de Cigéo, et les puits d'accès et de relarguage d'hydrogène radioactif.

De forts liens se sont tissés entre nouveaux arrivants qui pour certains s'implantent localement, riverains, paysans et toutes celles et ceux qui depuis plus de 30 ans résistent au projet d'enfouir les déchets nucléaires. Un objectif commun : ne pas laisser s'implanter ce qui est aujourd'hui présenté comme le plus gros chantier du siècle à venir, mais aussi le plus risqué qui soit. L'abandon de l'aéroport de

Notre-Dame-des-Landes doit ouvrir la voie à une remise en cause profonde de Cigéo.

**A NDDL, il vient d’être reconnu officiellement que « les conditions n’étaient pas réunies » pour faire aboutir le projet d’aéroport international. A Bure aussi, tous les signaux sont au rouge.**

Les « gendarmes » du nucléaire (IRSN et ASN) confirment d’un côté les craintes portées par l’opposition depuis toujours, sans pour autant aller jusqu’à alerter les pouvoirs publics sur la nécessité de stopper le projet. Cigéo serait bien une usine à hydrogène explosive, un monstrueux et fragile « métro » radioactif souterrain potentiellement inflammable, un legs infinissable, un cadeau empoisonné et irréversible pour des millions d’années. L’abandon du projet de NDDL doit servir de leçon : *« rien ne sert de courir, il faut réfléchir à point ! »*

*« Un tel projet [...] ne peut se faire dans un contexte d’opposition exacerbée entre*

*deux parties presque égales de la population* » a déclaré le premier ministre, le 17 janvier 2018. Ici, dès les années 1990, ce sont les deux tiers des départements de Meuse et de Haute Marne qui ont signé une pétition contre l'enfouissement. Des années de résistance argumentée pèsent lourd dans ce dossier. L'accroissement de moyens répressifs surdimensionnés sur le terrain témoigne de la « non-acceptation » récurrente du stockage géologique profond. L'échec de la politique qui impose sans concerter et soudoie le tissu local en est le révélateur. Dans ce contexte, Cigéo est tout bonnement impossible.

Des parlementaires évoquent un changement de méthode : « *ces grands chantiers devront répondre à de nouveaux critères, durabilité économique, acceptation sociale, enjeux climatiques et environnementaux.* ». Jusqu'ici, la méthode Bure a été tout l'inverse et, par ailleurs, aucune alternative à l'enfouissement n'a été réellement étudiée. Nous en appelons donc au bon sens des pouvoirs publics : il faut



stopper le projet Cigéo/Bure qui accumule les remises en question -technologiques, financières et sociales- et remettre en urgence tout à l'étude, de la production des déchets atomiques à leur épineuse gestion.

Nous réfutons en bloc la campagne de désinformation qui fait de Cigéo une fatalité et une nécessité incontournable, à l'instar du sénateur de la Meuse, Gérard Longuet, en minimisant les risques et faisant tout récemment de Cigéo « *l'expression forte du sens des responsabilités de notre génération à l'endroit des celles, nombreuses qui nous succéderont et qui grâce à nous pourront bénéficier sans risque du nucléaire...* », est le porte-parole d'une politique énergétique dépassée, au service de schémas sociétaux dont nous ne voulons plus.

**C'est pourquoi, face à l'énormité de cet enjeu à Bure, ne résumons pas un engagement vital à une lutte codifiée et attendue.**

La mobilisation contre Cigéo ne relève ni d'effet de mode, ni d'un courant de pensée isolé mais révèle les dangers d'un projet insensé autant que le désir d'une société en devenir, d'une belle diversité. Et elle concerne bien chaque membre de la société française, responsable chacun à son niveau de l'intégrité d'une planète, la nôtre, à transmettre aux générations futures.

*22 février 2018*

## **Bure : État nucléarisé**

### **– État policier**

Ce matin à 6h15, le gouvernement a lancé l'évacuation, à l'aide de son bras armé de 500 gendarmes mobiles, du Bois Lejus et de la Maison de la résistance près de Bure abritant les militant-e-s contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires.

Lors de l'abandon du projet Notre-Dame-Des-Landes, le gouvernement avait promis de se « venger » en évacuant toutes les soi-disant ZAD de France (mais en fait tous les lieux de résistance qui combattent pour un autre monde), Bure en est la première victime. Cette violence d'État se situe dans une logique d'agressivité permanente : surveillance, contrôles, procès...

S'attendant à` cette intervention, les opposant-e-s avaient récemment annoncé : « *S'ils nous expulsent, nous reviendrons, plus nombreux. Nous n'avons jamais été aussi forts* ». Les 3 et 4 mars prochains un « week-end de renforcement de l'occupation » était déjà` prévu. Nous soutenons ces résistances qui ont un enjeu essentiel pour toutes et tous : stopper toute la filière nucléaire, industrie annoncée « propre, gérable et peu coûteuse », aujourd'hui au bord du gouffre.

Nous, Fédération Anarchiste, appelons toutes les bonnes volontés à` converger sur Bure dès que possible, à créer/rejoindre des comités de soutien et à participer aux rassemblements prévus ce soir à` 18h devant les préfectures pour dénoncer cette expulsion, la répression, mais aussi la connivence entre État et industrie nucléaire toute puissante.

## **Résistance, rassemblements, comités partout !**

*Cette expulsion entérinée par le gouvernement Macron intervient dans un contexte de durcissement dramatique du contexte social à l'encontre du monde du travail, des étudiants, des migrants. C'est la mise en place d'un modèle industriel et social à l'américaine qui précarise, piétine allègrement l'environnement et les populations et s'impose par la force et l'intransigeance. Le président Macron marche dans les pas de Margaret Thatcher : tolérance zéro, le message est clair.*

Cette opération foudroyante est avant tout une manœuvre politique à la mise en scène minutieusement orchestrée pour empêcher que l'abandon de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ne galvanise la résistance partout en France. Une opération pour tenter d'enrayer tout le soutien national qui s'organise peu à peu, avec comme symbole une petite maisonnette créée par le comité de soutien de Dijon qui devait être

installée dans la semaine, la première cabane d'un comité de soutien. Dans les mots décharnés de la Préfète, c'est « *un projet de construction en dur manifestant la volonté des opposants de s'installer durablement* ». Nous disons que c'est un mauvais pari. Nous sommes déjà installés durablement, dans la forêt et partout autour dans les villages que nous habitons, mais aussi partout ailleurs en France où chaque opération de police multiplie les soutiens. Ce matin l'État a choisi d'envoyer un signal très fort qui nous confirme que la résistance doit continuer de s'organiser partout en France et au-delà et que Cigéo est un point crucial dans la pérennité d'une industrie nucléaire qui s'impose par la force sous couvert de concertation.

Lorsque nous avons commencé à occuper le bois Lejuc en juin 2016 nous n'aurions jamais imaginé que nous y serions 1 an et demi plus tard, que l'Andra devrait reculer, que des dizaines de comités se créeraient partout en France. Les ministres auront beau jouer le traditionnel jeu de la

dissociation sur BFM entre les « *méchants cagoulés* » à nettoyer d'urgence et l'opposition citoyenne pacifique, ce discours n'a jamais pris à Bure où nous luttons dans mouvement protéiforme et complémentaire. Tous les médias parlent de la « ZAD de Bure », pour mieux créer le parallèle avec NDDL dans l'esprit des gens. S'il y avait une ZAD à Bure, c'est celle de tout un territoire, partout, parce que l'horreur atomique et le rouleau compresseur étatique qui la soutient ne connaissent pas de frontières quand il s'agit de broyer les existences des gens et leurs territoires de vie au nom du profit et du contrôle.

La pornographie policière et médiatique des images de destruction et la mise en scène du « *retour à l'État de droit* » ne satureront pas nos têtes et nos cœurs, ne recouvrira pas tout ce qui s'est vécu depuis des années à Bure et tout autour, et ce qui va se vivre dans les années à venir. Expulser le bois Lejuc ce matin, c'est taper et attaquer partout toutes celles et ceux qui sont venu.es sur place par milliers dans les

années passées et portent déjà en eux partout, un morceau de Bure.

**Chaque attaque nous renforce dans notre détermination, on ne nous atomisera jamais !**



## Observatoire du nucléaire

---

*22 février 2018*

Le pouvoir macronien confirme que, contrairement à ce qu'il prétend, c'est bien de la « politique à l'ancienne » qu'il met en œuvre de façon générale et, en l'occurrence, concernant le nucléaire.

Ainsi, au lieu de prendre acte de l'échec d'ores et déjà inévitable du projet « Cigéo » (enfouissement des déchets radioactifs à Bure, dans la Meuse), le gouvernement actuel se comporte comme ses prédécesseurs : il se met au service de l'industrie nucléaire en lançant une ridicule opération militaire (500 gendarmes) d'évacuation d'une ZAD... qui n'existe pas.

En effet, en lieu et place d'une prétendue ZAD, on trouve autour de Bure des citoyens jeunes et moins jeunes qui se mobilisent légitimement pour tenter de sauver

l'avenir de cette région, plombé par le projet Cigéo.

Non seulement ce dernier obère l'avenir (qui voudrait investir ou venir habiter près d'un site d'enfouissement des déchets radioactifs ?) mais son échec technologique et son infaisabilité sont d'ores et déjà avérés, malgré l'entêtement mensonger de l'Andra (Agence nationale des déchets radioactifs).

Après s'être déshonoré avec sa circulaire sur le recensement des migrants, le ministre de l'intérieur Gérard Collomb récidive avec cette ridicule opération militaire à Bure. Il ne faut toutefois pas oublier qu'il n'est que l'exécutant des décisions prises de façon arbitraire par le président de la République Emmanuel Macron, qui n'a jamais caché son engagement aux côtés de l'industrie nucléaire.

Pourtant, de la faillite avérée d'Areva à celle à venir d'EDF, du désastre des chantiers EPR (Finlande et Flamanville) au

scandale des milliers de pièces défectueuses produites dans les usines du Creusot, l'industrie nucléaire n'en finit plus de se déconsidérer et de plomber les finances de la France.

**Il est grand temps qu'une opération soit organisée pour évacuer la « ZAD du lobby nucléaire » afin de décontaminer la République et ses institutions, laisser place à un avenir respectueux de l'environnement et des citoyens.**

*Syndicat des avocats de France (SAF)*

*23 février 2018*

**Coup de force et fin du dialogue à Bure : 500 gendarmes déployés pour l'expulsion de 15 opposants au projet de Bure !**

Les occupants du bois Lejuc ont été expulsés par la force, la veille à 6 heures du matin, avec 500 gendarmes mobiles déployés de manière disproportionnée.

Une fois de plus, les pouvoirs publics choisissent la politique de la criminalisation des oppositions citoyennes alors que la question de l'enfouissement des déchets nucléaires mériterait un débat national d'ampleur eu égard à l'importance et à la complexité des enjeux.

L'État croit pouvoir exécuter une décision d'expulsion de nature civile, en usant d'ordonnances sur requête datant de plus d'un an, sans que les occupants n'aient reçu

le moindre commandement de quitter les lieux et sans qu'ils puissent utilement saisir un juge avant l'exécution de cette décision afin de faire entendre leurs arguments et de bénéficier de délais, alors que l'État ne justifie d'aucune urgence particulière à expulser maintenant et que les occupants sont parfaitement identifiés.

Cette stratégie délibérée d'agir par surprise pour éviter l'office du juge est contraire au droit au procès équitable. Elle a déjà été utilisée à Sivens, et déclarée illégale dans un arrêt du 18 avril 2014 de la cour d'appel de Toulouse, comme étant contraire à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Les leçons des erreurs commises à Notre-Dame-des-Landes et Sivens n'ont pas été tirées. Une procédure en rétractation de ladite ordonnance sera déposée dans les prochaines heures au TGI de Bar-le-Duc.

En outre, tout est fait pour empêcher l'exercice des droits de la défense, dans la mesure où les occupants du bois Lejuc, qui ont été arrêtés et placés en garde à vue, sont

éparpillés dans plusieurs lieux de privation de liberté. Le SAF s'indigne que des auditions de garde à vue ont eu lieu sans la présence de l'avocat sollicité.

La *Maison de la résistance*, lieu d'hébergement du réseau local *Sortir du nucléaire* et des différents collectifs qui luttent contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires, a fait l'objet d'une perquisition sans cadre légal et par la force. Une plainte a été déposée hier pour violation de domicile.

Par ailleurs, il convient de préciser que la propriété de l'Andra n'est nullement établie à la date d'aujourd'hui. Plusieurs procédures sont en cours à ce sujet. Le respect de l'État de droit suppose que ces recours soient examinés avant tout projet d'expulsion, contrairement à ce que déclare le Premier ministre.

Le SAF dénonce cette opération d'expulsion par la force qui ne respecte ni les droits élémentaires des opposants, ni les

procédures ni les concertations sur le terrain entre les différents acteurs.





*Hervé Kempf (Reporterre)*

*23 février 2018*

## **La stupidité autoritaire**

Force et bêtise : le gouvernement a montré jeudi 22 février deux aspects de son visage. Force brutale, mais bêtise aussi, quand le ministre de l'Intérieur, Gerard Collomb, explique dans un lapsus : « *Nous ne voulions plus qu'un certain nombre de lieux puissent être évacués indûment* ». Ou quand l'Andra annonce qu'elle va « *nettoyer le bois* », alors qu'elle veut à terme y installer des bouches d'évacuation des gaz radioactifs... Sébastien Lecornu, secrétaire d'État à la Transition écologique, affirme aussi que « *La concertation dure depuis 1990* ». On mettra sur le compte de la jeunesse, M. Lecornu est né en 1986, cette plaisanterie : dès 1987, l'opposition très vive dans tous les sites pressentis en France par les gouvernements de l'époque a fait reculer ceux-ci, et si Bure a été choisi, c'est

essentiellement parce que ce territoire peu peuplé paraissait plus faible.

Et en ce qui concerne la concertation à Bure, elle s'exprime par une répression policière continue depuis des mois, qui témoigne d'un État policier bien plus que d'un État de droit, et par le déversement d'argent aux limites de la corruption depuis des années, dans un territoire à qui on veut faire accepter une installation occupant à terme 300 hectares d'entreposage en surface de déchets radioactifs, des galeries souterraines courant sur 300 km, une émission continue de gaz radioactifs, et la consommation d'eau de 500 m<sup>3</sup> par jour — sans compter les risques, sur lesquels on va revenir.

La constante référence à « *l'État de droit* » relève du même registre de la plaisanterie sinistre, alors que presque tous les actes entrepris par le gouvernement ou l'Andra donnent lieu à des contestations juridiques, où les autorités sont régulièrement sanctionnées. On se rappelle aussi que M. Macron, alors ministre de

l'Économie, a tenté maintes fois, en 2014 et 2015, de faire passer en douce le projet Cigéo sous forme d'un « cavalier législatif », le Conseil constitutionnel l'avait alors recalé.

C'est bien M. Macron qui est en cause, et c'est bien de stupidité qu'il s'agit La stupidité autoritaire : voici donc l'attitude adoptée par M. Macron face au problème lancinant des déchets nucléaires. C'est bien M. Macron qui est en cause, et c'est bien de stupidité qu'il s'agit.

On l'a vu, M. Macron agit depuis des années pour imposer l'enfouissement des déchets nucléaires, si nécessaire à l'industrie nucléaire, dont il reste un vigoureux promoteur. Ne rêve-t-il pas, par exemple, de vendre six réacteurs EPR à l'Inde, où il se rend dans quelques semaines ? Mais pour cela, il est indispensable de faire croire que l'on maîtrise toute la chaîne, dont ce si ennuyeux problème de déchets toxiques pour des centaines de milliers d'années. De surcroît, la question est si

importante qu'elle relève in fine de la responsabilité du président de la République.

Mais pourquoi stupide ? Comme beaucoup de gens très intelligents, M. Macron croit pouvoir comprendre tous les problèmes, même ceux dont il ignore l'essentiel. À peu près dénué de culture scientifique, M. Macron fait comme l'immense majorité de la classe dirigeante française, il croit ce que lui disent les « experts » de l'industrie nucléaire. Et donc, il croit ou fait mine de croire qu'il y a « les déchets » et que les enfouir est « *la moins pire des solutions* ».

Il n'y a pas « les déchets » : il y a plusieurs types de déchets (actinides mineurs, plutonium, Mox, combustible uranium usé, uranium de retraitement), qui chacun pose des problèmes techniques différents. Autrement dit, le système français est si intelligent qu'alors que les autres pays nucléaires ont déjà bien du mal à se dépêtrer d'un seul type de déchets, le combustible uranium usé, nous en avons cinq sur les bras ! Pourquoi sommes-nous dans

ce casse-tête à cinq branches ? Parce que la France nucléariste est si intelligente qu'elle s'obstine dans le retraitement, dont personne d'autre ne veut et qui transforme un type de déchets en cinq types, à un coût faramineux.

« *La moins pire des solutions* » ? Allons donc ! Pourquoi ne pas étudier l'entreposage au sec, refaire le point sur la transmutation des déchets, arrêter le retraitement, et puis, bien-sûr, sortir du nucléaire, qui continue à produire année après année des dizaines de tonnes de produits hautement radioactifs ?

Il faudrait enfin reconnaître que le projet Cigéo est très loin d'être mûr techniquement, que l'engagement de réversibilité (reprise éventuelle des déchets enfouis) pose des problèmes pour l'instant insolubles à un coût raisonnable, que les déchets bitumés issus de la filière graphite-gaz génèrent un risque d'incendie très préoccupant, que le Mox oblige à reconfigurer la physique du stockage, que le coût et

le dimensionnement de tout le projet sont en réalité indéterminés.

En bref : arrêter de produire les déchets, arrêter le retraitement, reconfigurer un éventuel Cigéo, réfléchir aux alternatives, voilà ce qu'un gouvernement responsable et intelligent poserait sur la table.

En reconnaissant que c'est une opposition tenace et réfléchie de femmes et d'hommes de tous horizons qui permet de poser ces questions que les nucléaristes prétendent faire taire par les matraques.

3 mars 2018

**Atteinte d'État aux libertés  
fondamentales : défendons-  
nous ! Aujourd'hui Bure  
demain : vous**

Sur ordre de l'Elysée et de Matignon la préfète de la Meuse vient de pondre un arrêté qui « *interdit toute manifestation sur les communes de Bure, Mandres-en-Barrois et les communes limitrophes du 2 au 5 mars inclus* » alors que doit se tenir ce week-end à Bure une rencontre entre comités d'opposants à « CIGÉO » : interdiction de circuler en voiture et stationner, se promener sur un chemin menant au Bois Lejuc.

Le pouvoir porte atteinte aux libertés fondamentales de circulation et de réunion, mentionnées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Après la violente opération militaire et la destruction des lieux de vie contre les opposants à cette poubelle nucléaire, l'État étend ses actes de violence et atteintes aux libertés. Tous les citoyens sont visés. S'organiser et agir contre un projet dangereux et imposé devient pour le pouvoir macroniste un acte légalement répréhensible !

Une situation d'état de siège, la violence physique et judiciaire constituent un terrible aveu d'échec du pouvoir aux ordres du lobby nucléaire.

Ce dispositif d'intimidation et de criminalisation, d'atteinte grave à la liberté de réunion et à la liberté d'aller et venir de ceux et celles qui résistent aux mauvais coups du pouvoir, qui vise à museler une opposition dont les arguments constituent une menace pour l'ensemble des criminels de la destruction atomique fait dès à présent l'objet d'un recours des associations, militants et élus.

Alors que 2 militants de Greenpeace France ont été condamnés à une peine de



prison ferme par le tribunal de Thionville ce 27 février et que 6 autres activistes ont écopé de lourdes sanctions pour s'être introduits dans la centrale de Cattenom et avoir démontré les failles de sécurité importantes sur les sites atomiques d'EDF,

Alors que Areva en faillite a harcelé pendant trois ans les antinucléaires du sud-est dans un procès-bâillon que le nucléocrate a finalement perdu,

Alors que le site atomique du Tricastin et sa douzaine d'installations nucléaires d'EDF (en quasi faillite), du CEA et d'Areva menacent toute la Provence, au même titre que celles de Cadarache (Bouches du Rhône) et Marcoule (Gard) :

La Coordination Antinucléaire du Sud-est dénonce la manipulation de l'opinion publique par le pouvoir d'État qui véhicule les pires clichés, caricatures et fantasmes sur les antinucléaires présentés comme des terroristes en puissance.

Pas plus que les frontières n'ont arrêté la contamination nucléaire, empêché

l'accumulation de ses victimes, les barrages routiers et la criminalisation des militants ne pourront mettre fin à une mobilisation qui, loin de se résigner se renforce et s'implante dans tout le pays, au-delà des limites du territoire concerné.

**La Coordination Antinucléaire du Sud-est appelle chaque habitant à prendre en main sa destinée, à résister à l'autoritarisme du pouvoir, à rejoindre l'opposition à la démente nucléaire pour faire échec et se libérer de la soumission au dieu atomique.**

## Coordination Stop CIGEO

---

21 octobre 2018

### **Nous appelons à une réaction massive face à la criminalisation de la lutte contre la poubelle nucléaire à Bure !**

Nous, associations nationales et locales, collectifs, comités, personnalités, dénonçons la politique de criminalisation et de répression systémique qui s'abat sur les opposant-e-s à la poubelle nucléaire CIGEO à Bure depuis plus d'un an et demi.

Pour détruire ce mouvement de résistance vieux de 25 ans, il y a déjà eu plus d'une cinquantaine de procès. Des centaines de mois de sursis distribués. Près de 2 ans de prison ferme. 26 interdictions de territoire. 7 personnes interdites de se voir et rentrer en relation, et ce pour des années, dans le cadre d'un contrôle judiciaire dans une instruction pour

"association de malfaiteurs". Des milliers d'euros d'amende. Une vingtaine de perquisitions réalisées en Meuse, à Paris, en Isère. Une trentaine de gardes à vue - dont celle, le 20 juin 2018, de l'avocat Maître Étienne Ambroselli. Un escadron de gendarmes mobiles installé sur place depuis l'été 2017. Chaque jour, depuis plus d'un an, les habitant-e-s de Bure et autour sont suivis, fichés, filmés, et contrôlés, et parfois à` plusieurs reprises en l'espace de quelques heures.

Ce mardi 16 octobre, dans l'enceinte du tribunal de grande instance de Bar-le-Duc une nouvelle atteinte aux droits de la défense a eu lieu, un nouveau pas franchi dans la répression. Ce matin-là`, parmi d'autres procès, le tribunal a jugé en absence et par défaut le militant et journaliste Gaspard d'Allens. Pourtant ce dernier n'a jamais été` informé qu'un procès le concernait. Il ne savait pas qu'il y avait des accusations portées contre lui. Il n'a donc pas pu préparer sa défense ni choisir un avocat. Néanmoins, il a quand même été` jugé : au

mépris des garanties les plus élémentaires des droits de la défense.

Le procureur Olivier Glady a expliqué devant une assistance et des avocats outrés qu'il lui avait envoyé une convocation à une adresse à Paris. Or cela fait 5 ans que Gaspard n'y habite plus et le procureur le savait pertinemment. Gaspard est domicilié à Mandres-en-Barrois, à proximité de Bure, où il a été filmé durant des semaines presque quotidiennement par les gendarmes. Le procureur a pourtant affirmé qu'il était "radicalement introuvable".

Mais qui à Bure pourrait encore être « introuvable » alors qu'une surveillance généralisée traque les opposants à CIGEO ? Qu'entre 15 et 50 téléphones sont sur écoute de façon ponctuelle ou permanente ? Que les communications sont espionnées et les déplacements traqués ? Que toutes les amitiés qui sont nées au cœur de cette résistance sont soupçonnées de 1 sur 3. 22/11/18 12:57

Nous appelons à une réaction massive face à ` la criminalisatio... <https://manifest.info/Nous-appelons-a-une-reaction-massive-...>

Relever d'une « association de malfaiteurs » à finalité ´ criminelle ? Des millions d'euros d'argent public sont dépensés pour traquer les opposants, et le Parquet n'aurait pas pu actualiser son adresse de résidence ?

Depuis le mois de juin 2017, dans le cadre d'une instruction judiciaire pour « association de malfaiteurs », une « cellule Bure », basée entre Nancy et Commercy, fait travailler à ` temps plein entre 5 et 10 officiers de police judiciaire. Leur mission : enquêter et consigner toute la vie des opposants dans des milliers de procès-verbaux. Un seul but : surveiller et détruire le mouvement de lutte par l'asphyxie policière et judiciaire.

Avec une autre personne, Gaspard a été ´ accusé d'avoir fait opposition "par violence ou voie de fait" le 23 janvier 2017, aux

travaux publics de l'ANDRA dans le bois Lejuc occupé. Le procureur réclame 3 mois de sursis simple. Une peine devenue classique pour quiconque refuse l'ordre nucléaire en Meuse. Gaspard s'est interposé physiquement quelques minutes devant un bulldozer. Mais où est la "violence", puisqu'à cette époque, le 30 janvier 2017, le chef de chantier de l'Andra, Emmanuel Hance versait de l'huile inflammable sur des opposants accrochés à une barricade ?

Cette violation évidente des droits de la défense n'est qu'une goutte d'eau de la politique de karcher répressif qui vise à "nettoyer" intégralement toute forme de contestation à Bure. Le 16 octobre, six nouveaux procès absurdes ont également eu lieu, principalement pour des « outrages » générés par le climat de militarisation irrespirable qui s'est installé dans le sud-Meuse. Trois mois de prison ferme ou avec sursis ont été requis en fonction des cas.

D'étranges pratiques s'installent en Meuse. Que penser d'un tribunal où les gendarmes mobiles encadrent les arrivées

et les départs à chaque procès concernant Bure, et finissent régulièrement par vider la salle d'audience ? Quelles conclusions devons-nous tirer lorsque des avocats commis d'office refusent de se déplacer pour assister certaines personnes gardées à vue à Bure ? Comment juger le fait que l'avocate de l'Andra, Carine Bourrel, soit également la batônnière de la Meuse ? Que devons-nous conclure lorsqu'en garde à vue un officier de police judiciaire appelle le juge d'instruction M. Le Fur par son prénom, « Kevin », lorsqu'elle lui passe des coups de téléphone ?

Nous dénonçons fermement la mise en place depuis 2 ans en Meuse d'un système mafieux qui ne dit pas son nom, où les libertés fondamentales et les droits de la défense sont chaque jour piétinés. Au nom de l'avancée forcée d'un projet nucléaire démentiel qui ne présente aucune garantie de sécurité et de faisabilité. Au nom de la destruction d'un mouvement de lutte pluriel pour commencer les travaux immiments de CIGEO. Au nom de la mise en



place d'un laboratoire répressif servant d'expérimentation pour mieux neutraliser de futures luttes.

Fait tout aussi inquiétant, cette répression massive s'installe également partout ailleurs en France et dans le monde, dans les mouvements sociaux, les quartiers, les luttes migratoires, les luttes territoriales et environnementales... Nous ne devons pas rester silencieux ni courber l'échine par peur d'être les prochain-e-s sur la liste.

**Nous appelons à ce qu'un maximum d'organisations, de comités, de collectifs et de personnalités publiques signent et relaient cette tribune pour :**

- Mettre fin à la criminalisation de la lutte à Bure et des autres mobilisations en France
- Construire une résistance à cet effet
- En finir avec la peur et le silence

**Nous appelons à densifier partout les solidarités et à ne pas nous laisser enfermer dans l'isolement.**

**Nous ne serons pas les prochaines sur la liste !**

**Nous refusons de céder à l'intimidation !**

## « Sortir du nucléaire » et Coordination Stop Cigéo

---

9 novembre 2018

Le 14 novembre 2018, la Cour de Cassation examinera le recours formulé par 5 opposants au projet Cigéo contre leur scandaleux placement sous contrôle judiciaire. Celui-ci fait suite à une mise en examen pour "association de malfaiteurs" en juin 2018.

Nous dénonçons ici un dispositif contraire aux libertés fondamentales, qui vise à paralyser tout un mouvement de lutte, celui d'opposition à un mégalomane projet de l'industrie nucléaire, dont les travaux menacent de commencer à tout moment.

Le 20 juin 2018, une vague de répression inédite en 25 ans s'est abattue sur le mouvement d'opposition au projet Cigéo d'enfouissement de déchets radioactifs à Bure. Ce jour-là, au motif d'une

information judiciaire ouverte en juillet 2017 par le juge d'instruction de Bar-le-Duc Kevin le Fur, pour "association de malfaiteurs", quatorze lieux ont été perquisitionnés, des dizaines d'ordinateurs et téléphones saisis, et neuf personnes ont été brutalement arrêtées. Elles ont subi entre 48 et 60 heures de garde à vue. Début septembre et octobre, deux autres personnes ont été arrêtées dans des conditions tout aussi brutales. La diversité des personnes concernées reflète celle de la lutte contre Cigéo : opposante depuis plus de 20 ans à la poubelle nucléaire, personnes récemment installées à Bure et dans les environs, militants associatifs, et même un des avocats du mouvement. **Au total, parmi elles, 7 personnes ont été mise en examen pour "association de malfaiteurs" et placées sous contrôle judiciaire. Pendant plusieurs années que durera l'enquête d'instruction, elles n'auront plus le droit "d'entrer en relation" entre elles et avec les trois autres personnes mises en cause : plus le droit de se parler, de se**

voir, de se toucher, de se trouver dans la même pièce ou sur le même trottoir. Elles sont interdites de Bure, Mandres, parfois de plusieurs villages ou même de l'ensemble de la Meuse et/ou de la Haute-Marne ; et dans certains cas de sortie du territoire national. **Ce sont donc 10 personnes investies dans cette lutte qui voient leur vie sociale impactée et une partie de leurs amitiés interdites.** Passer des soirées ensemble, participer à un événement, ou même se rendre à l'enterrement d'un ami commun : autant de moments auxquels elles doivent renoncer par peur de se croiser.

**Nos organisations dénoncent une mesure qui, outre ses conséquences délétères sur la vie privée et affective des personnes, constitue une atteinte très grave à la liberté d'association, reconnue comme un droit fondamental dans l'article 20 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.** Une grande partie d'entre elles sont impliquées dans les mêmes structures,

qu'il s'agisse de collectifs, associations de fait, ou d'associations de loi 1901. En suivant cette mesure absurde, il leur faut maintenant s'auto-exclure d'échanges et de groupes de travail qui leur tenaient à coeur pour éviter d'entrer en contact.

**Du fait de ces mesures injustes et perverses, le fonctionnement interne de nos associations et collectifs se voit lourdement entravé.** L'organisation des échanges, tout comme la tenue de réunions, relèvent maintenant du casse-tête. Deux administratrices du Conseil d'Administration du Réseau "Sortir du nucléaire" ne peuvent plus se parler sans prendre le risque de la détention préventive : comment tenir des réunions dans ces conditions ? La même paralysie plane sur les réunions de la Coordination Stop Cigéo, de nombreux autres groupes de travail, juridiques notamment, et de toute forme d'organisation collective dans les assemblées de lutte et les réunions des différentes composantes. En interdisant à ` 10 personnes de se voir, c'est sur l'ensemble du

mouvement que pèse cette chape de plomb, cette menace d'être la prochaine à subir le même sort.

**Nous ne sommes pas dupes : cette répression consternante est directement proportionnelle aux failles du projet.** Cigéo est fragilisé sur le plan technique, sa sûreté ayant été remise en question par l'ASN début 2018, et infaisable sur le plan économique, au vu du manque crucial de provisions. Alors qu'il n'y a jamais eu autant de raisons légitimes de s'y opposer, ces contrôles judiciaires sont utilisés pour tenter de paralyser la lutte, isoler, discréditer les personnes et provoquer un sentiment d'impuissance. Cette stratégie d'asphyxie et de criminalisation s'apparente à une tentative de l'Etat de balayer toute opposition aux travaux actuels de l'Andra sur le terrain, celle-ci souhaitant déposer au plus vite la Demande d'Autorisation de Création mi-2019.

**Lutter contre cette criminalisation c'est directement lutter contre CIGÉO.**



## Paroles de malfaiteurs

---

29 novembre

Depuis septembre 2017, la lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure a connu une vingtaine de perquisitions, près de 50 procès, des dizaines de mois de sursis et de prison ferme, près de 30 interdictions de territoire... L'intensité des mobilisations et de la répression de la lutte ont mis Bure sous le feu des projecteurs.

Ce 14 novembre, en Cour de cassation, 7 personnes demandaient la levée du contrôle judiciaire auquel elles sont soumises depuis leur mise en examen, en juin dernier, pour « association de malfaiteurs ». Interdites d'entrer en contact entre elles et interdites de territoire de plusieurs communes meusiennes et parfois jusqu'au département de Meuse et Haute-Marne tout entier, leurs déplacements et leur

engagement relèvent d'un véritable casse-tête.

Au lendemain de cette audience le journal Libération, ayant eu un accès direct au dossier, dévoilait la débauche de moyens liberticides déployés par le gouvernement pour criminaliser cette lutte. Ecoutes, géolocalisation, balisages, utilisation d'un « Imsi-catcher » [« valise-espionne » qui agit comme une antenne-relais] pour intercepter les données de communication de tous les téléphones portables présents alentour, perquisitions, expertises ADN et interrogatoires, etc. Soit 10 000 pages de dossier, de procédures où les moyens hérités de l'antiterrorisme et la répression du grand banditisme s'appliquent de façon inédite au militantisme politique. Tout ça pour ... pas grand-chose, l'instruction peinant à faire les preuves de ce qu'elle prétend poursuivre.

Nous avons toujours préféré ne pas personnaliser cette lutte collective aux visages multiples. Mais parce que la répression de cette lutte passe par le fichage,

l'individualisation des responsabilités et conduit à l'isolement judiciaire, la criminalisation de toutes celles et ceux qui y prennent part, de quelque manière que ce soit, nous avons décidé de témoigner, de mettre des visages sur ce qu'on nous inflige en tant qu'individus, pour nous atteindre et nous museler en tant que collectifs, associations : en tant que lutte.

Il ne s'agit surtout pas de faire de celles et ceux qui luttent des héros ou des martyrs. Il s'agit d'éclairer cette résistance en rappelant qu'elle n'est pas faite que de mots et de procédures judiciaires, mais de chair et de cœur, de vies humaines, de désirs de construire un monde plus juste et solidaire que celui qui nous est imposé par le lobby nucléaire.

Nous voulons expliquer à chacun pourquoi nous luttons et ce à quoi cette lutte nous expose. Les personnes qui témoignent ont choisi et choisissent encore de s'exposer parce qu'elles pensent que d'autres, qui ne se sentent peut-être pas encore

menacées, risquent de vivre demain ce qu'elles vivent aujourd'hui.

Mais aussi parce que nous pensons tous que ce qui nous a motivés à nous engager dans cette lutte, et la diversité des expériences qu'elle suscite, peuvent inspirer d'autres personnes. Témoigner, c'est une manière de se relier alors qu'il est interdit à ` 10 personnes, amies, de se rencontrer et de communiquer, peut-être pour plusieurs années alors qu'elles ont lutté plusieurs années côte à côte ; c'est agir collectivement alors qu'on veut nous en empêcher ; c'est sortir de l'état de sidération dans lequel les perquisitions, les interrogatoires et la surveillance permanente visent à ` nous plonger ; c'est compléter le récit lacunaire de nos vies dressé par ceux qui nous épient ; c'est aussi, nous l'espérons, le moyen d'entretenir le feu de cette lutte, et de la faire grandir, en y ralliant encore davantage de personnes, et la nourrissant de ces nouvelles énergies.

## Le Monde Libertaire

---

### **Bure : L'association de malfaiteurs, c'est l'État**

*« Il est inacceptable que, dans le contexte d'une lutte, le soutien financier, matériel, humain, alimentaire, l'accueil, le soutien juridique, la communication soient réduits à une association de malfaiteurs »,*  
Coordination Stop Cigéo.

### **Vive la chute du « Bure de Merlin » !**

Le projet Cigéo (centre industriel de stockage géologique) tente d'imposer l'enfouissement dans une poubelle nucléaire de déchets issus des réacteurs nucléaires représentant 99,6 % de la radioactivité : 320 km de galeries à 500 m sous terre, 5 énormes cheminées d'aération chargées d'évacuer l'hydrogène souterrain, 680 hectares d'installations de surface.

C'est dans ce petit coin de Lorraine que se joue l'avenir du nucléaire dont toute la filière dépend d'une solution pour les déchets, les piscines de La Hague arrivant à saturation.

L'État avait donc choisi cette zone rurale, touchant la Meuse et la Haute-Marne, en voie de désertification, afin d'éviter toute résistance locale, arrosant d'euros ces petites communes, en faisant ainsi un **laboratoire du consentement**, ainsi que le reconnaît un rapport officiel de mai 1989 : *« Pour le projet d'enfouissement, la contrainte principale est la capacité de la population à accepter le principe du stockage, beaucoup plus que les avantages techniques relatifs des différents types de sols »*.

Pourtant, depuis plus de 20 ans, une opposition s'est organisée : construction d'une Maison de la Résistance, constitution d'associations telle Bure Zone Libre, regroupées dans la Coordination Stop Cigéo. Diverses personnes sont venues s'installer, suite notamment au « Campement

antiautoritaire et anticapitaliste contre le nucléaire et son monde » d'août 2015, soit dans des villages voisins soit dans le Bois Lejuc, où les cheminées devraient surgir de terre, donc lieu vital pour Cigéo surveillé par des milices privées.

En 2016, durant « l'été d'urgence » où diverses initiatives sont prises, les opposants font tomber le mur construit sans autorisation dans le bois Lejuc et fêtent dans l'allégresse la chute du « Bure de Merlin ».

### **État nucléaire = État totalitaire**

Dès 2017, l'État décide de reprendre l'offensive : *Il n'y aura pas de ZAD à Bure car l'autorité de l'État et les lois y seront respectées* », Bruno Leroux, ministre de l'intérieur.

*Une criminalisation de la lutte est organisée : perquisitions, saisie dans la Maison de la Résistance de tous les outils de communication (téléphones, ordinateurs, photocopieuse...), présence permanente*

*d'une centaine de gendarmes contrôlant et filmant quotidiennement.*

*Après ses policiers, l'État envoie ses juges : en 6 mois, 40 procès pour outrages, refus d'identité, une vingtaine d'interdictions de territoire, une soixantaine de mois de prison avec sursis, des milliers d'euros d'amende.*

*Une information est ouverte avec suspicion d'« agissement en bande organisée », conduisant à une accusation d'« **association de malfaiteurs** ».*

*Après le déploiement de 500 gendarmes, le 22 février 2018, venus imposer l'« État de droit » à une dizaine d'occupants sous les yeux écarquillés des hiboux du Bois Lejuc, la répression s'accroît encore. ; nouvelles perquisitions, notamment au domicile de l'avocat des opposants, où lui est « emprunté » son ordinateur. Après 60 heures de garde à vue, 5 personnes sont mises en examen et 2 autres placées sous statut de témoin assisté, dont l'avocat. Pendant toute la durée de l'instruction, qui*



peut durer des années, ils doivent « s'abstenir d'entrer en relation entre eux » et des interdictions de territoire sont prononcées.

Une action est actuellement engagée devant la Cour de Cassation pour faire annuler ces dispositions qui paralysent le fonctionnement des associations d'opposants.

Nous partageons totalement le contenu d'une Tribune publiée par la Coordination Stop Cigéo, que la Fédération Anarchiste vient de signer :

*« Nous invitons un large front de mobilisation à se constituer en réaction à la criminalisation et l'asphyxie de toutes les formes de contestation politique : que ce soit sur le terrain des luttes syndicales et sociales lors des derniers mouvements sociaux, dans les luttes de territoire à Notre Dame des Landes, sur le Grand Contournement Ouest à Strasbourg, sur celui des luttes migratoires à Calais ou Briançon... »*



# Collectifs contre la poubelle nucléaire

---

## Liste des comités de lutte Bure

---

→ <http://www.stopcigeo-bure.eu/annuaire-comites>

→ Contact : [burepartout@riseup.net](mailto:burepartout@riseup.net)

## Opposants à Bure & Alentour

---

Site « Plus Bure sera leur chute... » :

→ <https://vmc.camp> informations et textes jusqu'au 12 novembre 2018.

→ Ensuite : <https://bureburebure.info>

Contacts :

→ Site : [bureburebure@riseup.net](mailto:bureburebure@riseup.net)

→ [sauvonslaforet@riseup.net](mailto:sauvonslaforet@riseup.net)

→ Contact juridique et anti-répression : [arr@riseup.net](mailto:arr@riseup.net)

## Terres de Bure

---

Parce que les questions foncières et agricoles sont au cœur de la lutte, mais aussi

des projets de vie et d'installation, le collectif a pour objectifs :

→ alerter sur les pratiques de l'Andra au niveau foncier,

→ défendre la réappropriation de la terre par ceux qui la cultivent à travers une dynamique de squat agricole sur des terres mises en réserve par la Safer pour l'Andra : en 2017, les champs squattés près de l'ancienne gare de Luméville sont plantés de blé, de patates et d'oignons,

→ mettre en place sur le long terme les moyens de notre autonomie alimentaire.

## **Coordination collectifs Stop-Cigéo**

---

Site : <http://www.stopcigeo-bure.eu>

Contacts :

→ [stop-cigeo@riseup.net](mailto:stop-cigeo@riseup.net)

→ Inscription newsletter : [bloquonscigeo-subscribe@lists.riseup.net](mailto:bloquonscigeo-subscribe@lists.riseup.net)

**Burestop 55 Collectif Meuse contre  
l'enfouissement des déchets  
radioactifs**

---

→ Site : <http://burestop.free.fr/spip>

→ Mail : [burestop55@riseup.net](mailto:burestop55@riseup.net)

**Association des Habitants Vigilants du  
canton de Gondrecourt-le-Château  
Association des Habitants Vigilants du  
secteur de Void-Vacon**

---

→ Site : <http://les-habitants-vigilants.over-blog.com>

**Fédération Mirabel Lorraine Nature  
Environnement**

---

→ Site : <http://mirabel-lne.asso.fr>

→ Mail : [mirabel-lne@wanadoo.fr](mailto:mirabel-lne@wanadoo.fr)

## Bure Zone Libre (BZL)

### Maison de résistance

---

→ Site : <https://burezonelibre.noblogs.org>

→ Mail : [leherissonvengeur@gmail.com](mailto:leherissonvengeur@gmail.com)

BZL a été fondée le 22 février 2004 avec pour objectif d'acheter et d'animer un lieu de résistance autour du territoire de l'ANDRA. Le 23 novembre 2004 a été acquise une ancienne ferme en ruine au cœur du village de Bure.

En janvier 2005, BZL s'associe au réseau *Sortir du Nucléaire* pour créer une Société civile immobilière (SCI) chargée d'assurer la gestion financière de la maison.

A terme cette maison se devra d'être la plus autonome possible d'une part pour son énergie et plus généralement pour ses ressources et effluents diverses (eau, déchets...).

Aujourd'hui, la maison est habitée toute l'année, ouverte à tous. Une grande salle de réunion/spectacle, un dortoir isolé, une cuisine, des outils informatiques, un

atelier, un jardin, en font un formidable espace militant de rencontres, d'organisation et d'échanges.

La maison de résistance a pour principaux objectifs :

- donner une information critique sur le nucléaire et ses déchets ;
- offrir une base logistique à des actions anti-nucléaires ;
- expérimenter des manières de s'organiser et de vivre ensemble, en autogestion et de façon horizontale.

## **Collectif Haute-Marne contre l'enfouissement des déchets radioactifs (Cedra 52)**

---

→ Site : <http://www.cedra52.fr>

→ Mail : [cedra.collectif@gmail.com](mailto:cedra.collectif@gmail.com)

Une coordination nationale CN-Cedra regroupant une vingtaine d'associations avait été créée quand l'Andra prospectait

divers sites en France. Quand Bure a été choisi, le Cedra 52 a seul continué ses activités.

## **Élus opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs (Eodra)**

---

→ Site : <http://www.stopbure.com>

## **Informations sur la répression juridico-policrière**

---

→ <https://nouvssommestousdesmalfaitours.noblogs.org>



# ANNEXE 1

## Cigéo la méga-poubelle nucléaire

---

Les nucléocrates français ont imaginé de « glisser sous le tapis » les déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue (HA-VL et MA-VL) issus des réacteurs nucléaires et du retraitement des combustibles (La Hague). S'ils ne représentent en volume (80 000 m<sup>3</sup>) que 4 % de l'ensemble des déchets, ils contiennent 99,96 % de la radioactivité.

Depuis janvier 2007, le sous-sol abrite un « laboratoire » géré par l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), réseau de 1,5 km de galeries censé préfigurer **Cigéo** (Centre industriel de stockage géologique). Les premiers « colis » de déchets arriveraient au début des années 2030 et le site serait scellé définitivement 100 ans plus tard.

Cela nécessiterait la réalisation à 500 m sous terre de 320 km de galeries souterraines. Les installations de surface couvriraient 680 hectares : conditionnement des déchets, stockage temporaire...

La période de construction et de remplissage impliquerait le passage d'un camion-benne toutes les 80 minutes pendant un siècle, et de 2 trains de déchets radioactifs par semaine pendant 130 ans.

Après conditionnement et stockage provisoire en surface, les colis seraient amenés sous terre par l'intermédiaire des 2 « **descenderies** » (une pour les colis, une pour le service) de Saudron, tunnel en pente à 12 % sur 5 km.

La « **zone puits** », permettant l'acheminement des hommes et du matériel, devrait être construite dans le **Bois-Lejuc** (zone C). Les 5 puits verticaux de 500 m de profondeur serviraient en même temps de **cheminées d'aération** permettant d'**évacuer l'hydrogène souterrain** produit par radiolyse (l'eau irradiée se

décompose en hydrogène et oxygène) des colis, qui doivent être soumis à une ventilation permanente.

Est prévue l'arrivée d'environ 370 000 « colis ». Cette estimation, qui double la quantité de déchets actuels, est fondée sur une prolongation de 10 ans de la durée de vie des centrales nucléaires françaises et prend en compte l'EPR de Flamanville ainsi que le projet de réacteur à fusion ITER à Cadarache.

Le coût augmente sans cesse, 35 milliards d'euros selon certaines estimations, alors qu'EDF en a provisionné seulement 5 milliards sous forme d'actions (dont le cours n'arrête pas de descendre).

En 2014, l'Andra a inventé une « phase-pilote », qui coûterait 5,7 milliards et pendant laquelle l'enfouissement serait théoriquement « réversible ».

### **Processus décisionnel de Cigéo**

Après la loi Bataille de 1991, le site Meuse-Haute-Marne a été choisi dès 1998

pour l'implantation d'un « laboratoire » souterrain.

La loi de 2006, complétée par la loi de « réversibilité » de 2016 donne un calendrier indicatif.

Le dépôt de la demande d'autorisation de construction (DAC) a été reporté de 2016 à 2018 puis à 2019, ramenant la décision à 2022, ce qui n'empêche pas l'Andra de lancer les travaux, protégés par une milice privée et des policiers omniprésents.

Ce report de la DAC est lié à l'intervention de l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire), soulignant les risques d'incendie de boues radioactives conditionnées dans du bitume, très inflammable (18 % des déchets).

Si le décret est signé en 2022, une « phase pilote » démarrerait en 2025 avec des colis factices.

Entre 2030 et 2035 arriveraient les premiers déchets radioactifs, après un nécessaire feu vert du Parlement.

Entre 2130 et 2140 le centre de stockage serait scellé.

## **Énormes risques**

Tout en admettant qu'« *une explosion pourrait entraîner une perte de confinement du site et une dispersion de radionucléides* », l'Andra affirme que la sûreté du stockage repose sur le concept de « multi-barrières » :

→ Les « colis », dans lesquels sont conditionnés les déchets, reposant dans des alvéoles de 1 à 9 m de diamètre et jusqu'à 500 mètres de long

→ Les galeries (verre/béton/ferraille)

→ La barrière géologique du site (argile)

Sur une telle durée, les 2 premières se dégraderont et disparaîtront. La dernière sera soumise aux fracturations, failles souterraines, infiltrations d'eau, aux aléas sismiques.

La conception initiale du projet a généré plusieurs faiblesses structurelles menaçant gravement la sécurité du stockage :

→ Les alvéoles concentrent des quantités considérables de combustibles (bitume, hydrogène), une ventilation très forte et des étincelles (batteries de forte puissance pour entretenir la ventilation), en présence de matières radioactives et dans un milieu souterrain générant un effet « four » en cas d'**incendie**, inévitable dans ces conditions. Dans ce cas, la vague de chaleur pourrait se propager en quelques heures.

→ Pendant la période de « réversibilité » (130 ans), le stockage restera ouvert sur l'extérieur, générant des **contaminations en surface** (gaz et particules radioactifs). Les ouvertures fragilisent les structures souterraines : éboulements, usures des structures, infiltrations...

→ Les colis sont sans protection radiologique, rendant les **alvéoles** qui les contiennent **irradiantes** et impliquant la

grande difficulté, voire l'impossibilité, d'aller rechercher un colis défectueux.

→ À long terme, le risque d'infiltration d'eau dans les couches géologiques est le risque « technique » le plus important.

Une fois rempli, le stockage sera définitivement bouclé pour devenir un « coffre-fort géologique ». L'Andra nie tout risque sismique. André Mourot, géophysicien en retraite, a reproché à l'Andra d'avoir sciemment dissimulé le double-faillance géologique d'Echenay : alors qu'elle affirmait dans un document de février 1995 que le secteur visé constitue un domaine structural non faillé, il fournit un plan de la Compagnie Générale de Géophysique mettant en évidence un réseau de failles concernant les argiles visées par le stockage souterrain ! Elles affectent toute l'épaisseur des argiles car certaines se manifestent jusqu'à la surface : l'Andra mentait donc dès février 1995 ! Suite aux protestations, l'Andra est amenée à publier une carte rectificative faisant figurer la double faille d'Échenay, absente dans son rapport de février, mais la

fait disparaître à nouveau dans la carte de début 1996 !

Pendant la phase de construction (excavation de sept millions de mètres cubes de terre) le percement des galeries et des alvéoles entraîne l'apparition de fissures et micro-fissures, déjà constatées en juin 2007 par la Commission nationale d'évaluation (CNE) :

*« Des phénomènes inattendus (formations de fractures en chevron lors de l'avancement des galeries) ou plus amples que prévus (déformations différées) ont été observés. »*

Bertrand Thuillier habitant de la région, docteur ès sciences et ingénieur indépendant, a lu le dossier technique déposé par l'Andra en 2005 et affirme qu'« *il y a matière à s'inquiéter* » : « *Certains résultats des expérimentations ne seront pas connus avant l'arrivée du premier colis ! L'Andra entend passer directement du laboratoire au centre industriel, sans passer par une phase intermédiaire : les*



*changements d'échelle réservent toujours leur lot de surprises ».*

Le stockage souterrain tente de confiner, retarder, limiter le retour des radionucléides dans le monde du vivant : il ne résout rien !

**« Cigéo, c'est tout sauf un cimetière. On va enterrer une matière vivante durant des milliers d'années ».**

L'argilite (mélange d'argile et de quartz) de Bure est friable, ce qui a déjà eu pour conséquence un éboulement dans une galerie le 26 janvier 2016. Comment imaginer que les soutènements résisteront sur une telle durée aux pressions du milieu !

La thèse de la « réversibilité » a été inventée (loi du 26 juin 2006) pour faciliter l'« acceptabilité sociale », mais aucun scientifique indépendant n'y croit. Elle est définie ainsi : *« capacité pour les générations successives soit de poursuivre la*

*construction puis l'exploitation des tranches successives d'un stockage, soit de réévaluer les choix définis antérieurement et de faire évoluer les solutions de gestion ».*

En réalité, la réversibilité ne concerne que la phase de chantier de plus de 100 ans. Elle pourrait notamment s'appliquer en cas de nécessité de récupération de colis défectueux. Mais elle ne peut s'appliquer en cas d'incendie au fond d'une galerie : tous les retours d'expérience d'accidents souterrains à ce jour démontrent que toute récupération est impossible !

La situation d'irréversibilité a existé dès le choix de l'enfouissement en couche d'argile puisqu'il serait impossible de « revenir en arrière » une fois la fermeture de l'installation, donc du stockage définitif et de l'« oubli » du site. La thèse de l'Andra est qu'on dispensera ainsi les générations futures de se soucier des déchets radioactifs, censés rester bien sages sous terre pendant plus de 100 000 ans ! Le mieux serait donc de ne rien leur signaler ; mais une autre

thèse affirme qu'au contraire, il est nécessaire de transmettre, sur une longue période, la présence de ce lieu souterrain de risque majeur... face auquel on ne peut rien faire !

En février 2014, après 15 ans de mise en service (1/10 000 ème de sa durée espérée), un grave incident s'est produit à 600 mètres sous terre dans le site d'enfouissement dans des dômes de sel de déchets nucléaires militaires américain de **WIPP** dans le Nouveau-Mexique. Un défaut de conditionnement d'un « colis » a produit une réaction chimique imprévue conduisant à un emballement thermique, une explosion et un incendie, ainsi que des rejets radioactifs (américium, plutonium). Il a fallu 10 heures pour mettre en place les mesures de sécurité et d'évacuation, sept semaines pour accéder au colis endommagé, plus d'un an pour comprendre ce qui s'est passé. Les modélisations et études de risques initiales avaient conclu à 14 accidents potentiels tous les 200 000 ans...

Cigéo n'aurait pas résisté à un seul des faits observés à cette occasion.

Depuis la fin des années 1960, des fûts faiblement ou moyennement radioactifs ont été entreposés à plus de 500 mètres de profondeur dans une mine de sel à **Asse** en Allemagne. Depuis 1988 12 000 litres d'eau pénètrent chaque jour et, en 2008, une contamination au césium 137 est révélée, entraînant la fermeture du site. Rappelons que le député Christian Bataille, à l'origine de la loi sur l'enfouissement des déchets radioactifs de 1991 déclarait à l'Assemblée nationale en décembre 1990 : « *Les visiteurs de la mine de Asse ne manquent pas d'être impressionnés par ce site et en particulier par la totale absence d'humidité dans les galeries et par le parfait état de conservation des fûts de déchets à faible activité' entreposés depuis 1967* ».

Entre 1999 et 2002 44 000 tonnes de déchets ultimes (arsenic, amiante, mercure, chrome, cyanure...) ont été stockés en

Alsace dans une ancienne **mine de potasse**. En septembre 2002 s'est déclaré un incendie qui a duré plus de 2 mois : menace de pollution de la plus grande nappe phréatique d'Europe, atteinte à la santé, déstockage très coûteux... Comme à Bure étaient vantés la sûreté pendant des milliers d'années, une manne financière conséquente, des emplois en nombre !

En cas d'incendie en milieu souterrain les températures dépassent parfois les 1 000 ° C ; or le béton présente un risque de fissuration et l'argile est fragilisée dès 80°C !

Le nature des déchets comporte des risques importants :

→ 74 100 colis sont enrobés de **bitume pur auto-inflammable**. Un incendie à 500 m sous terre serait ingérable en présence de milliers de colis radioactifs et d'une ventilation qui l'attiserait.

→ 11 250 d'entre eux renferment des boues séchées issues du traitement chimique d'effluents liquides radioactifs et dégageront

par radiolyse de l'**hydrogène**, qu'il est nécessaire de **ventiler** en permanence et d'évacuer à l'extérieur par d'énormes puits de ventilation. En cas d'une **panne de ventilation**, dès que la concentration de ce gaz dépasse 4 % une explosion peut survenir.

→ L'impact sanitaire des rejets à la surface par les cheminées de ventilation est nié par l'Andra, qui garantit « *aucun impact radiologique pendant 100 000 ans* », alors que des **gaz radioactifs** tels le tritium, le krypton 85, le carbone 14, le Chlore 36 peuvent être relâchés par les colis comme l'hydrogène.

→ Le risque de réactions en chaîne non contrôlées (**criticité**) est sérieux d'après Bertrand Thuillier :

« *Certains colis contiennent de l'ordre de 20 kg de matière fissile résiduelle, dont 12 kg de plutonium 239 et 510 g de ce dernier sont suffisants pour déclencher une réaction en chaîne...* »

D'autre part, le plutonium présente un risque de criticité en présence d'eau et l'entreposage des colis en surface, pendant leur transfert et leur stockage en profondeur doivent être effectués à sec :

*« Des puits et une double descenderie de 5 kilomètres de long traverseront des couches aquifères. Même si elle est pompée, une quantité non-négligeable d'eau resterait prisonnière de l'argile ».*

D'une façon plus générale, si cette « solution » d'enfouissement est adoptée par la France, « championne du nucléaire », elle risque d'être adoptée par de nombreux États et entreprises pour faire « disparaître » non seulement les déchets radioactifs mais aussi toutes sortes de déchets toxiques. On se retrouverait, pour une durée illimitée à l'échelle humaine avec une croûte terrestre parsemée de trous rebouchés, imposée aux générations futures avec tous les risques géologiques, sismiques et de pollution des eaux souterraines. Les

responsables de ce choix politique et éthique ne seraient plus là pour assumer leur choix !



## Des scientifiques s'expriment

---

### **Hans Zumkeller, Chef de service au CEA 12 février 2014**

*Je me présente. Je travaille depuis longtemps au CEA dans le secteur de la thermique. (...) J'ai un poste de chef de service. (...) Immédiatement, tout le monde comprendra que je ne saurais m'exprimer en dehors de la protection par un pseudonyme. La réaction serait immédiate. Ceci étant, nombre de collègues ont un point de vue identique au mien, ou très voisin, et gardent le silence.*

*Le stockage souterrain, sur le long terme, est toujours dangereux, parce que peu accessible et donc très difficile à contrôler. Un mouvement de terrain, le développement de fissures, l'extension d'un réseau phréatique peut entraîner une pollution irréversible, extrêmement dommageable pour la santé de personnes, sur des superficies considérables.*

*L'entreposage souterrain de déchets nucléaires entre sans équivoque dans la catégorie de la gestion de déchets très actifs. On sait par exemple que les déchets constitués par de la matière plastique se décomposent en produisant de l'hydrogène. Ces molécules, les plus petites qui soient, passent au travers de n'importe quoi. Ce n'est qu'une question de temps.*

*Le danger majeur de l'entreposage souterrain de déchets très actifs envisagé à Bure (Cigéo), est le confinement très important qui y est envisagé. (...) N'importe quel ingénieur thermicien le confirmerait immédiatement. Le moindre dégagement de chaleur, même s'il ne s'agit pas d'une explosion brutale, transformerait un logement, nécessairement exigü, en four. Le stockage en milieu confiné, qui ne permet pas d'évacuer cette chaleur, en l'absence de moyens mis en œuvre avec dépense d'énergie (ventilation) que par conduction est par essence dangereux. Surtout quand le dégagement thermique peut s'avérer brutal, lors d'explosions, pouvant engendrer*

*des fissurations, la destruction d'un système de ventilation, l'endommagement d'un puits, de galeries d'accès.*

*Revenant à la question du stockage des déchets nucléaires, on sait que la longévité des classiques bidons métalliques est de brève durée, vis à vis des temps à prendre en compte, au bout desquels leurs contenus peuvent être considérés comme inoffensifs. A terme, ils se corroderont. Et c'est encore pire quand ils sont au contact de l'eau (immersions dans la Manche, stockage dans la mine de sel allemande d'Asse, victime d'une infiltration issue de sa fissuration sous l'effet de contraintes mécaniques, liées au creusement des galeries). Ne parlons pas du bitume, qui s'enflamme à 300° et se ramollit au dessus de 60°. Le béton constitue lui aussi une protection illusoire. Ce composé n'est pas stable.*

*Ces considérations rapides font que la conclusion s'impose, vis à vis d'un projet comme Cigéo. Le seul système de stockage tout à la fois actuellement praticable et politiquement responsable est un stockage en*

*surface, qui permet une évacuation illimitée de calories, à un rythme élevé et continu, par convection, sans risque de surchauffe accidentelle, avec accessibilité garantie.*

*L'idée d'entreposer dans des galeries des déchets dont la durée de vie se chiffrait en milliers de générations humaines ajoute le risque d'une contamination de la croûte terrestre, sur des étendues que personne aujourd'hui ne saurait suspecter, du fait des incontrôlables circulations phréatiques... si ce système venait à se développer, comme on peut le craindre s'il est donné suite au projet Cigéo, pour de simples et évidentes raisons de profits et pour enlever des pieds des nucléocrates cette épine appelée "déchets" ».*

**Benjamin Dessus, ingénieur, Bernard Laponche, docteur ès sciences, Bertrand Thuillier, docteur ès sciences, *Le Monde* 7 août 2017**

*« Le projet Cigéo recèle maintenant des erreurs structurelles de conception qui avaient pourtant été anticipées. Les dossiers Argile produits en 2005 et en 2009 par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) apportaient déjà la preuve de l'immense fragilité de l'option du stockage géologique profond. Nous avons dénoncé, dès 2012, la présence d'hydrogène du fait du choix d'une matrice argileuse, la non-prise en compte des combustibles usés, les incertitudes sur les scellements, la nécessité d'une ventilation continue, la vulnérabilité du site en cas de contamination des galeries et des puits, l'impossible récupération de colis en cas d'accident et/ou d'incendie... **Tout ce que nous avons annoncé est maintenant vérifié officiellement** ».*

**Leny Patinaux, historien des sciences,  
thèse soutenue à l'EHESS**

---

*11 décembre 2017*

*« Aucun modèle scientifique ne pouvant simuler l'évolution du site sur des centaines de millénaires, à partir des années 2000, l'impossibilité d'apporter une preuve de la sûreté d'un stockage est reconnue par l'Andra.*

*La démonstration de sûreté de Cigéo ne s'apprécie pas en fonction de sa justesse mais en fonction de sa capacité à convaincre ses évaluateurs, la Commission nationale d'évaluation (CNE) des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Il s'agit pour l'Andra de produire non pas une preuve de type mathématique, mais un faisceau d'arguments, voire de construire un scénario comme on raconte une histoire.*

*Dans les revues finales des modèles et des données, l'Andra indique qu'il y a un travail de toilettage à faire parce que les responsables de la revue anticipent la possibilité d'une controverse publique.*

*Lorsque l'Agence doit produire une analyse de sûreté globale ; l'arrangement des savoirs produits en un ensemble cohérent montre néanmoins un certain bricolage »*

Leny Patinaux, pour rédiger sa thèse : « *Enfouir des déchets nucléaires dans un monde conflictuel, une histoire de la démonstration de sûreté des projets de stockage géologique en France* », a été salarié de l'Andra pendant 3 ans, a pu accéder aux archives et assister à plusieurs réunions techniques.

## ANNEXE 2

# Filière nucléaire et déchets radioactifs

---

Plus de 60 ans de programmes nucléaires ont produit des éléments radioactifs qui sont un héritage de très haute toxicité pour des milliers de générations. Aucune solution n'a été trouvée pour la gestion à cette échelle de temps de ces énormes volumes de déchets nucléaires. Le choix de l'industrie nucléaire, soutenue par les États, du **stockage géologique** pose des questions sans réponse :

→ Est-il possible d'assurer l'intégrité géologique, l'étanchéité des puits de stockage et du site sur des centaines de milliers d'années ?

→ Comment assurer la maintenance de galeries souterraines qui pourraient s'effondrer ?



→ Comment les déchets et les conteneurs vont-ils évoluer au fil des siècles ?

La première mesure d'urgence consiste à arrêter les réacteurs afin de ne pas augmenter l'ampleur du problème.

Pour l'existant, l'entreposage à sec est la moins pire des solutions.

### **Chaîne du combustible nucléaire pour alimenter les réacteurs**

Différentes phases se succèdent : extraction de l'uranium naturel, traitements, enrichissement, fabrication du combustible, chargement dans le réacteur :

L'**extraction** de l'uranium naturel produit des terrils de déchets contenant de l'uranium appauvri, menaçant les populations locales (gaz radon, boues contenant des matériaux radioactifs et toxiques). La France utilise 7 800 tonnes d'uranium naturel par an extraites de 10 fois plus de tonnage de terres uranifères, d'abord situées

dans le Limousin, puis au Niger, au Canada et au Kazakhstan.

Ainsi, à Arlit et Akokan (Niger) des montagnes de déchets reposent à l'air libre, des nuages de poussière transportent du gaz radioactif, la nappe phréatique est gravement polluée. Dans certaines zones, les niveaux de radioactivité dans et autour des villes minières, sont 1 000 fois supérieurs aux normes internationales : « *Pour pouvoir exploiter une mine au Texas, il faut deux étagères remplies d'autorisations. Au Niger, vous donnez une pelle et 2 dollars par jour à un type et vous exploitez de l'uranium* » (Sunday Times). Après épuisement des gisements, les sites sont souvent abandonnés, sans aucune sécurisation.

Pour extraire l'uranium du minerai à l'aide d'un solvant (**lixiviation**) tel l'acide sulfurique, une usine chimique de **traitement** est généralement située près des mines, pour limiter le transport.

Il faut ensuite séparer l'uranium des autres composants dans la solution de

lixiviation (arsenic, molybdène, sélénium...) dans une usine de **concentration**. Les **résidus** sont évacués sous forme de boues dans des bassins spéciaux ou des terrils et ensuite abandonnés, risquant de se disperser dans l'environnement, notamment par les pluies et inondations. 21 défaillances de bassins de retenue ont été documentées dans le monde. De ces amas se dégage aussi du gaz radon, qui se répand avec le vent et augmente les risques de cancer du poumon.

Pour obtenir du combustible nucléaire, il faut ensuite transformer l'uranium en hexafluorure d'uranium (**UF6**) dans une usine de **conversion**, qui génère encore plus de déchets, stockés dans des complexes à proximité de l'usine. La plus grande usine de conversion, celle de Malvési, à Narbonne, traite le quart de l'uranium mondial. Elle est classée « Séveso seuil haut » du fait du risque chimique (ammoniac, acide fluorhydrique). Dans 12 bassins et lagunes sont décantées les boues issues du traitement de l'uranium. Les

cheminées rejettent des poussières radioactives. En 2004, la rupture d'une digue de 2 bassins a entraîné le déversement de 30 000 m<sup>3</sup> de boues contaminées contenant du plutonium et des descendants de l'uranium. En 2006, plusieurs bassins ont débordé.

Les opérations d'**enrichissement** (diffusion gazeuse ou centrifugation) génèrent de l'**uranium enrichi**, mais aussi 7 fois plus d'**uranium appauvri**, dont les stocks s'accumulent (1,7 million de tonnes dans le monde, 60 000 tonnes supplémentaires par an). La dernière opération consiste à convertir l'UF<sub>6</sub> enrichi en dioxyde d'uranium (UO<sub>2</sub>), utilisé dans les barres de combustible nucléaire.

Les barres de combustible sont ensuite chargées dans le réacteur nucléaire. Tous les 12 à 18 mois les barres de **combustible usé**, hautement radioactif, sont retirées.

Chaque année 12 000 tonnes s'ajoutent au stock existant dans 14 pays, en majorité

dans les piscines de refroidissement sur les sites des réacteurs. Ces piscines de stockage sont vulnérables à une secousse sismique ou à une attaque, entraînant une perte de l'eau de refroidissement suivie d'un incendie de combustible et une contamination à plusieurs centaines de kilomètres.

### **Combustibles utilisés**

La France est le pays le plus nucléarisé au monde (nombre de réacteurs par habitant) avec ses 58 réacteurs qui consomment annuellement 1 200 tonnes de combustible :

**UOx** (oxyde d'uranium) pour 36 réacteurs,

**MOx** (120 tonnes d'un mélange d'**uranium appauvri** et de **plutonium recyclé**) pour 22 réacteurs. Le MOx est encore plus dangereux que l'uranium, à cause de la présence de plutonium (10,8 tonnes).

L'**uranium naturel** extrait d'une mine contient de l'isotope  $^{238}\text{U}$  et seulement 0,71 % d'isotope  $^{235}\text{U}$

L'**uranium enrichi** par centrifugation dans l'usine de **Tricastin** (Drôme) permet de porter cette proportion à :

→ 3 à 4 % pour un réacteur utilisant l'UOx comme combustible

→ 90 % pour l'arme atomique

Le sous-produit est de l'**uranium appauvri** (0,2 à 0,3 % d' $^{235}\text{U}$ ), utilisé pour fabriquer du MOx.

## **Le choix du retraitement**

Technologie mise au point dès l'origine des programmes américain et russe pour fournir du **plutonium** afin de fabriquer des **armes nucléaires**, le **retraitement** a été le choix de seulement trois pays, la Russie, la Grande-Bretagne et la France. Ce retraitement génère de nombreux déchets et rejette dans l'environnement des quantités importantes de radioactivité.

En France, le retraitement représente environ 80 % de la dose de radioactivité reçue par le public du fait de l'industrie nucléaire. C'est un désastre environnemental et financier.

Les nucléocrates utilisent le terme de « recyclage », espérant ainsi faire croire à la population mal informée que la filière nucléaire française réutilise ses déchets. En réalité, le « Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire » rappelle dans un document de 2018 que **moins de 1 % des déchets des centrales est « recyclé »** (10,8 tonnes de plutonium recyclés pour 1 200 tonnes de matières chargées). Les 99 % restant sont des déchets radioactifs bruts, stockés en piscines ou entreposage à sec en attendant un stockage « définitif ».

Après 3 à 5 ans d'entreposage en piscine à La Hague (1 200 tonnes d'UOx usé déchargées par an, dont 1050 tonnes traitées), le retraitement fournit 3 produits :

→ **Plutonium** 1 % : utilisé pour l'arme nucléaire et pour fabriquer du combustible **MOx** par mélange avec de l'uranium appauvri à Marcoule (Gard).

→ **URT** (uranium de recyclage issu du traitement), 95 % : jusqu'en 2013, l'URT a été enrichi pour devenir de l'uranium de recyclage réenrichi (**URE**), utilisable pour les réacteurs, dont il reste 310 tonnes en piscine à La Hague.

→ **Actinides mineurs** 4 % : stockés dans des colis vitrifiés pour être **enfouis à Bure**.

Ainsi le retraitement complique encore plus la crise des déchets en obligeant à gérer **5 types de déchets radioactifs**, alors que les pays qui ne l'utilisent pas ont déjà d'énormes difficultés à gérer le seul combustible **UOx** utilisé :

→ **UOx utilisé non traité** : 150 tonnes s'entassent chaque année dans les **piscines** de La Hague.



→ **Plutonium** : la partie non utilisée (MOx, armement nucléaire) atteint 59 tonnes fin 2016.

→ **URT** : s'accumule dans des **fûts** entreposés sur le site nucléaire du **Tricastin** (stock de 34 000 tonnes prévu pour 2020).

→ **MOx usé**: le combustible usé des 22 réacteurs fonctionnant au Mox n'est pas retraité.

Hautement radioactif et très dangereux, il doit être refroidi dans d'immenses piscines de refroidissement avant d'être convoyé par route et rail (1 400 tonnes dans les piscines de La Hague).

→ **Actinides mineurs** : **Américium, Neptunium, curium**. On ne peut s'en débarrasser en les réutilisant dans les réacteurs, contrairement à l'uranium et au plutonium.

Ce sont des déchets de Haute activité radioactive (HA), dont certains ont de très grandes périodes (ou demi-vie : activité réduite de moitié), tels l'isotope 243 de l'Américium :

**243Am (période 7 380 années) ou l'isotope 237 du neptunium : 237Np (période supérieure à 2 millions d'années). Il faut « attendre » 10 périodes pour que l'activité radioactive soit divisée par 1000 !**

**Pourtant le gouvernement a annoncé en janvier 2019 son intention de faire perdurer la filière du retraitement jusqu'aux années 2040 ! Alors que les 22 réacteurs utilisant le MOx comme combustible sont les plus anciens et vont devoir fermer les uns après les autres !**

**Fin 2017, ont été comptabilisés près d'un million de mètres cubes de déchets radioactifs issus de l'industrie électronucléaire, équivalent de 380 piscines olympiques !**

**Mais le pouvoir a tout prévu : un PNGMDR va régler tout ça : il s'agit du « Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs »**

**couvrant les années 2019-2021. Un « débat public » démarre en avril 2019 et la Commission nationale du débat public se dit « particulièrement attachée à l'échange éclairé entre concitoyens » : si c'est EDF qui amène la lumière, on peut s'inquiéter sur l'objectivité des données fournies... Pour éviter les dérapages, il est annoncé que le débat ne portera pas sur les installations en projet (Cigéo, piscine centralisée...), mais uniquement sur les besoins d'entreposage. Plusieurs associations, dont celles des opposants à Cigéo, n'y participeront pas et préfèrent organiser un cycle de conférences sur les déchets nucléaires dans le Grand Est. Elles ont encore en mémoire du « débat public » de mai 2013 sur Cigéo qu'elles avaient boycotté et perturbé : « le débat ne servira à rien, les conclusions étant connues d'avance ».**

## **EDF asphyxiée par les déchets nucléaires**

L'accumulation de MOx usé, qui a une grande radioactivité et dégage une chaleur très vive, accélère le phénomène de saturation des 4 piscines de La Hague : sur leur capacité opérationnelle de 12 500 tonnes, il reste de la place pour environ 4 ans !

Cette impasse condamne le choix du retraitement et risque de bloquer rapidement toute la filière nucléaire. Mais les nucléocrates argumentent sur des découvertes futures permettant une utilisation ultérieure des combustibles usés. En effet, la loi du 28 juin 2006 fait la distinction entre matière radioactive **et** déchet radioactif : **« une matière radioactive est une substance radioactive pour laquelle une utilisation ultérieure est prévue ou envisagée »**. **« Rétrograder » une matière radioactive en déchet, en lui retirant son caractère valorisable un jour futur, obligerait EDF à mettre ces combustibles usés dans Cigéo et**

***d'en augmenter le coût, déjà vertigineux.***

Quelques exemples des « solutions » à venir :

→ Projet, entouré d'une grande omerta, de construction d'une immense piscine centralisatrice, de capacité de 6 000 à 8 000 tonnes, à Belleville-sur-Loire dans le Cher.

→ L'uranium appauvri ainsi que l'uranium issu du retraitement (URT) seraient de nouveau ré-enrichis (URE) par un procédé qui « pourrait » être rentable en 2020 : les 4 réacteurs de la centrale de Cruas-Meysses en Ardèche avaient été gorgés d'URE, multipliant incidents et arrêts d'urgence, d'où l'arrêt de ce procédé non rentable en 2013.

→ Pour le MOx usé, tous les espoirs sont mis dans leur utilisation comme combustible dans de futurs réacteurs à neutrons rapides (RNR), dont la filière s'est achevée par l'énorme fiasco de *Superphénix* en 1996 ! Tous les espoirs sont mis dans le projet de démonstration *Astrid* qui a déjà

englouti des millions d'euros et dont la poursuite va se décider en 2019.

### **Astrid ne fera pas renaître Phénix de ses cendres**

En 1974, le Premier ministre Pierre Messmer lance l'énorme accélération du programme nucléaire, avec pour objectif « *l'indépendance énergétique de la France* ». Un des piliers de ce programme est constitué par les **RNR** (Réacteurs à neutrons rapides), utilisant comme fluide caloporteur du sodium et comme combustibles de l'uranium et du plutonium issus du retraitement à l'usine de La Hague, entrée en service en 1966.

Il y avait un intérêt militaire car le RNR est un **surgénérateur**, censé produire plus de plutonium (nécessaire pour la bombe) qu'il n'en consomme.

Dès cette époque, toute contestation antinucléaire a été considérée comme une atteinte à la sécurité de l'État et gérée comme un problème militaire.

La filière RNR démarre avec *Rapsodie*, réacteur expérimental mis en service en 1969 à Cadarache (Bouches-du-Rhône), puis se déploie avec *Phénix* à Marcoule (Gard) en 1973 et enfin *Superphénix* en 1984 à Creys-Malville (Isère), avec un avenir paradisiaque : « Après la crise du pétrole de 1973, le CEA prévoyait que, en l'an 2000, 540 surgénérateurs de type **Superphénix** seraient en activité dans le monde, dont vingt en France ». Le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing déclarait avec enthousiasme : « Avec ce type de réacteur et ses réserves en uranium, la France disposera d'autant d'énergie que l'Arabie saoudite avec tout son pétrole ».

Ce fut une immense débâcle technologique et financière, émaillée d'accidents graves : fuite de 20 tonnes de sodium liquide (2 ans d'arrêt), nouvelle fuite de sodium sur un circuit primaire (3 ans et demi d'arrêt), écroulement du toit de la salle des turbines à cause de la neige (heureusement le réacteur était à l'arrêt), fuite d'argon à l'intérieur de la cuve du réacteur (7 mois de

remise en état). Arrêté en décembre 1996, le réacteur ne redémarrera pas. Il aura fonctionné 53 mois en tout. Il aura rapporté 2 milliards pour un coût de 67 milliards.

5 500 tonnes de sodium liquide et 14 tonnes de plutonium irradié sont encore stockées sur le site, gardé en permanence par des gendarmes. Son démantèlement se poursuit jusqu'en 2027.

Il fut alors question d'arrêter le retraitement, le MOx risquant de s'accumuler, mais il fut cependant décidé de le continuer pour « *préserver l'image de l'industrie nucléaire dans le monde* » ! Aujourd'hui, espérant utiliser les énormes stocks d'uranium et de plutonium actuellement accumulés dans les combustibles usés, en 2006 le CEA a lancé la construction à Marcoule d'**Astrid**, nouveau prototype de RNR, soi-disant de IVème génération. Mais ce nouveau réacteur est déjà remis en cause : mise en service prévue pour 2020 repoussée à 2039, coût estimé à plusieurs milliards d'euros, alors qu'il n'est doté que de 650 millions d'euros, puissance de 600 Mwe



ramenée en janvier dernier à 100 ou 200 Mwe. En juillet 2006, l'Autorité environnementale notait à son sujet : *« sont passés sous silence des enjeux préalables majeurs que sont la sûreté de ces installations et leur viabilité économique — compte tenu des retours d'expérience de Phénix et Superphénix, notamment — et, pour ce qui concerne très directement le plan, le volume et la nocivité des déchets qu'elles sont susceptibles de produire ».*

Rappelons que le plutonium, présent dans le MOx, est d'une extrême toxicité et que le sodium liquide, utilisé comme caloporteur, s'enflamme au contact de l'air, désagrège le béton et engendre une explosion au contact de l'eau. C'est ce qui s'est produit lors de l'incendie qui est survenu dans le réacteur de Monju (Japon) en décembre 1995.

Ce n'est pas un hasard si « centrale nucléaire » a pour anagramme « la ruine et le cancer » ...

## **Une filière de retraitement moribonde**

Deux autres éléments condamnent à court terme la spécificité française du retraitement.

La loi de transition énergétique (LTE) d'août 2015 prévoit de ramener la part de l'atome dans la production d'électricité de 75 % à 50 % d'ici 2025. En juillet 2018, Nicolas Hulot fraîchement ministre, tout fier d'être la « caution écologiste » de Jupiter déclarait : « *pour tenir cet objectif, on va fermer peut-être jusqu'à dix-sept réacteurs* », puis annonçait piteusement en novembre à la sortie du Conseil des ministres que ce calendrier ne serait pas respecté.

D'autre part de nombreux réacteurs vont atteindre l'âge de 40 ans (ils étaient annoncés au départ pour durer 30 ans) et, à cette échéance, il faut une autorisation de l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) pour en continuer l'activité. Dans les 5 ans qui viennent 34 réacteurs sont concernés, dont 16 réacteurs « moxés ».

Ces deux facteurs font que risque d'advenir rapidement un surcroît important de plutonium.

Le fait que la future piscine sera construite dans le Cher et non pas à La Hague, semble signifier que le coût et l'asphyxie du retraitement deviennent tels que la filière de retraitement va être abandonnée et les matières radioactives « rétrogradées » en déchets destinés à être enfouis.

C'est là que Cigéo prend toute son importance.

### **Des piscines extrêmement dangereuses.**

Une autre spécificité française est le stockage des déchets radioactifs en « piscines » (La Hague et plus tard Belleville-sur-Loire), alors que la plupart des pays ont choisi l'entreposage à sec : *« Si l'on veut tirer le retour d'expérience de Fukushima pour la sûreté et du 11 septembre 2001 pour la sécurité, il est irresponsable de poursuivre sur la voie de l'entreposage de*

*long terme en piscine* », Yves Marignac, consultant sur le nucléaire et l'énergie.

Les risques sont multiples :

→ La coque en béton des 4 piscines de La Hague n'est pas complètement enterrée et, en cas de brèche dans une paroi latérale, sur les 4,5 mètres d'immersion normale il pourrait ne rester que 2 mètres d'eau, insuffisants pour protéger des radiations et refroidir les combustibles.

→ Pour obtenir une ventilation nécessaire à évacuer l'échauffement de l'air au-dessus de la piscine, le toit est un simple toit de hangar : après les attentats du 11 septembre 2001, l'inquiétude était telle que des lance-missiles avaient été positionnés autour de La Hague. Rapidement levé, ce dispositif est remplacé par la confiance dans la capacité d'un avion de chasse d'intercepter tout avion pénétrant dans l'espace aérien autour du site.

Pourtant fin 2011 *Greenpeace* a pu faire voler un engin dans la zone interdite au-dessus de l'usine.

Pourtant en juillet 2017 un avion à réaction civil a survolé 3 fois les zones interdites de Flamanville et La Hague.

Pourtant depuis 2013 des drones survolent des installations nucléaires, par exemple en octobre 2014 quatre sites ont été survolés simultanément !

→ Le 12 octobre dernier, des militants de Greenpeace se sont introduits dans la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle), ont franchi les deux barrières de sécurité et ont tiré un feu d'artifice juste à côté du bâtiment combustible, après avoir, quelques jours plus tôt, remis aux autorités une étude sur la vulnérabilité aux attaques extérieures des centrales nucléaires en général et des piscines d'entreposage en particulier.

Marcos Buser, géologue, qui avait démissionné en 2012, avec d'autres participants, de la Commission fédérale de la sécurité nucléaire suisse, évoque un dernier risque : « *le désintérêt croissant des citoyens pour trouver une solution à la*

*gestion des déchets nucléaires* ». Il préconise de « *regarder les risques en face au lieu de les balayer sous le tapis* ».

### **Des transports à hauts risques**

*« Transférer des combustibles en grande quantité d'une piscine à une autre entraîne des opérations lourdes, qui nécessitent d'utiliser des châteaux de combustible, d'énormes cylindres en plomb et en béton dans lesquels on met les assemblages pour les transporter »*, Yves Marnagnac.

Les transports se font majoritairement en train et par route au départ et à l'arrivée : 200 chargements de combustibles neufs et 200 de combustibles irradiés (50 pour le plutonium et 20 pour le MOx) par an. La filière est si bien conçue que Marcoule où est fabriqué le MOx est à l'exact opposé de la Hague, ce qui nécessite chaque semaine 2 semi-remorques traversant la France avec chacun 150 kg de

plutonium (la bombe de Nagasaki en contenait 8 kg) !

EDF assure que tout est sous contrôle pour la sûreté, mais Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire à la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) a montré que « *les tests réalisés utilisent des paramètres dérisoires face à certaines hypothèses d'accident* », tels que chute, choc, incendie...

D'autre part, le documentaire « Sécurité nucléaire, le grand mensonge » montre l'inefficacité des mesures prises pour éviter toute attaque, vol ou détournement (parcours et horaires secrets, escorte de la gendarmerie). : des militants de Greenpeace ont pu récupérer fréquences, horaires et parcours exacts et suivre un chargement pour Marcoule, le doubler, et se mettre en position de l'attaquer au sommet d'un pont...

## **Entreposage en sub-surface ou en surface**

Ce n'est pas une « bonne » solution, mais sans doute la moins pire pour une période intermédiaire de 100 à 300 ans. Ce stockage assurerait une meilleure sécurité des déchets nucléaires contre par exemple les risques d'accidents d'avions ou d'attaques terroristes et permettrait de développer, sans pressions excessives, de nouvelles techniques d'emballage et d'immobilisation de déchets.

*« Cela consiste à mettre les combustibles dans des conteneurs de 120 tonnes environ, puis dans des alvéoles en béton, puis de mettre ça en subsurface, sous un tumulus en terre pour protéger l'ensemble des chutes d'aéronef. Ce serait inerte ! Et la radioactivité protégerait les combustibles usés de toute agression malveillante ou terroriste, puisque la dose serait létale à l'intérieur du conteneur. La sûreté et la sécurité passives d'un entreposage à sec sont intrinsèquement supérieures à ce qu'on peut faire avec une piscine. Dans un*



*entreposage à sec, on évite l'effet d'emballement et de lâcher massif de matières radioactives, parce que les assemblages de combustible sont séparés dans différents châteaux et que chaque château offre à la fois une protection contre les agressions extérieures et un confinement.* », Yves Maignac.

En Allemagne et aux États-Unis sont développés des entreposages de longue durée en surface sur le site même des centrales nucléaires pour les combustibles usés, après un séjour de 5 ans dans les piscines de refroidissement situées à proximité.

La CNDP (Commission nationale de débat public), autorité administrative indépendante, a décidé le 6 février 2018 d'engager 3 expertises au préalable au débat, prévu en avril 2019, pour le nouveau PNGMDR : « *possibilités d'entreposage à sec des déchets nucléaires* », « *état des lieux à l'international du stockage géologique profond des déchets radioactifs* » et

*« l'analyse des jeux d'acteurs et des intérêts économiques autour du nucléaire ».*

### **Cas des déchets faiblement ou très faiblement radioactifs**

Actuellement, il n'existe aucun débouché pour certains déchets de faible activité à vie longue (graphite utilisé dans les réacteurs de première génération, déchets provenant du traitement de minerais, de la décontamination de sites pollués...). Un centre de stockage spécial devra donc être construit.

En ce qui concerne les résidus de très faible activité (gravats, terre argile, ferraille) issus également du traitement et de la décontamination, ils sont centralisés à Morvilliers (Aube) dans colis compactés mis dans des tranchées creusées dans la terre, surveillé pendant une trentaine d'années. Mais le site sera saturé en à la fin des années 2020, d'autant plus que le démantèlement progressif des réacteurs anciens

va générer d'énormes quantités de déchets de très faible activité.

Mais soyons rassurés, l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) a une solution : il propose d'étudier la valorisation de certains : des aciers et bétons pourraient être **réutilisables dans le domaine public**. Il s'agirait d'une dérogation aux codes de la santé publique et de l'environnement et de la définition d'un seuil de radioactivité « acceptable », contesté depuis très longtemps par des biologistes et de nombreuses associations.

## **Démantèlement des réacteurs**

Actuellement 110 réacteurs dans le monde sont arrêtés. Le démantèlement ne diminue pas la radioactivité, mais la répartit dans les divers morceaux découpés, qui peuvent être considérés comme des déchets.

Pour donner une idée des durées, prenons l'exemple d'une centrale (2 réacteurs) à Bradwell dans l'Essex : arrêtée en mars

2002 après 40 ans de fonctionnement, on en est aujourd'hui aux premières phases de préparation du site pour une période de maintenance et d'entretien de 80 ans, afin de permettre à la radioactivité de décroître, avant d'entamer la phase finale de démantèlement.

Les coûts sont considérables (estimation 200 milliards d'euros au niveau mondial).

### **États-Unis**

Le parc des centrales nucléaires a généré 30 % des combustibles nucléaires usés dans le monde, stockés sur 125 sites de réacteurs. Les piscines contiennent 3 à 4 fois plus de combustible usé que ce qui était prévu à l'origine, accroissant fortement le risque thermique.

Un site avait été choisi à Yucca Mountain dans le désert du Nevada, pour le stockage de déchets en couche géologique profonde. Suspendu en 2010 en raison de garanties géologiques insuffisantes, Trump

tente de le relancer en 2018. En attendant, les fûts qui ne peuvent plus être conservés près des réacteurs sont stockés dans une réserve indienne de l'Utah !

D'autre part, le « petit frère de Bure », seul centre d'enfouissement au monde comparable au projet Cigéo, se trouve au Nouveau-Mexique, le Waste isolation pilot plant (WIPP). Construit dans des dômes de sel à 660 mètres de profondeur, il reçoit des déchets de l'industrie militaire américaine, essentiellement du plutonium. En activité depuis 1999, garanti pour 10 000 ans il a été stoppé pour 3 ans en 2014 ! Début février, un incendie souterrain s'était déclaré et 21 employés ont été contaminés.

## **Allemagne**

Fin 2022, les 7 dernières centrales nucléaires seront retirées du réseau d'électricité. Que faire des 28 000 m<sup>3</sup> de déchets hautement radioactifs, des 300 000 m<sup>3</sup> de déchets faiblement et moyennement radioactifs ? Ils faisaient pourtant figure de

précurseurs dans les années 1960 en entreposant 126 000 barils de déchets faiblement et moyennement radioactifs à 700 mètres de profondeur sur le site de Asse : le sel devait protéger les fûts pour des millions d'années... Mais la poubelle s'est transformée en gruyère, la mine s'est fissurée : plus de 12 000 litres d'eau s'y écoulent chaque jour. Les fûts se sont écrasés du fait des mouvements géologiques. En 2009 le gouvernement a décidé de démanteler le site. Les fûts seront stockés provisoirement sur un site voisin : les premiers barils doivent sortir de terre en 2033.

Les déchets les plus dangereux devaient être enfouis sur le site de Gorleben, mais... c'est une ancienne mine de sel et les 634 habitants du village, soutenus par des dizaines de milliers de personnes, s'y opposent par tous les moyens : le projet est suspendu.

Une agence fédérale a été créée (BGE) pour rechercher un site de stockage définitif et aussi rétablir la confiance de la

population. L'objectif est de choisir un site en 2031 et son ouverture en 2050.

Plusieurs régions refusent déjà les recherches, d'autres refusent de donner leurs données géologiques et plus personne ne croit au calendrier prévu.

### **Royaume-Uni**

16 réacteurs nucléaires produisent un cinquième de l'énergie électrique annuelle, dont 15 devront fermer dans les 10 ans. Sur tous les projets nucléaires, les investisseurs se retirent un à un. Seul chantier en cours, celui de 2 EPR menés par EDF avec une participation chinoise qui affiche des surcoûts et un retard énorme. Le Brexit complique encore les choses, puisqu'il implique la sortie du Royaume-Uni du traité Euratom et donc des financements associés. Par exemple le JET (Joint european torus) dédié à la recherche sur la fusion nucléaire était financé à 50 % via Euratom.

Après avoir « résolu » la question des déchets nucléaires en les jetant dans la Manche, les Britanniques en entassent 155 000 tonnes, notamment autour de la centrale de Sellafield et de l'usine de **retraitement** THORP (Thermal oxide reprocessing plant), où ils sont stockés dans des bouteilles en plastique ou dans des bennes disposées au fond de cuves d'eau au béton dégradé et exposées aux intempéries : « *Je m'inquiétais chaque jour pour l'état du centre* », un ancien cadre supérieur de Sellafield, où est abrité le plus grand stock de plutonium civil au monde : 112 tonnes.

*« Parmi les installations les plus dangereuses figurent quatre anciens bassins et silos contenant de grandes quantités de matières nucléaires, ainsi que les entrepôts qui abritent la plus grande partie de l'inventaire de plutonium au Royaume-Uni. L'installation devrait présenter un risque important jusqu'en 2050 », rapport d'audit, juin 2018. Un des bassins d'entreposage du combustible usé (corrosion,*



fissures, fuites de matières radioactives), qui contient une tonne de plutonium, est considéré comme « *le bâtiment industriel le plus dangereux d'Europe* ».

Le Royaume-Uni a accumulé le plus grand stock de plutonium civil au monde.

Comme en France, l'Angleterre a opté pour le **stockage** en couche géologique profonde (500 m). Il s'agit donc de trouver une collectivité qui accepte de devenir une décharge nucléaire. Une seule s'était proposée en 2013, Allerdale dans le comté de Cumbria, région pauvre et peu peuplée, où est située la centrale de Sellafield. La proposition venant d'un conseiller municipal qui s'était fait inviter à des diners, des soirées aux frais des industriels du nucléaires. Mais la mobilisation s'est développée au sein du « Cumbria Trust » et le conseil régional a dû retirer la candidature. Depuis, le gouvernement a supprimé le droit de veto des conseils généraux et 2,8 millions d'euros par an seront proposés à la commune qui accepterait les déchets et insiste sur les emplois créés.

## **ANNEXE 3**

# **Énergie nucléaire - Radioactivité**

---

### **Puissance d'un réacteur**

Puissance thermique mesurée en Mégawatts thermiques : Mwt

Puissance électrique mesurée en Mégawatts électriques : Mwe

Le rendement, rapport des deux, est de l'ordre de 33 %.

La puissance des réacteurs français est soit d'environ 900 Mwe, soit d'environ 1 300 Mwe.

En 2018, les centrales nucléaires ont produit environ 70 % de l'électricité consommée

## Activité radioactive

---

L'activité d'un élément radioactif correspond au nombre de désintégrations par seconde.

1 becquerel (Bq) correspond à 1 désintégration par seconde

**TFA** (Très faible activité)

**FA** (Faible activité)

**MA** (Moyenne activité)

**HA** (Haute activité)

TFA	activité < 10 <sup>2</sup> Bq / g (par gramme)
FA	activité < 10 <sup>5</sup> Bq / g
MA	activité < 10 <sup>8</sup> Bq / g
HA	activité ≥ 10 <sup>8</sup> Bq / g

## Demi-vie ou période

La période radioactive d'un isotope radioactif, est la durée au cours de laquelle son activité radioactive décroît de moitié.

Au bout de 2 périodes son activité est divisée par  $2 \times 2 = 4$

Au bout de 3 périodes son activité est divisée par  $2 \times 2 \times 2 = 8 \dots$

Par exemple, pour une activité réduite au millième :

Iode 131 met environ 80 jours et le Plutonium 239 environ 240 000 ans

**VTC** (Vie très courte)

**VC** (Vie courte)

**VL** (Vie longue)

<b>VTC</b>	Période < 100 jours
<b>VC</b>	Période <= 31 ans
<b>VL</b>	Période > 31 ans

## **ANNEXE 4**

### **Creys-Malville et le mouvement antinucléaire**

---

#### **Les comités Malville**

Le premier Comité Malville naît en 1975, constitué de Savoyards, Lyonnais, Suisses. Il informe les villages voisins du site du réacteur *Superphénix* et appelle à un premier rassemblement national le 3 juillet 1976. 20 000 personnes participent à la manifestation, qui se veut non-violente. Une massive « prévention » policière s'est traduite sur le terrain par des carrefours bloqués par les CRS, le réseau téléphonique coupé, l'attaque à coups de crosse, grenades, matraques d'un camping d'opposants, faisant 8 blessés graves.

Seuls quelques personnes réussissent à pénétrer sur le chantier et se réfugient ensuite dans le voisinage, où ils sont spontanément hébergés pendant plusieurs jours.

Dès le lendemain, des échanges ont lieu au sein du Comité Malville, mais aussi dans tout le mouvement anti-nucléaire sur les moyens, violents ou non-violents, légaux ou illégaux, de s'opposer à *Superphénix* et à la société qu'il implique. Des comités Malville se créent dans des villages et villes de la région, mais aussi un peu partout en France. *Superpholix*, journal des comités, tire rapidement à 10 000 exemplaires. Conseils municipaux, syndicats, associations, élus, sont interpellés pour réclamer un moratoire.

Jusqu'en juillet 1977, de très nombreuses actions directes ont lieu : arrêt d'un convoi pour la centrale nucléaire de Bugey, occupation à Lyon des bureaux de la NERSA (consortium européen pour la construction de *Superphénix*), visite impromptue à la préfecture de Grenoble, récupération et publication des plans Orsec-Tox et Orsec-Rad, campagne d'auto-réduction de 15 % des factures d'EDF, interventions dans les bureaux d'EDF et au conseil

municipal de Grenoble, sabotages de plusieurs bureaux d'EDF...

C'est un tourbillon de réunions, discussions enfiévrées, textes, actions, amenant une radicalisation du mouvement : on conteste *Superphénix*, mais aussi le nucléaire en général, le système policier qui l'accompagne, la société de consommation gaspilleuse d'énergie.

Se pose d'autant plus le problème des moyens pour s'y opposer : « *Pour un rassemblement non-violent* », texte paru dans *La Gueule ouverte* provoque des réactions négatives parmi les anti-nucléaires des comités et montre le décalage qui se fait jour entre certaines organisations écologiques ou non-violentes et les comités Malville, fédérés horizontalement dans une coordination. Les signataires du texte affirment que « *pour reprendre le site sans violence, il faut être très nombreux, et déterminés* ». Ils vont se servir de la tribune de *La Gueule ouverte* (30 000 lecteurs par semaine) pour développer le thème que le nombre permettrait à lui seul de gagner, d'où la

campagne de ce journal : « Objectif 100 000 à Malville ». Mais les participants au rassemblement de juillet 2016 se souviennent que l'État ne cède pas à la non-violence quand il y va de sa « sûreté » et de sa « raison », ce qui est le cas du nucléaire. Beaucoup ne se faisaient pas d'illusions sur la violence de l'État, les textes parus dans divers journaux militants les mois qui ont précédé l'attestent. Ce qui était discuté dans les comités c'était la contradiction entre le mot d'ordre « *C'est à Malville que nous devons gagner la lutte contre le nucléaire.* », misant tout sur le rassemblement du 31 juillet, et la dérision des moyens envisagés pour occuper le chantier et protéger les participants contre les violences policières. Pour cette raison, plusieurs comités n'appelleront pas en tant que tel et laisserons leurs membres libres de leur choix.

Après le guet-apens policier prévisible du 31 juillet 1977 dans lequel sont tombés 60 000 manifestants, suivi de la mort de Vital Michalon, le mouvement



antinucléaire ne va cesser de perdre de sa capacité d'action et de réflexion. C'est le résultat des divergences entre de nombreux militants des comités Malville et les militants de certaines organisations écolo-pacifistes qui avaient pour modèle la lutte victorieuse du Larzac, dont le contexte était très différent. L'unité du mouvement, assurée par la coordination nationale fédérant horizontalement les comités locaux, a été ainsi brisée.

L'État avait montré sa force et beaucoup se sont découragés. Pour ceux qui continueront la contestation du nucléaire les stratégies vont diverger, une partie se concentrant sur un rôle de contre-expertise et de dialogue avec les institutions, que l'État était ravi de leur reconnaître.

Le réseau *Sortir du nucléaire*, créé en 1997, a pu réunir un temps 900 associations, syndicats, entreprises, fédérations et partis politiques. La Fédération anarchiste, qui avait choisi d'y participer, l'a quitté après les manœuvres bureaucratiques d'une partie de son conseil

d'administration en 2010. Après cet épisode, la majorité des organisations et militants ont quitté le réseau, se repliant sur des coordinations locales ou régionales (en Bretagne et dans le sud-est notamment).

**La lutte en cours à Bure peut sans doute aider à redévelopper un mouvement plus fort contre le nucléaire et son monde.**

**Pour se souvenir de Vital Michalon, tué par les forces de l'État**

Dès le 28 juillet, le préfet de l'Isère, ancien préfet de police à Alger pendant la guerre d'Algérie, déclare : « *S'il le faut, je ferai ouvrir le feu sur les contestataires.* » La présence annoncée d'antinucléaires allemands lui fait craindre une « *nouvelle invasion de Boches* ».

Sont déployés sur le « front » : 5 000 CRS et gardes mobiles, des hélicoptères, des véhicules amphibies et ponts mobiles, des parachutistes et des membres des brigades anti-émeutes.

Après une nuit pluvieuse, des milliers de manifestants se mettent en marche, sur des routes étroites et boueuses : « *Vu la petitesse des routes et les restrictions de circulation, nous avons décidé de diviser la marche en trois cortèges, qui devaient tous converger à Faverges, sur la colline du Devin. Nous avons prévu des liaisons par talkies-walkies entre les groupes, mais les intempéries ont bloqué la communication.* » Georges David, alors directeur de Superpholix.

Vers midi, les premiers milliers de manifestants parviennent dans les champs de la colline du Devin. En contrebas, des nuées de policiers casqués, armés, bloquent le passage derrière leurs boucliers. Au-dessus des têtes, des hélicoptères et la pluie qui ne cesse de tomber : « *C'était le bout de l'entonnoir, comme un piège, un guet-apens : impossible d'avancer, difficile de reculer puisque des milliers d'autres arrivaient sans cesse* », Raymond Avrillier, Frapna (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature). Il reconnaît :

*« Pacifistes, nous n'étions pas suffisamment préparés à répondre à une agression, nous n'étions pas bien organisés pour faire face à un tel déferlement de violence. »*

Vital Michalon, jeune professeur de physique, était venu en Isère depuis Aix-en-Provence avec sept amis, dont son frère Paul, qui le décrit ainsi : *« Vital a fait des études de physique, et il a vite compris que le surgénérateur était une folie, inutile et dangereux »*.

### **Le récit de Paul :**

---

*« On s'est trouvés en haut d'un pré, et ça commençait à chauffer. Des grenades lacrymogènes et des grenades assourdissantes, dites "offensives", sont parties. Une horreur. Quand elle tombe près de vous, elle provoque un effet de souffle terrible, qui vous déplace. Nous avons vu Manfred Schultz perdre sa main en tentant de renvoyer une de ces grenades, puis Michel Grandjean, transporté sur un brancard et*

*tenant ce qu'il lui restait de jambe, le visage ravagé de douleur. C'était épouvantable, la guerre, au milieu de la pluie, du brouillard, de la fumée, des détonations. Il fallait qu'on s'en aille. Mais les policiers se sont préparés à charger, leurs fusils lanceurs de grenades sont passés en position horizontale : ils nous tiraient dessus ! Tout est parti en désordre, c'était la débandade, la panique. Chacun pour soi, il s'agissait de sauver sa peau.*

*Nous nous sommes élancés à travers les haies, sur un terrain abrupt, boueux, glissant, mon frère derrière moi. J'ai pris la suite d'un groupe, dans une pente où il fallait monter à quatre pattes. Le souffle d'une grenade tombée à deux mètres de moi m'a déplacé. C'est là que j'ai perdu Vital de vue, mais je ne me suis dit qu'il était passé avec d'autres, ailleurs. J'ai rejoint la voiture, je l'ai attendu. Les amis m'ont rejoint et, inquiets, nous sommes partis à sa recherche. Nous savions qu'il y avait beaucoup de blessés. Dans un des villages, nous avons été ralentis par un embouteillage :*

*un policier fou furieux cassait les pare-brises de tous les véhicules qui passaient avec la crosse de son fusil. C'était d'une violence ! Quand notre tour est arrivé, ce flic s'est fait ceinturer par ses copains, il hurlait. Une personne m'a confirmé les rumeurs : oui, il y avait un mort. Là, j'ai senti quelque chose de glacé me parcourir. »*

Paul Michalon se rend à la mairie de Bouvesse, où il identifie le corps de Vital. Contrairement à ce qu'affirmera le préfet — un « *décès suite à une crise cardiaque* » — , l'autopsie conclura à une mort causée par « *des lésions pulmonaires qui sont dues au souffle d'une explosion* ». « *Vital a monté le chemin à quatre pattes, et la grenade est tombée devant lui, elle a roulé, et elle a éclaté entre le sol et lui, sous lui. L'effet de souffle lui a fait exploser les poumons.* »

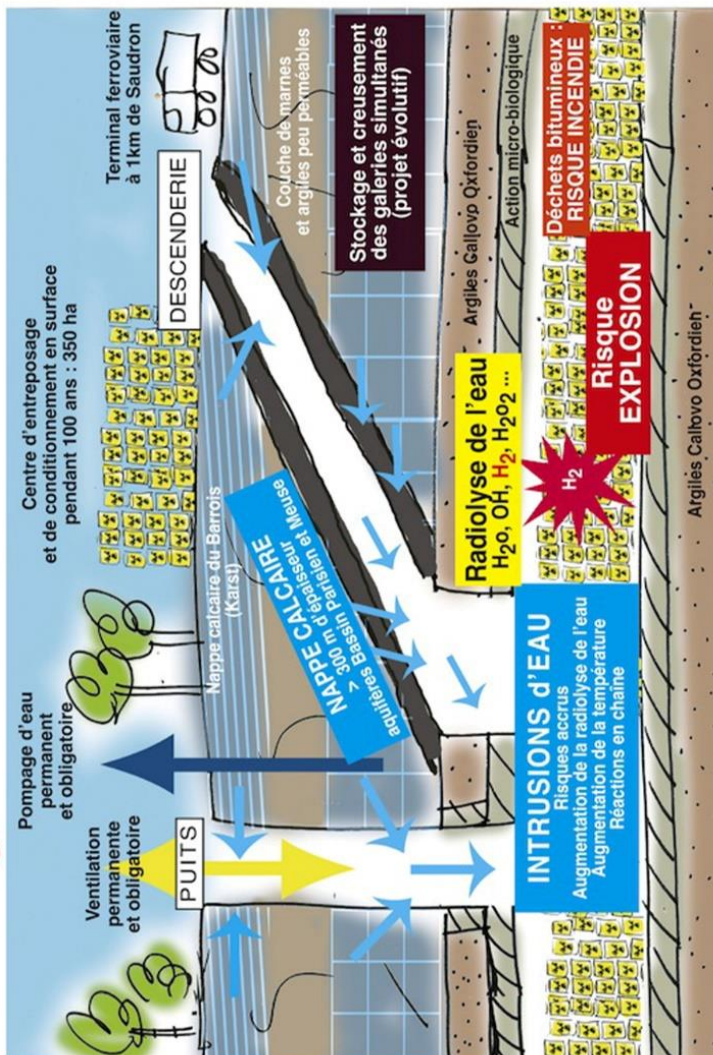
Une petite stèle en granit rose, au milieu des champs de maïs, porte cette épitaphe :

**« *En souvenir de Vital Michalon, 31 ans, tué par les forces de l'État le***

***31 juillet 1977 lors de la manifestation contre Superphénix. »***

# Et si ça explose ?

(9 x la radioactivité de l'accident de Tchernobyl  
sous terre pendant des milliers d'années)





# ANNEXE 5

## Pour en savoir plus

---

### À écouter

---

#### *À l'ombre des centrales nucléaires*

Documentaire audio France Culture Lydia Ben Ytzhak :

#### **1 – L'aventure de l'atome, un avenir radieux**

<https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/lombre-des-centrales-nucleaires-14-laventure-de-latome-un-avenir>

#### **2 - Vivre et travailler à l'ombre d'un réacteur nucléaire**

<https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/lombre-des-centrales-nucleaires-24-vivre-et-travailler-lombre>

#### **3 – De Tchernobyl à Fukushima : Les leçons pour la France**

<https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/lombre-des-centrales-nucleaires-34-de-tchernobyl-fukushima-les>

#### **4 – Des poubelles radioactives pour l'éternité**

<https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/lombre-des-centrales-nucleaires-44-des-poubelles-radioactives>

### ***Terre et radioactivité***

Rubrique de l'émission *Trous noirs* sur *Radio Libertaire* : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org>

## À voir

---

**28 février 2018 : interview de 4 opposants à la poubelle nucléaire de Bure**

<https://www.youtube.com/watch?v=R4gEfJ3H1EQ>

***Bure ou les ruines toxiques de la modernité***

Documentaire : Juillet-août 2016, réoccupation du bois Lejuc, chute du Bure de Merlin

<https://www.youtube.com/watch?v=rAZrrAdkQo8>

***Bure : Triomphe d'un désespoir***

Documentaire de Nicolas Thomasset :

<https://www.youtube.com/watch?v=IUfBzwEU-Eg>

***Le riche laboureur - L'enfouissement des déchets radioactifs dans les villages de Lorraine***

Documentaire de Thiébault Matthaüs : <https://vimeo.com/115098467>

***Tarnac et le nucléaire***

**Mix de *La Parisienne libérée***

<https://www.youtube.com/watch?v=iiN64L8QnmQ&list=PLoH70NNEUnnvdCz93AwGBSn4nNrhcJVTo>

**Malville 1977** : <https://vimeo.com/85962974>

### ***La bataille de Malville***

#### **Documentaire de Patrice Morel :**

Le forçage nucléaire : <https://www.youtube.com/watch?v=JMekovgGAzo>

L'état de siège : <https://www.youtube.com/watch?v=ItkZmNWPcJU>

Le traquenard : <https://www.youtube.com/watch?v=Ylnt-ALCKWw>

Le sang et la boue : <https://www.youtube.com/watch?v=7B9ewJklasw>

#### **Démantèlement Superphénix :**

<https://www.youtube.com/watch?v=KvrUcn8hzEQ>

### ***Hors de contrôle, séisme et tsunami à Fukushima***

<https://www.youtube.com/watch?v=kUXPL3F4MJU>

***Fukushima, des particules et des hommes***

Documentaire de Gil Rabier et Claude-Julie Parisot

<https://www.dailymotion.com/video/x6abj60>

***Le monde après Fukushima***

Documentaire de Kenichi Watanabe

<https://www.youtube.com/watch?v=c2VSOhEY-fMM>

***Terres nucléaires – Une histoire du plutonium***

Documentaire de Kenichi Watanabe

<https://www.youtube.com/watch?v=-PDsopAXBT4>

□ ***Déchets, le cauchemar du nucléaire***

**Documentaire Arte (2009)**

<https://www.youtube.com/watch?v=x9Odwlv5uSA>

## À lire

---

☐ ***Bure, la bataille du nucléaire***

Gaspard d'Allens

☐ ***La comédie atomique – l'histoire occultée des dangers des radiations***

Yves Lenoir

☐ ***Le monde comme projet Manhattan***

Jean-Marc Royer

☐ ***La France nucléaire - L'art de gouverner une technologie contestée***

Sezin Topçu,

☐ **Documents Hiroshima**

<http://lesoufflecestmavie.unblog.fr/2012/08/06/6-aout-le-japon-commemore-les-67-ans-de-la-bombe-sur-hiroshima-nagasaki-quelques-jours-plus-tard-des-documents-exceptionnels-secret-defense/>

☐ Albert Camus **Éditorial du Journal Combat 8 août 1945**

☐ ***L'empire du nucléaire : quand Fukushima ne crachait pas encore ses « atomes***

***pour la paix »***

Article de Thierry Ribault

<http://journals.openedition.org/ebisu/307>

□ ***Avenir radieux, une fission française***

Livre et pièce de théâtre de Nicolas Lambert

□ ***Les sanctuaires de l'abîme – Chronique du désastre de Fukushima***

Thierry et Nadine Ribault

□ ***Fukushima, Récit d'un désastre***

Michaël Ferrier

□ ***La condition nucléaire***

Jean-Jacques Delfour





## Sites

---

Observatoire du Nucléaire  
<http://www.observatoire-du-nucleaire.org/>

Coordination antinucléaire du Sud-Est  
<http://www.coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php?/page/1>

Collectif ADN (Arrêt du nucléaire)  
<http://collectif-adn.fr/entree.html>

MCCA (Mouvement contre le crime atomique)  
<http://www.mcca-ain.org/>

Observatoire des armements  
<http://obsarm.org/>

Fukushima  
<http://www.fukushima-blog.com/>



## Les EdML

---

Les Éditions du Monde Libertaire, œuvre de la Fédération Anarchiste, participent à la diffusion des idées et des projets libertaires au plus grand nombre.

Les Éditions du Monde Libertaire sont un secrétariat qui fonctionne de manière autonome. Le (la) secrétaire, manda- té(e) en congrès, est seul(e) responsable devant le Congrès de la Fédération anarchiste. Son rôle est d'organiser l'édition de textes importants pour l'anarchisme, en assurer la promotion et la diffusion.

Les EdML veulent contribuer à fournir des outils pour la réflexion et l'action pour la révolution sociale.

Les bénéfices des ventes sont intégralement investis dans la réalisation de futures publications.



## Commandes

---

Commandes à la librairie Publico :

Œuvre de la Fédération Anarchiste :

145 rue Amelot.

Paris XI° Métro République.

Tél. : 01 48 05 34 08

Site : <https://librairie-publico.com>

**Facebook** : @EditionsduML

**Twitter** : <https://twitter.com/EditionsduML>





## **Contact**

[editions@federation-anarchiste.org](mailto:editions@federation-anarchiste.org)

(renseignements, commandes, propositions)

